

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1996-1997

19 NOVEMBRE 1996

Questions et Réponses

Questions et Réponses — Sénat
Session de 1996-1997

Vragen en Antwoorden — Senaat
Zitting 1996-1997

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1996-1997

19 NOVEMBER 1996

Vragen en Antwoorden

SOMMAIRE**INHOUD**

Un sommaire par objet est reproduit <i>in fine</i> du bulletin		<i>In fine</i> van het bulletin is een zaakregister afgedrukt
Premier ministre	1571	Eerste minister
Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications	1574	Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecomunicatie
Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur	1579	Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken
Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur	1579	Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel
Vice-Premier ministre et ministre du Budget	1588	Vice-Eerste minister en minister van Begroting
Ministre de la Politique scientifique	—	Minister van Wetenschapsbeleid
Ministre de la Santé publique et des Pensions	1588	Minister van Volksgezondheid en Pensioenen
Ministre des Affaires étrangères	1589	Minister van Buitenlandse Zaken
Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes	1590	Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen
Ministre des Affaires sociales	1592	Minister van Sociale Zaken
Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises	1594	Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
Ministre des Transports	1598	Minister van Vervoer
Ministre de la Justice	1600	Minister van Justitie
Ministre de la Fonction publique	1603	Minister van Ambtenarenzaken
Ministre de la Défense nationale	1603	Minister van Landsverdediging
Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre	1607	Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister
Secrétaire d'État à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, et Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à l'Environnement, adjoint au ministre de la Santé publique	1609	Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, en Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid

Questions auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai réglementaire (Art. 66 du règlement du Sénat)

Vragen waarop niet werd geantwoord binnen de tijd bepaald door het reglement (Art. 66 van het reglement van de Senaat)

(Fr.) : Question posée en français — (N.) : Question posée en néerlandais
(Fr.) : Vraag gesteld in 't Frans — (N.) : Vraag gesteld in 't Nederlands

Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications

Économie

Question n° 90 de Mme Dardenne du 11 octobre 1996 (Fr.) :

Détecteur de fumées. — Présence de substances radioactives.

Il me revient que l'on peut trouver à acheter dans n'importe quelle grande surface des détecteurs de fumée qui contiennent, selon les seules indications de l'emballage, «une substance radioactive Am²⁴¹».

La notice indique encore sans autre précision que cette substance n'est pas dangereuse pour autant qu'on l'utilise de manière appropriée !

Or, l'Am²⁴¹ est un transuranien obtenu à partir du Pu, et dont la demi-vie est de 470 ans. En l'occurrence, il est utilisé comme source d'ionisation dans les détecteurs de fumées.

Je m'étonne que ce genre de matériel soit vendu et diffusé largement dans le public sans autre précaution.

Quelles sont les règles en vigueur qui autorisent ce commerce ? Où fabrique-t-on ces sources ? Où produit-on l'Am²⁴¹ ? Quelles sont les agréments délivrés pour ce type de fabrication ? Quelle est la quantité d'Am²⁴¹ contenue dans chaque détecteur ? Utilise-t-on d'autres substances radioactives ?

En outre, trois problèmes me paraissent au moins poser question :

— Qu'en est-il de l'obligation d'étiquetage pour ce type de produit ?

Celui-ci ne devrait-il pas au moins comporter une mise en garde quant au danger en cas d'ouverture de la source scellée et des recommandations quant à l'évacuation du produit au terme de son usage. Ceci amène le deuxième problème.

— Qu'en est-il de l'évacuation de ces détecteurs qui doivent, à mon sens, obéir à la législation qui concerne le traitement des déchets radioactifs ?

— Ne craignez-vous pas que l'engouement pour ce type d'appareil amène une dissémination de nombreuses sources radioactives dans l'environnement ? Même si la quantité de radioactivité contenue dans chaque appareil est minime, le total de celle-ci peut devenir important vu le nombre d'appareils en circulation.

Il me semble difficile dès lors d'argumenter que les avantages l'emportent sur les inconvénients. Pouvez-vous me dire si l'on a essayé des solutions alternatives pour éviter l'usage de sources radioactives ?

Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie

Economie

Vraag nr. 90 van mevrouw Dardenne d.d. 11 oktober 1996 (Fr.) :

Rookdetectoren. — Aanwezigheid van radioactieve stoffen.

Ik heb vernomen dat men in om het even welke supermarkt rookdetectoren kan kopen die volgens de vermelding op de verpakking «een radioactieve stof Am²⁴¹» bevatten.

Daarbij wordt eenvoudigweg vermeld dat deze stof niet gevraagd is voor zover ze op de gepaste wijze wordt gebruikt !

Am²⁴¹ is een der transuranen die verkregen worden uit Pu en heeft een halveringstijd van 470 jaar. In dit geval wordt het gebruikt als ionisatiebron in de rookdetectoren.

Het verbaast mij dat dergelijk materieel zonder enige voorzorg aan het brede publiek wordt aangeboden en verkocht.

Welke regels zijn van toepassing op de verkoop van dergelijke producten ? Waar worden de bronnen geproduceerd ? Waar wordt het Am²⁴¹ geproduceerd ? Welke vergunningen werden afgegeven voor dergelijke productiemethodes ? Hoeveel Am²⁴¹ bevattet zo'n rookdetector ? Worden nog andere radioactieve stoffen gebruikt ?

Bovendien zijn er mijns inziens nog minstens drie andere problemen :

— Moet er geen bijzondere aandacht worden besteed aan de verbruikersinformatie in verband met dergelijke producten ?

Is het niet wenselijk dat op de verpakking minstens een waarschuwing wordt aangebracht voor het gevaar bij opening van de verzegelde bron alsook een aanbeveling in verband met het afvoeren van het product als het niet meer wordt gebruikt ?

— Hoe moeten deze detectoren na gebruik worden verwerkt, daar zij mijns inziens, vallen onder de wetgeving op de verwerking van radioactief afval ?

— Vreest u niet dat als dergelijke producten bij de consument ingang vinden, dit zal leiden tot een verspreiding van talrijke bronnen van radioactiviteit in het leefmilieu ? Zelfs indien de hoeveelheid radioactiviteit in elk toestel afzonderlijk minimaal is, kan de totale hoeveelheid belangrijk zijn, gelet op het aantal toestellen dat in omloop is.

Het lijkt mij bijgevolg moeilijk vol te houden dat voordelen opwegen tegen de nadelen. Kunt u mij zeggen of men alternatieve oplossingen uitgeprobeerd heeft om het gebruik van radioactieve stoffen te vermijden ?

On ne peut s'empêcher de penser que c'est par une démarche similaire que l'on retrouve aujourd'hui un peu partout de l'amiante.

Télécommunications

Question n° 88 de M. Anciaux du 11 octobre 1996 (N.) :

La Poste. — Politique immobilière.

La Poste belge est une régie autonome qui peut mener sa propre politique d'investissement, sous la tutelle du ministre. Depuis 1995, le groupement de services « Immopost » est responsable de la planification et de la gestion des terrains et des bâtiments de La Poste. L'honorables ministre pourrait-il me fournir quelques précisions concernant la politique suivie en matière immobilière ?

De combien de bureaux La Poste dispose-t-elle dans notre pays ?

Quelle est la répartition de ces bureaux entre les trois régions ?

De combien de bureaux La Poste est-elle propriétaire ?

Quelle est la répartition régionale de ces propriétés ?

Combien de bureaux La Poste loue-t-elle ?

Quelle est la répartition régionale de ces bureaux loués ?

Quel est le coût de l'entretien du patrimoine de La Poste ?

Comment ce coût est-il réparti entre les régions ?

Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur

Question n° 182 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du ministre.

Dans l'accord de gouvernement, le gouvernement fédéral s'engage formellement à « évaluer constamment les diverses mesures générales quant à leur impact positif sur le développement de la solidarité et la vie des familles ». Et l'accord de poursuivre : « Dans cette optique, le gouvernement insiste sur la dimension familiale de la politique. »

Cette attention toute particulière que le gouvernement accorde à la famille est tout à fait justifiée, puisque toute mesure a des conséquences, soit directes, soit indirectes, sur les liens familiaux au sein des diverses formes de familles. Dans la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, la famille est reconnue non seulement comme le noyau de la société, mais aussi comme formant l'environnement naturel dans lequel tous ses membres, et les enfants en particulier, peuvent se développer et jouir du bien-être.

Il appartient dès lors à tous les responsables politiques de mener une politique qui soit favorable aux familles, non seulement en prenant des mesures spécifiques axées sur les familles, mais aussi en vérifiant chaque fois quelles conséquences une mesure aura pour les familles et comment la politique menée peut le mieux garantir l'intérêt de celles-ci.

Aussi saurais-je gré à l'honorables ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. Quelle dimension familiale votre politique présente-t-elle ? En quoi vos attributions ont-elles un rapport avec la famille ?

2. Quelles mesures avez-vous déjà prises pour encourager et aider les familles dans leurs diverses formes ?

3. De quelle façon les mesures prises par vous sont-elles évaluées quant à leur impact positif sur le développement de la solidarité et la vie des familles ?

Men kan bijna niet anders dan te denken dat het aan een dergelijke gang van zaken te wijten is dat men nu zowat overal asbest vindt.

Telecommunicatie

Vraag nr. 88 van de heer Anciaux d.d. 11 oktober 1996 (N.) :

De Post. — Vastgoedbeleid.

De Post in België is een autonoom overheidsbedrijf dat een eigen investeringsbeleid kan voeren onder toezicht van de minister. Sedert 1995 staat de dienstengroep Immopost in voor de planning en het beheer van de terreinen en de gebouwen van De Post. Kan de geachte minister mij enige uitleg verschaffen over de gevoerde politiek ten aanzien van het vastgoed ?

Over hoeveel kantoren beschikt De Post in dit land ?

Hoe zijn deze kantoren gespreid over de drie gewesten ?

Kan de geachte minister mij vertellen hoeveel kantoren er eigenlijk zijn van De Post ?

Welke is de verdeling van deze eigendommen per gewest ?

Hoeveel kantoren worden gehuurd door De Post ?

Hoe zijn deze gehuurde kantoren verdeeld over de drie gewesten ?

Hoeveel kost het onderhoud van het patrimonium van De Post ?

Hoe zijn de kosten gespreid over de gewesten ?

Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken

Vraag nr. 182 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

Het federaal regeerakkoord bevat het uitdrukkelijk engagement dat de regering « de diverse maatregelen die zij neemt steeds zal toetsen aan hun solidariteitsversterkend en gezinsvriendelijk karakter ». « Precies vanuit deze optiek », zo vervolgt het regeerakkoord, « hecht de regering onder meer groot belang aan de gezinsdimensie van het beleid. »

Deze bijzondere aandacht van de regering voor het gezin is volkomen terecht aangezien iedere maatregel, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, steeds gevolgen heeft voor de gezinsverbanden in hun diverse leefvormen. In het UNO-Verdrag inzake de rechten van het kind wordt het gezin niet alleen erkend als de kern van de samenleving, maar ook als de natuurlijke omgeving voor de ontplooiing en het welzijn van al haar leden en van kinderen in het bijzonder.

Het behoort dan ook tot de taak van alle beleidsverantwoordelijken om een gezinsvriendelijk beleid te voeren, niet alleen door het nemen van specifieke, gezinsgerichte maatregelen, maar ook door steeds na te gaan wat de gevolgen zijn van een beleidsmaatregel voor het gezin en hoe het gezinsbelang het best wordt gewaarborgd door het gevoerde beleid.

Graag had ik dan ook van u vernomen :

1. Wat is de gezinsdimensie van uw beleid ? Wat zijn de raakvlakken tussen uw bevoegdheden en het gezin ?

2. Welke maatregelen hebt u reeds ondernomen ter bevordering en ter ondersteuning van het gezin in haar diverse leefvormen ?

3. Op welke wijze worden het solidariteitsversterkend en gezinsvriendelijk karakter van de door u genomen maatregelen getoetst ?

4. Avez-vous déjà effectué une «étude d'incidences sur les familles» à propos des mesures que vous avez prises? Dans l'affirmative, quelle méthode avez-vous suivie; pour quels aspects de votre politique avez-vous effectué ladite étude?

5. Les familles sont-elles associées de manière active (par la voie de la concertation ou de la consultation) au travail d'aide à la décision politique réalisé au sein de votre département?

Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur

Finances

Question n° 126 de M. Hatry du 11 octobre 1996 (Fr.):

Délais laissés aux contribuables durant les mois d'été pour répondre aux questions de l'administration.

Le 19 juillet 1996, je vous ai posé sous le n° 105 (bulletin des *Questions et Réponses*, Sénat, n° 1-27, du 3 septembre 1996, p. 1305) la question suivante concernant le sujet sous rubrique:

«Par ma question écrite du 25 juillet 1995 j'avais attiré votre attention sur le délai anormalement bref pour une période d'été que l'administration laisse aux contribuables pour répondre au questionnaire d'informations complémentaires que suscite leur déclaration.

Je constate que, si le délai de 15 jours n'est plus systématiquement utilisé, ce dont je vous remercie, il faut cependant constater que la pratique consistant à demander des renseignements complémentaires en pleine période d'été se poursuit.

La Libre Belgique, dans son édition *La Libre Entreprise* du samedi 13 juillet, faisait état d'une petite entreprise bruxelloise ayant déposé sa déclaration d'impôt le 28 juin 1996 et recevant des questions complémentaires dès le 9 juillet 1996.

Une information encore plus surprenante m'est parvenue d'un autre contribuable qui avait déposé également sa déclaration le 28 juin, et qui reçoit en réponse une demande de renseignements complémentaires le 4 juillet 1996, avec obligation de répondre au plus tard le 3 août 1996.

Une telle célérité et de telles exigences en pleine période de vacances pour des questionnaires s'adressant à des PME, dont le chiffre d'affaires est de quelques millions seulement, témoignent d'un manque total de compréhension du mode de gestion de nos petites et moyennes entreprises.

L'honorable ministre n'estime-t-il pas nécessaire d'enjoindre à l'administration d'organiser, en période d'été, les systèmes des questionnaires complémentaires avec plus de souplesse?»

Jusqu'à ce jour, je n'ai pas reçu de réponse à cet égard. Par conséquent, je me permets de rappeler cette question à votre attention. Puis-je connaître votre point de vue très prochainement?

Ministre de la Politique scientifique

Question n° 18 de Mme de Bethune du 6 octobre 1996 (N.):

Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.

Au vu des réponses des membres du gouvernement fédéral à ma question du 30 octobre 1995 relative à la proportion de collaborateurs et de collaboratrices au sein de leur cabinet, force est de constater que si les femmes représentent en moyenne près de la moitié de l'ensemble des collaborateurs de cabinet, cette proportion tombe à 24 p.c. pour les collaborateurs de niveau 1.

4. Hebt u reeds een gezinseffectenrapport gemaakt van de door u genomen maatregelen? Zo ja, volgens welke methodiek en voor welke facetten van uw beleid?

5. Worden gezinnen op een actieve manier (door overleg of door het geven van advies) betrokken bij het beleidsvoorbereidend werk binnen uw departement?

Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel

Financiën

Vraag nr. 126 van de heer Hatry d.d. 11 oktober 1996 (Fr.):

Termijnen waarover de belastingplichtigen tijdens de zomermaanden beschikken om te antwoorden op vragen van de belastingdiensten.

Op 19 juli 1996 stelde ik u onder nr. 105 (bulletin van *Vragen en Antwoorden*, Senaat, nr. 1-27, van 3 september 1996, blz. 1305) de volgende vraag betreffende het in rand vermelde onderwerp:

«Met mijn schriftelijke vraag van 25 juli 1995 heb ik uw aandacht erop gevestigd dat de belastingplichtigen tijdens de zomerperiode abnormaal korte termijnen opgelegd krijgen om te antwoorden op vragen naar bijkomende informatie over hun aangifte.

Ik heb kunnen vaststellen dat de termijn van 15 dagen weliswaar niet meer systematisch wordt opgelegd, waarvoor ik u dank, maar dat de belastingdiensten toch doorgaan met het vragen van bijkomende inlichtingen in volle zomerperiode.

In de bijlage *La Libre Entreprise* van *La Libre Belgique* van zaterdag 13 juli staat te lezen dat een klein Brussels bedrijf, dat zijn belastingaangifte op 28 juni 1996 had ingediend, al op 9 juli 1996 vragen om bijkomende inlichtingen toegestuurd kreeg.

Er is mij zelfs meegeedeeld dat een andere belastingplichtige, die zijn aangifte eveneens op 28 juni had ingediend, op 4 juli 1996 al een vraag kreeg om bijkomende inlichtingen te verstrekken met de plach om uiterlijk op 3 augustus 1996 daarop te antwoorden.

Door in volle vakantieperiode zulke eisen te stellen aan KMO's waarvan de omzet slechts enkele miljoenen bedraagt, bewijst men zijn totale onkunde van de wijze van bedrijfsvoering in onze KMO's.

Meent de geachte minister niet dat aan de belastingdiensten opdracht gegeven moet worden om tijdens de zomerperiode de voorschiften in verband met het verstrekken van bijkomende inlichtingen soepeler toe te passen?»

Tot op heden mocht ik dienaangaande nog geen antwoord ontvangen. Derhalve ben ik zo vrij deze vraag opnieuw aan u voor te leggen. Mag ik aandringen op een spoedige mededeling van uw standpunkt.

Minister van Wetenschapsbeleid

Vraag nr. 18 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.):

Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

Bij analyse van de antwoorden van de leden van de federale regering op mijn schriftelijke vraag van 30 oktober 1995 met betrekking tot de indeling van hun kabinetsmedewerkers naar geslacht, is het opmerkelijk dat, waar vrouwen gemiddeld bijna de helft vertegenwoordigen van de totale groep kabinetsmedewerkers, hun aanwezigheid op niveau 1 gemiddeld slechts 24 pct. bedraagt.

Les chiffres fournis par les ministres montrent que les collaboratrices de cabinet occupent le plus souvent des fonctions d'exécution ou font partie du personnel auxiliaire. Elles sont généralement moins bien représentées en amont, c'est-à-dire au niveau où sont élaborées les décisions politiques et donc où l'on dirige la politique.

Interrogés sur leur point de vue politique, la plupart des membres du gouvernement ont répondu qu'ils soutiennent totalement les efforts visant à atteindre une représentation équilibrée d'hommes et de femmes dans les cabinets ministériels.

Comme la démocratie paritaire doit constituer un objectif permanent pour tous les membres du gouvernement, j'estime qu'après un an, le moment est venu de dresser un nouveau bilan.

Je prie dès lors l'honorable ministre de répondre aux questions suivantes :

— Y a-t-il eu, au cours de l'année écoulée, des vacances dans votre cabinet ? Votre cabinet a-t-il recruté de nouveaux collaborateurs dans cette période ? Dans l'affirmative, avez-vous recruté ou engagé par contrat des hommes ou des femmes ?

— Quelle est, globalement et par niveau, la proportion actuelle des collaborateurs et des collaboratrices de cabinet au sein de votre cabinet ?

Question n° 19 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du ministre.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 182 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1562).

Ministre de la Santé publique et des Pensions

Question n° 66 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du ministre.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 182 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1562).

Ministre des Affaires étrangères

Question n° 85 de M. Anciaux du 11 octobre 1996 (N.) :

Assassinat non élucidé du père Fons Stessel.

Le père Fons a été assassiné pour ses idéaux au Guatemala, il y a près de deux ans. Il ressort d'articles de presse, de lettres et de récits de voyage que ce meurtre est l'œuvre d'une bande locale de Tierra Nueva I, appelée « La 40 ». Cette bande serait impliquée dans le trafic de la drogue et dans d'autres affaires suspectes. On connaît les noms de ses membres. Au début de 1995, soit peu de temps après le meurtre du père Fons, qui a eu lieu en décembre 1994, plusieurs d'entre eux ont été arrêtés. Comme il ne s'agissait pas des vrais responsables de l'assassinat, les deux meurtriers présumés ont pu prendre la fuite et se sont réfugiés au San Salvador.

Aujourd'hui, on dispose de deux hypothèses pour expliquer le meurtre du père Fons. La première conduit au ministère de la Culture, où le père Fons avait découvert le commanditaire d'un attentat perpétré précédemment sur la personne d'un syndicaliste : il fallait donc l'éliminer. La deuxième, qui suscite de plus en plus d'émoi, mène au secrétaire privé du président en fonction à l'époque, ainsi qu'à l'ancien directeur de la police nationale. Ces deux personnes auraient ordonné le meurtre du père Fons en raison de son opposition dans une affaire de propriété terrienne à Tierra Nueva. On ignore cependant toujours qui sont les commanditaires de ce lâche assassinat. Plusieurs citoyens belges et

De cijfergegevens tonen aan dat vrouwen op kabinetten vooral terug te vinden zijn in uitvoerende functies en bij het hulppersoneel. Stroomopwaarts — dat is waar de beleidsbeslissingen worden uitgedacht en waar derhalve wordt gestuurd aan het beleid — zijn de vrouwen doorgaans in veel mindere mate aanwezig.

Gevraagd naar hun beleidsvisie gaven de meeste regeringsleden nochtans te kennen het streven naar een evenwichtige aanwezigheid van vrouwen en mannen in ministeriële kabinetten volledig te ondersteunen.

Vermits het streven naar een paritaire democratie een blijvende opdracht is voor elk lid van de regering, achte ik de tijd rijp — één jaar verder — voor het opmaken van een nieuwe balans.

Graag had ik dan ook van u vernomen :

— Waren er tijdens het voorbije jaar vacante plaatsen of nieuwe aanwervingen binnen uw kabinet ? Zo ja, werden hier voor vrouwen of mannen aangeworven of gecontracteerd ?

— Wat is de huidige verhouding van de vrouwelijke en mannelijke kabinetsmedewerkers, in globo en per niveau, binnen uw kabinet ?

Vraag nr. 19 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 182 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hierover werd gepubliceerd (blz. 1562).

Minister van Volksgezondheid en Pensioenen

Vraag nr. 66 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 182 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hierover werd gepubliceerd (blz. 1562).

Minister van Buitenlandse Zaken

Vraag nr. 85 van de heer Anciaux d.d. 11 oktober 1996 (N.) :

Onopgeloste moord op pater Fons Stessel.

Bijna twee jaar geleden werd pater Fons in Guatemala vermoord en dit omwille van zijn idealen. Uit krantenknipsels, brieven en reisverhalen blijkt dat deze aanslag op zijn leven het werk is geweest van de plaatselijke bende op Tierra Nueva I. Deze bende wordt « La 40 » genoemd en zou betrokken zijn in drugshandel en andere duistere zaken. De namen van de bendeleden zijn bekend. Begin 1995, vlak na de moord op pater Fons in december 1994, werden verscheidene van de bendeleden gearresteerd. Men arresteerde echter de verkeerde bendeleden en de twee vermeende daders zetten het op een lopen en hebben hun heil nu in El Salvador gezocht.

Momenteel worden er twee mogelijke pistes bewandeld die de moord op pater Fons kunnen verklaren. De eerste vertrekt vanuit het ministerie van Cultuur, waar Fons de opdrachtgever van een eerdere aanslag op een syndicalist op het spoor kwam en bijgevolg diende uit de weg geruimd te worden. Een tweede piste die nu steeds meer ophef maakt leidt naar de privé-secretaris van de toenmalige president alsook naar de vroegere directeur van de nationale politie. Zij zouden immers pater Fons vermoord hebben omwille van het gegeven dat hij zich verzette in een zaak van grondeigendom op de Tierra Nueva. Momenteel is echter nog steeds niet achterhaald wie de opdrachtgevers zijn achter deze

guatémaltèques ne ménagent pas leurs efforts pour inciter le gouvernement du Guatemala à ouvrir enfin une enquête sérieuse et à punir les coupables.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes à cet égard :

1. Quelles mesures a-t-il déjà prises pour empêcher le gouvernement du Guatemala d'étouffer cette affaire de meurtre ?

2. Quelles mesures compte-t-il prendre en tenant compte du fait que près de deux ans après les faits, les circonstances du meurtre n'ont toujours pas été élucidées ? Par exemple, entretient-il des contacts avec l'ambassadeur du Guatemala pour faire progresser l'enquête ?

3. L'honorable ministre pourrait-il donner un aperçu des autres meurtres dont des citoyens belges ont été victimes dans le passé ? Dans quels pays ces meurtres ont-ils eu lieu ? En quelle qualité les victimes ont-elles perdu la vie ? Combien de ces dossiers présentent des similarités avec celui du père Fons (meurtriers inconnus et impunis) ?

Question n° 86 de M. Anciaux du 11 octobre 1996 (N.) :

Débordements du régime israélien.

Le monde entier a assisté ces derniers jours à une nouvelle flambée de violence dans la région palestinienne. Il est clair que la responsabilité de ces événements incombe au régime Netanyahu, qui vient de se mettre en selle. J'ai déjà eu l'occasion de poser des questions parlementaires sur certains aspects de cette question. La construction de nouvelles colonies juives sur la rive ouest du Jourdain, le fait que Netanyahu ne respecte pas les accords conclus et l'ouverture d'un tunnel archéologique le long du mont du temple montrent bien où sont les responsabilités. Le premier ministre israélien récolte donc les fruits de ce qu'il a semé. La paix que l'on avait difficilement réussi à établir dans la région est, peut-être, définitivement dans l'impasse. Il va sans dire que Netanyahu a dilapidé ainsi l'héritage que lui avaient laissé Yitzhak Rabin et Shimon Peres, ses prédecesseurs. Le nouveau Premier ministre ne semble toujours pas avoir compris. Ses conseillers ont accusé Arafat d'être à l'origine des émeutes : il aurait donné l'ordre de tirer sur l'armée israélienne. Ce genre de déclarations poussent à nouveau Arafat sur le sentier de la guerre. Comme certains groupements palestiniens, comme Hamas, le considèrent déjà comme un «mou» et un «traître à la cause palestinienne», il ne reste à ce dernier que deux options. Soit il maintient une ouverture qui permet de préserver le processus de paix, soit il radicalise lui aussi sa position, augmentant ainsi considérablement la probabilité d'une nouvelle intifada et ruinant définitivement les chances de paix. L'attitude du Premier ministre israélien, à elle seule, rend la première option de plus en plus difficile à suivre. En effet, si Arafat s'abstient de condamner cette attitude scandaleuse et négligeait de trouver une réponse appropriée, c'est sa propre position qui deviendrait intenable. Des dirigeants palestiniens plus radicaux que lui risqueraient de tenter de l'écartier du pouvoir. La deuxième option, elle, peut conduire à une spirale de violence de plus en plus grande qui risque de déclencher une guerre civile totale aux conséquences désastreuses.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes à cet égard :

1. A-t-il déjà convoqué l'ambassadeur israélien pour protester contre les agissements du régime Netanyahu ? Dans la négative, ne juge-t-il pas qu'il est grand temps de faire cette démarche ?

2. L'honorable ministre n'est-il pas d'avis que ces protestations doivent être suivies d'une condamnation plus sévère ? Envisage-t-il de prendre des mesures de boycott économique, politique et culturel contre le régime israélien ? Ne se cache-t-il pas derrière la politique des autres États européens pour éviter d'avoir à prendre éventuellement de telles mesures ?

3. Comment compte-t-il traiter le régime israélien si jamais celui-ci devait continuer à lancer des provocations de ce genre ?

laffe moord. Zowel mensen in België als in Guatemala doen echter hun uiterste best om de regering van Guatemala onder druk te zetten om eindelijk een diepgaand onderzoek te openen en de schuldigen te straffen.

Graag zou ik van de geachte minister op de volgende vragen een antwoord hebben verkregen :

1. Welke stappen heeft hij reeds in het verleden ondernomen om de regering van Guatemala onder druk te zetten om deze moord niet in de «doofpot» te stoppen ?

2. Welke stappen gaat de geachte minister in de toekomst ondernemen aangezien de omstandigheden van de moord bijna twee jaar na de feiten nog steeds niet zijn achterhaald ? Onderhoudt hij bijvoorbeeld contacten met de ambassadeur van Guatemala om aldus het onderzoek te bespoedigen ?

3. Kan de geachte minister een overzicht geven van andere moorden die in het verleden in het buitenland zijn uitgevoerd op Belgische staatsburgers ? Om welke landen gaat het hier ? In welke hoedanigheid zijn deze personen gestorven ? Hoeveel van deze dossiers zijn gelijkaardig aan deze van pater Fons, namelijk de moordenaars zijn nog niet gevonden en niet gestraft ?

Vraag nr. 86 van de heer Anciaux d.d. 11 oktober 1996 (N.) :

Wangedrag van het Israëlische regime.

De hele wereld is de laatste dagen getuige geweest van het heroplevend geweld in de Palestijnse regio. Het is duidelijk dat het pas geïnstalleerde regime van Netanyahu de schuld hiervan draagt. In het verleden heb ik reeds parlementaire vragen gesteld over enkele van deze aspecten. Maar ook het bouwen van nieuwe joodse nederzettingen op de Westelijke Jordaanover, het naast zich neerleggen van gesloten akkoorden door Netanyahu en het openen van een archeologische tunnel naast de tempelberg zijn hier voorbeelden van. De Israëlische premier oogst dus wat hij zelf gezaaid heeft. De moeilijk verkregen vrede in het gebied is nu misschien wel in een definitieve impasse geduwde. Dat de erfenis van zijn voorgangers Yitzhak Rabin en Shimon Peres hierdoor wordt opgeblazen behoeft geen betoog. Ondertussen blijkt Netanyahu het nog steeds niet begrepen te hebben. Zijn adviseurs beschuldigen Arafat ervan aan de basis te liggen van de rellen aangezien hij het bevel zou gegeven hebben om op de Israëlische soldaten te schieten. Door dergelijke uitspraken wordt Arafat terug naar het oorlogstoneel gedreven. Aangezien Arafat reeds door bepaalde Palestijnse groeperingen zoals Hamas als een «lauwe», een «verrader van de Palestijnse zaak» wordt beschouwd zijn er maar twee mogelijke opties voor hem. Ofwel blijft hij een opening behouden om zo het vredesproces in stand te houden ofwel stelt ook Arafat zich radicaler op waardoor een nieuwe intifada steeds dichterbij komt en de vredesduif kan opkrassen. De eerste piste lijkt steeds onmogelijker te worden, al was het maar door de houding van de Israëlische premier zelf. Als Arafat dergelijk schandalig gedrag niet zou veroordelen en niet gepast zou beantwoorden, zou zijn eigen positie immers onhoudbaar worden. Radicalere Palestijnse leiders zouden Arafat van de troon pogen te stoten. De tweede piste kan dus echter aanleiding geven tot een steeds grotere spiraal van geweld en kan eindigen in een volledige en desastreuze burgeroorlog.

Graag had ik van de geachte minister op de volgende vragen een antwoord verkregen :

1. Heeft hij reeds de Israëlische ambassadeur ontboden om zijn protest uit te drukken tegen het optreden van het regime van Netanyahu ? Meent hij niet dat het de hoogste tijd is ?

2. Meent de geachte minister zelfs niet dat strengere veroordelingen dienen te volgen ? Overweegt hij geen boycotmaatregelen zowel op economisch, politiek als cultureel vlak tegen het Israëlische regime ? Verschuilt hij zich achter het beleid van de andere Europese regeringen om dit eventueel niet te doen ?

3. Hoe zal hij het Israëlische regime in de toekomst behandelen als dergelijke provocaties vanwege het regime zich blijven manifesteren ?

4. Quelles mesures compte-t-il prendre pour faire en sorte que l'on puisse parvenir à une condamnation européenne unanime des agissements du gouvernement israélien ? A-t-il déjà fait des démarches à cet égard ? Si oui, lesquelles ?

Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes

Question n° 56 de Mme de Bethune du 6 octobre 1996 (N.) :

Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 18 adressée au ministre de la Politique scientifique, et publiée plus haut (p. 1563).

Question n° 57 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du ministre.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 182 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1562).

Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Question n° 55 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du ministre.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 182 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1562).

Ministre des Transports

Question n° 66 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du ministre.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 182 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1562).

Ministre de la Justice

Question n° 210 de Mme de Bethune du 6 octobre 1996 (N.) :

Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 18 adressée au ministre de la Politique scientifique, et publiée plus haut (p. 1563).

Question n° 211 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du ministre.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 182 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1562).

Question n° 212 de M. Verreycken du 11 octobre 1996 (N.) :

Responsabilités politiques dans le drame de la pédophilie.

Le principal suspect du drame actuel de la pédophilie a bénéficié d'une libération anticipée, malgré un avis défavorable du

4. Welke maatregelen gaat hij ondernemen om tot een duidelijke eensgezinde Europese veroordeling te komen ? Welke stappen zijn hiertoe reeds genomen ?

Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen

Vraag nr. 56 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.) :

Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 18 aan de minister van Wetenschapsbeleid, die hierover werd gepubliceerd (blz. 1563).

Vraag nr. 57 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 182 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hierover werd gepubliceerd (blz. 1562).

Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Vraag nr. 55 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 182 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hierover werd gepubliceerd (blz. 1562).

Minister van Vervoer

Vraag nr. 66 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 182 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hierover werd gepubliceerd (blz. 1562).

Minister van Justitie

Vraag nr. 210 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.) :

Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 18 aan de minister van Wetenschapsbeleid, die hierover werd gepubliceerd (blz. 1563).

Vraag nr. 211 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 182 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hierover werd gepubliceerd (blz. 1562).

Vraag nr. 212 van de heer Verreycken d.d. 11 oktober 1996 (N.) :

Politieke verantwoordelijkheden in het pedofiliëdrama.

De hoofdverdachte in het actuele pedofiliëdrama werd vervroegd in vrijheid gesteld, ondanks een ongunstig advies van

procureur général Demanet. La responsabilité politique que porte votre prédécesseur en l'occurrence ne saurait être éludée. En outre, plusieurs médias affirment que Jean-Michel Nihoul aurait des relations politiques. Dans le même temps, des magistrats et des enquêteurs nommés politiquement gardaient par-devers eux des informations, démontrant ainsi leur incompétence.

Il n'appartient pas aux hommes politiques de jouer eux-mêmes aux enquêteurs, ni de s'instituer magistrats suppléants. Il leur appartient par contre de combler les lacunes des lois actuelles en légiférant, et de déterminer clairement les responsabilités politiques en usant de leur droit de contrôle sur le pouvoir exécutif.

J'estime enfin que la mission de nomination confiée aux hommes politiques n'est plus acceptable, et que ces derniers doivent s'en départir eux-mêmes. Il existe en effet, en Belgique une criminalité organisée qui tente de s'inféoder la justice et la politique. Grâce à la politicisation des nominations des magistrats et des enquêteurs, il suffit aux organisateurs de cette criminalité d'«acheter» les hommes politiques pour disposer ensuite, en vertu de l'appartenance politique des personnes nommées, de toute une chaîne d'informateurs et d'«étouffeurs» de dossiers.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes ?

En ce qui concerne Nihoul : quelles relations avait-il avec quels hommes politiques ? Pour qui lui est-il arrivé d'organiser des campagnes électorales ? Nihoul et/ou son ex-épouse avaient-ils des liens avec des hommes politiques ou des collaborateurs de cabinet susceptibles d'influencer la décision de libérer anticipativement Dutroux ? Si oui, quels hommes politiques, quels collaborateurs de cabinet ?

En ce qui concerne Dutroux : ressort-il des notes de votre prédécesseur que la libération anticipée était la conséquence d'une quelconque intervention ? Si oui, de qui ? Pouvons-nous consulter ces notes ? Des hommes politiques ont-ils plaidé la grâce (à l'occasion des célébrations 60/40 ou pour d'autres raisons) ? Si oui, de qui s'agit-il ?

Au sujet de votre prédécesseur, les journaux ont écrit le 13 janvier 1995 : «Wathelet veut que les abus sexuels commis sur des mineurs de moins de dix ans puissent désormais être correctionnalisé.» (*Traduction.*) En retirant ainsi la pédophilie à la cour d'assises n'exclut-t-on pas toute possibilité de condamnation à perpétuité ? Êtes-vous partisan de cette idée de correctionnalisation ?

Quant aux nominations politiques, n'y a-t-il pas lieu de créer sans plus attendre un mécanisme qui soustraire les nominations à toute influence partisane ?

Question n° 213 de M. Boutmans du 11 octobre 1996 (N.) :

Ressort d'Anvers. — Interdiction, pour les magistrats du parquet de première instance, d'entrer directement en contact avec des membres du parquet général.

Il semblerait qu'il existe, dans le ressort du procureur général d'Anvers, une directive interdisant aux magistrats du parquet de première instance d'entrer directement en contact avec des membres du parquet général, notamment par téléphone.

L'honorable ministre peut-il me dire si une telle directive existe vraiment et, si oui, quel en est le contenu exacte. Peut-il, dans ce cas, m'en communiquer le texte exact ? Quand est-elle entrée en vigueur ? Quel objectif poursuit-elle ? Ne conviendrait-il pas justement que les magistrats du parquet se mettent autant que possible en relation avec des collègues de l'échelon supérieur ?

Une telle interdiction existe-t-elle également dans d'autres ressorts ? Si oui, quelle en est la base juridique ?

L'honorable ministre n'estime-t-il pas que des règles aussi bizarres — pour ne pas dire autocratiques — devraient être abolies ?

procureur-général Demanet. De politieke verantwoordelijkheid van uw voorganger kan hierin niet worden ontweken. Tegelijk melden meerdere media dat Jean-Michel Nihoul politieke bindingen zou hebben. Terwijl politiek-benoemde magistraten en onderzoekers informatie voor zichzelf hielden, hiermee hun onkunde aantonend.

Politici hebben niet tot opdracht om zelf onderzoeker te spelen, noch om magistraat-vervangend op te treden. Wel moeten politici via hun wetgevende opdracht de hiaten in de bestaande wetten dichten, en via hun controlerecht op de uitvoerende macht de politieke verantwoordelijkheden duidelijk aflijnen.

Tenslotte mean ik dat de benoemingstaak vanwege politici niet langer aanvaardbaar is, en door hen zelf moet worden afgestaan. Er bestaat immers georganiseerde criminaliteit in België, die pogingen onderneemt om gerecht én politiek in te palmen. De geopolitiseerde benoemingen van magistraten en onderzoekers maken dat de organisatoren van die criminaliteit enkel politici moeten «kopen» om dan, via de partij-aanhorigheid van de benoemden, te kunnen beschikken over een hele keten van informant en toedekkers van dossiers.

Graag had ik een antwoord gekregen op de volgende vragen.

Wat Nihoul betreft : welke bindingen had deze met welke politici ? Voor wie organiseerde hij ooit verkiezingscampagnes ? Hadden Nihoul en/of zijn ex-echtgenote bindingen met politici of met kabinetmedewerkers die de beslissing over een vervroegde invrijheidstelling van Dutroux konden beïnvloeden ? Welke politici, welke kabinetmedewerkers ?

Wat Dutroux betreft : blijkt uit de aantekeningen van uw voorganger dat de vervroegde invrijheidstelling het gevolg was van enige voorspraak ? Door wie ? Kunnen wij inzage krijgen in die aantekeningen ? Werd de gratie (omwille van 60/40 vieringen of om andere redenen) bepleit door politici ? Door welke ?

Over uw voorganger schreven kranten op 13 januari 1995 : «Wathelet wil voorts dat seksueel misbruik tegenover jongeren onder één jaar kan worden gecorrectionaliseerd.» Wordt een veroordeling tot levenslange opsluiting niet uitgesloten door het ontrekken van pedofilie aan assisen ? Steunt u dit denkspoor van correctionalisering ?

Wat de politieke benoemingen betreft : is het niet aangewezen dat onmiddellijk een benoemingsmechanisme wordt gecreëerd dat de benoemingen aan politieke beïnvloeding onttrekt ?

Vraag nr. 213 van de heer Boutmans d.d. 11 oktober 1996 (N.) :

Rechtsgebied Antwerpen. — Verbod voor de parketmagistraten van eersteaanleg om rechtstreeks contact op te nemen met leden van het parket-generaal.

Er blijkt een richtlijn te bestaan, in het ressort van de procureur-generaal te Antwerpen, die aan parketmagistraten van eerste aanleg verbiedt rechtstreeks met leden van het parket-generaal contact op te nemen, per telefoon met name.

Bevestigt u het bestaan van zo'n richtlijn ? Wat houdt die precies in — kan u mij de juiste tekst ervan meedelen ? Wanneer is ze uitgevaardigd ? Wat is de bedoeling van zo'n richtlijn ? Is het niet juist aangewezen dat magistraten van het parket zoveel mogelijk bruggen slaan met collega's van het hogere echelon ?

Bestaat zo'n verbod ook in andere ressorten ? Zo ja, op welke juridische grondslag ?

Wat is de rechtsbasis ervan en bent u niet van mening dat dergelijke oubollige — zeg maar autocratische — regels afgeschaft behoren te worden ?

Ministre de la Fonction publique

Question n° 43 de M. Olivier du 11 octobre 1996 (N.):

Engagement de contractuels aux fins de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel en 1997.

Au *Moniteur belge* du 3 août dernier a paru la circulaire n° 437 relative à l'engagement de contractuels aux fins de répondre à des besoins et temporaires en personnel en 1997.

Les administrations et autres services des ministères fédéraux ainsi que les organismes d'intérêt public soumis à leur autorité, pouvoir de contrôle ou de tutelle, devaient transmettre au ministre du Budget et au ministre de la Fonction publique, pour le 20 septembre au plus tard, les demandes d'engagement de contractuels aux fins de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel.

Le ministre a répondu à une demande d'explications du représentant Daniel Vanpoucke du 22 mai 1996 que les contractuels sont engagés à la condition d'avoir réussi un examen ou une partie d'examen de recrutement de statutaire ou d'avoir réussi un test de sélection organisé environ tous les deux mois par le Secrétariat permanent de recrutement (SPR). Les réserves de recrutement du SPR comporteraient toutefois déjà 20 000 candidats à l'heure actuelle. C'est pourquoi le SPR invite les demandeurs d'emploi intéressés à poser leur candidature dans les administrations.

J'aimerais que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes à cet égard.

1. Quels sont les administrations et autres services des ministères et organismes fédéraux et des organismes d'intérêt public soumis à leur autorité, pouvoir de contrôle ou de tutelle, qui ont introduit une demande d'engagement de contractuels aux fins de satisfaire à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel ?

2. Sur la base de quels éléments le caractère exceptionnel et temporaire des besoins en personnel est-il motivé par les services publics précités ? Combien de contractuels (de quels grades) les différents services publics demandent-ils ?

3. Quels sont les critères auxquels l'honorable ministre se réfère pour répondre ou non à cette demande ?

4. Les candidats figurant dans les réserves de recrutement du SPR seront-ils informés des vacances d'emplois contractuels, dans les services publics précités, de manière qu'ils puissent, s'ils sont intéressés, poser leur candidature à ces emplois ? Dans la négative, comment la procédure de recrutement se déroulera-t-elle ?

5. L'honorable ministre a répondu à la demande d'explication du représentant Daniel Vanpoucke qu'il ne peut intervenir directement dans l'engagement de contractuels et que ce sont les départements qui décident des engagements. Veillera-t-il néanmoins à ce que les contractuels engagés soient issus de la réserve de recrutement existante du SPR ?

Ministre de la Défense nationale

Question n° 59 de M. Anciaux du 11 octobre 1996 (N.):

Armes nucléaires.

Suivant un arrêt rendu par la Cour internationale de justice de La Haye le 8 juillet dernier, le fait d'utiliser ou de menacer d'utiliser des armes nucléaires est contraire au droit international de la guerre. La cour fait cependant une exception pour les cas de légitime défense, dans des circonstances extrêmes, lorsque la survie même du pays est en jeu. Or, il se fait qu'une infime partie seulement des dizaines de milliers d'armes nucléaires dont on

Minister van Ambtenarenzaken

Vraag nr. 43 van de heer Olivier d.d. 11 oktober 1996 (N.):

Indienstneming van contractuelen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften in 1997.

In het *Belgisch Staatsblad* van 3 augustus jongstleden verscheen omzendbrief nr. 437 inzake indienstneming van contractuelen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften in 1997.

Tegen uiterlijk 20 september moesten de besturen en andere diensten van de federale ministeries en de instellingen van openbaar nut waarover zij gezag, controle of toezicht uitoefenen aan de ministers van Begroting en van Ambtenarenzaken de aanvragen laten geworden voor de indienstneming van contractuelen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften.

In antwoord op een vraag om uitleg van volksvertegenwoordiger Daniël Vanpoucke van 22 mei 1996 stelde de minister dat de contractuele ambtenaren in dienst worden genomen op voorwaarde dat zij geslaagd zijn voor een examen of een gedeelte van een examen voor de indienstneming van statutaire ambtenaren, of geslaagd zijn voor een selectietest die ongeveer om de twee maanden door het Vast Wervingssecretariaat (VWS) wordt georganiseerd. De wervingsreserves van het VWS zouden momenteel echter reeds 20 000 kandidaten bevatten. Daarom verzoekt het VWS geïnteresseerde werkzoekenden hun kandidatuur te stellen bij de administraties.

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen.

1. Welke besturen en andere diensten van de federale ministeries en instellingen en instellingen van openbaar nut waarover zij gezag, controle of toezicht uitoefenen hebben een aanvraag ingediend voor indienstneming van contractuelen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften ?

2. Op basis van welke elementen wordt het uitzonderlijk en tijdelijk karakter van de personeelsbehoeften door de vermelde openbare diensten gemotiveerd ? Hoeveel contractuelen (en van welke graad) worden door de onderscheiden openbare diensten aangevraagd ?

3. Welke criteria worden door de geachte minister gehanteerd om deze aanvraag al dan niet positief te beantwoorden ?

4. Zullen de kandidaten opgenomen in de wervingsreserves van het VWS op de hoogte worden gebracht van de vacatures van contractueel ambtenaar bij de vermelde openbare diensten zodat zij zich, in geval van interesse, kandidaat kunnen stellen voor de functie ? Indien neen, hoe zal de aanwervingsprocedure dan verlopen ?

5. In antwoord op de vraag om uitleg van volksvertegenwoordiger Daniël Vanpoucke stelt de geachte minister dat hij zich niet rechtstreeks mengt in de indienstneming van contractuele ambtenaren en dat de departementen over de indienstnemingen beslissen. Zal de geachte minister er evenwel op toezien dat de aangeworven contractuelen worden gerecruiteerd uit de bestaande wervingsreserves van het VWS ?

Minister van Landsverdediging

Vraag nr. 59 van de heer Anciaux d.d. 11 oktober 1996 (N.):

Kernwapens.

Het Internationaal Gerechtshof in Den Haag kwam in een uitspraak van 8 juli jongstleden tot de conclusie dat het gebruik en de dreiging met gebruik van kernwapens tegen het internationaal geldend oorlogsrecht ingaat. Een uitzondering wordt gemaakt voor gebruik uit zelfverdediging in extreme omstandigheden, waar het naakte voortbestaan van een land op het spel staat. De tienduizenden kernwapens die nu vorhanden zijn, vallen voor

dispose actuellement est nécessaire pour assurer cette défense légitime en dernière instance. La stratégie officielle de l'OTAN, qui est encore basée aujourd'hui sur le principe de la première frappe nucléaire, peut être considérée comme contraire à l'arrêt de la Cour de La Haye.

1. L'honorable ministre a-t-il connaissance de l'arrêt de la Cour internationale de justice relatif à l'emploi et à la menace de l'emploi des armes nucléaires ?

2. Quelles conclusions le gouvernement belge tire-t-il de cet arrêt ?

3. Le gouvernement belge compte-t-il mettre l'examen de cet arrêt à l'ordre du jour de l'OTAN et en tirer les conclusions qui s'imposent ?

**Secrétaire d'État
à la Coopération au Développement,
adjoint au Premier ministre**

Question n° 44 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du secrétaire d'État.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 182 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1562).

99 pct. buiten deze uiterste grens van zelfverdediging. Het eerste gebruik van kernwapens, nog steeds de officiële NAVO-strategie, kan worden beschouwd als strijdig met deze uitspraak.

1. Is de geachte minister op de hoogte van de uitspraak van het Internationaal Gerechtshof aangaande het gebruik en de dreiging met gebruik van kernwapens ?

2. Welke besluiten trekt de Belgische regering uit deze uitspraak ?

3. Gaat de Belgische regering dit vonnis van het Internationaal Gerechtshof binnen de NAVO aan de orde stellen en passende conclusies trekken ?

**Staatssecretaris
voor Ontwikkelingssamenwerking,
toegevoegd aan de Eerste minister**

Vraag nr. 44 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de staatssecretaris.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 182 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1562).

LA PAGE EST BLANCHE

Questions posées par les Sénateurs et réponses données par les Ministres

Vragen van de Senatoren en antwoorden van de Ministers

(Fr.) : Question posée en français — (N.) : Question posée en néerlandais

(Fr.) : Vraag gesteld in 't Frans — (N.) : Vraag gesteld in 't Nederlands

Premier ministre

Question n° 28 de M. Anciaux du 25 septembre 1996 (N.) :

Services secrets américains. — Pénétration dans le système informatique de l'UE.

Des agents des services secrets américains ont pénétré par effraction dans le système informatique du Parlement européen, de la Commission européenne et de l'administration journalière de l'Union européenne. Les renseignements ainsi recueillis ont été utilisés par les négociateurs américains lors des négociations de l'année dernière sur l'AGETAC (GATT). Il me revient que les agents secrets américains concernés auraient volé des données économiques et politiques confidentielles dans les ordinateurs. Le réseau informatique «volé» relie plus de 5 000 personnes entre elles, avec Bruxelles et avec le Conseil de ministres. De nombreux documents de base relatifs aux négociations sur le commerce, les tarifs et les quotas ont donc pu être consultés. Sans doute a-t-on également volé des informations confidentielles sur les élus et les fonctionnaires européens. La facilité avec laquelle les services secrets américains ont pu obtenir l'accès au système informatique, appelé Simple Network Management Protocol, s'explique par le fait que certains éléments de ce système ont été réalisés par deux firmes américaines. Selon mes sources, ce piratage ne serait pas exceptionnel. Dans le passé, les gouvernements japonais et français avaient déjà accusé la CIA de tentatives d'effraction dans des fichiers informatiques secrets.

J'aimerais que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes.

1. Quelles sont les mesures qui existent ou que l'on compte prendre au sein du Conseil de ministres, de la Commission, etc., en vue de dénoncer ces pratiques intolérables? A-t-on déjà protesté officiellement auprès du gouvernement américain? Comment ce dernier a-t-il réagi à la découverte des activités d'espionnage en question?

2. Dans quelle mesure le gouvernement américain peut-il encore être considéré comme un «allié»?

3. A-t-on déjà constaté des faits similaires dans le passé?

4. Le Premier ministre a-t-il connaissance d'actes délictueux similaires commis par d'autres «nations amies» à l'égard d'institutions belges? De quels pays s'agissait-il, de quels faits et à quels moments?

5. Le Premier ministre n'estime-t-il pas nécessaire de suivre de près les actes de fonctionnaires américains, étant donné que bon nombre des institutions européennes sont établies à Bruxelles? La Sécurité de l'État et les autres services de police leur consacrent-ils une attention particulière?

6. Est-il prouvé que les deux firmes américaines concernées ont transmis à la CIA des renseignements concernant le SNMP? Envisage-t-on des mesures à l'égard de ces deux firmes américaines?

7. Dans quelle mesure l'Europe a-t-elle pâti de ces activités d'espionnage lors des négociations sur l'AGETAC?

8. Quelles mesures compte-t-on prendre en vue de prévenir de telles activités?

Eerste minister

Vraag nr. 28 van de heer Anciaux d.d. 25 september 1996 (N.) :

Amerikaanse geheime diensten.—Inbraak in EU-computers.

Agenten van de Amerikaanse geheime diensten hebben ingebroken in de computers van het Europees Parlement, de Europese Commissie en van het dagelijks bestuur van de Europese Unie. De aldus ingewonnen informatie werd door de Amerikaanse onderhandelaars gebruikt bij de GATT-onderhandelingen van vorig jaar. Naar ik verneem zouden de betrokken Amerikaanse geheimagenten vertrouwelijke economische en politieke gegevens uit de computers hebben gestolen. Het gekraakte computernetwerk stelt meer dan 5 000 mensen met elkaar, met Brussel en met de Ministerraad in verbinding. Tal van discussiedocumenten over handels-, tarieven- en kwota-onderhandelingen konden dus ingekijken worden. Waarschijnlijk werd eveneens vertrouwelijke informatie over de Europese verkozenen en ambtenaren gestolen. Dat de Amerikaanse geheime diensten zo gemakkelijk toegang konden krijgen tot het computersysteem, het zogenaamde Simple Network Management Protocol, is te verklaren op basis van het gegeven dat bepaalde onderdelen van dit systeem door twee Amerikaanse firma's werden gemaakt. Naar ik verneem zou deze inbraak geen uitzondering zijn. Reeds in het verleden werd de CIA door de Japanse en Franse regering van pogingen tot inbraak in geheime computerbestanden beschuldigd.

Graag zou ik van de geachte minister op de volgende vragen een antwoord hebben gekregen.

1. Welke maatregelen zijn er of gaan er genomen worden door de Ministerraad, de commissie, enz., om deze ontoelaatbare praktijken aan de kaak te stellen? Is er reeds formeel protest aangetekend bij de Amerikaanse regering? Wat was de reactie van de Amerikaanse regering op de ontdekking van hun spionage-activiteiten?

2. In welke mate kan de Amerikaanse regering nog als een «bondgenoot» beschouwd worden?

3. Zijn er reeds in het verleden gelijkaardige feiten vastgesteld?

4. Heeft de Eerste minister weet van dergelijke gelijkaardige criminale daden die door andere «bevriende naties» ten opzichte van Belgische instellingen werden gepleegd? Om welke landen ging het hier, om welke feiten en in welke periodes?

5. Acht de Eerste minister het niet noodzakelijk om Amerikaanse functionarissen in hun daden nauwlettend te volgen aangezien vele van de Europese instellingen te Brussel zijn gevestigd? Is er hiervoor speciale aandacht vanwege de Staatsveiligheid en andere politiediensten?

6. Is het bewezen dat de twee betrokken Amerikaanse firma's informatie over het SNMP hebben overgemaakt aan de CIA? Worden er maatregelen overwogen ten opzichte van deze twee Amerikaanse bedrijven?

7. In welke mate heeft Europa tijdens de GATT-onderhandelingen schade ervaren ten gevolge van deze spionage-activiteiten?

8. Welke maatregelen zullen worden genomen opdat in de toekomst dergelijke activiteiten vermeden kunnen worden?

Réponse: 1. En ce qui concerne les questions 1, 2, 3, 6 et 7 je peux informer l'honorable membre que le Conseil des ministres n'est pas au courant d'incidents dont il fait état.

Au nom de la Commission, le président Santer a répondu en date du 23 octobre à la question posée par Mme Maaij-Weggen et M. Peter Pex qu'à l'exception d'articles de presse, la Commission ne dispose d'aucun élément probant sur l'une ou l'autre de ces allégations.

En ce qui concerne la question 8 le président Santer a fait savoir qu'au cours des dernières années, la Commission s'est employée activement à améliorer la protection de ses réseaux informatiques et qu'elle poursuit ses efforts dans ce sens.

Les mêmes efforts sont entrepris afin de protéger l'information sensible dans les réseaux informatiques du Conseil.

Question n° 34 de Mme de Bethune du 8 novembre 1996 (Fr.):

Emploi de handicapés dans les administrations de l'État.

L'arrêté royal du 11 août 1972 (*Moniteur belge* du 29 août 1972), promulgué en vue de stimuler l'emploi de handicapés dans les administrations de l'État, impose aux administrations de l'État d'occuper 1 200 handicapés et fixe en outre des contingents spécifiques pour les différentes administrations de l'État (art. 2).

Cet arrêté royal est applicable à tous les handicapés inscrits au Fonds national de reclassement social des handicapés (désormais scindé en fonds flamand, wallon et bruxellois) (art. 1^{er}) et satisfaisant aux règles de recrutement prescrites par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État... (art. 3).

En outre, l'arrêté royal crée une commission qui a pour mission de mettre tout en œuvre en vue de placer des handicapés dans des administrations de l'État (art. 4).

Eu égard à la grande importance de l'intégration des handicapés dans la vie sociale active, il convient de contrôler avec vigilance l'application des dispositions légales précitées, ainsi que leur traduction dans la pratique.

Je souhaiterais obtenir une réponse aux questions suivantes :

1. Quant à l'emploi de handicapés dans vos services :

1.1. Combien y a-t-il de handicapés travaillant dans vos services et quel pourcentage représentent-ils par rapport au total des personnes employées dans vos services ?

1.2. Quel est le ratio hommes/femmes du groupe des handicapés occupés dans vos services et quel est le ratio hommes/femmes de l'effectif global de vos services ?

1.3. Quelles fonctions les handicapés assurent-ils dans vos services (niveau 1, 2, 3 ou 4 et leur nombre par niveau) ?

1.4. Combien de handicapés travaillent-ils dans votre cabinet ministériel et quel pourcentage représentent-ils par rapport au total des personnes attachées à votre cabinet ?

2. Quant au recrutement de handicapés par vos services :

2.1. Combien de handicapés vos services ont-ils recrutés au cours des deux dernières années (veuillez indiquer le chiffre par année) et quel pourcentage représentent-ils par rapport au nombre total des personnes recrutées par année ?

2.2. Vos services mènent-ils une politique active de recrutement de handicapés ?

1^o Quelle est votre vision politique en la matière ?

2^o Quels sont vos projets concrets ?

2.3. Existe-t-il une collaboration active entre vos services et la commission pour le placement des handicapés :

1^o Pour rechercher un emploi convenable pour les handicapés dans vos services ?

2^o Pour adapter des postes de travail au handicap des intéressés (par exemple, l'acquisition d'un appareillage spécifique permettant à un handicapé de fonctionner normalement) ?

Antwoord: 1. Wat de vragen 1, 2, 3, 6 en 7 betreft kan ik mededelen dat de Ministerraad geen incidenten bekend zijn waarvan het geachte lid melding maakt.

In naam van de Commissie heeft voorzitter Santer op een vraag van mevrouw Maaij-Weggen en de heer Peter Pex betreffende dezelfde beweringen in het Europees Parlement op 23 oktober verklaard dat de Commissie, buiten persartikels, over geen elementen beschikt om één of ander incident terzake te bevestigen.

2. Wat de vraag 8 betreft deelde commissievoorzitter Santer mede dat de Commissie de jongste jaren actief maatregelen heeft getroffen om de bescherming van hun informatica-netwerken te verbeteren. De inspanningen worden hiertoe verder gezet.

Deszelfde inspanningen worden getroffen om de gevoelige informatie in de informatica-netwerken van de Raad te beveiligen.

Vraagnr.34 van mevrouw de Bethune d.d. 8 november 1996 (N.):

Tewerkstelling van de mindervaliden bij de rijksdiensten.

Het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 (*Belgisch Staatsblad* van 29 augustus 1972), uitgevaardigd ter bevordering van de tewerkstelling van de mindervaliden in de rijksdiensten, verplicht de rijksbesturen om 1 200 mindervaliden tewerk te stellen en bepaalt ook specifieke contingenten voor de verschillende rijksbesturen (art. 2).

Dit koninklijk besluit is van toepassing op alle gehandicapten ingeschreven bij het Rijksfonds (nu opgesplitst in het Vlaams, Waals en Brussels fonds) voor sociale reclassering van de mindervaliden (art. 1), benevens de toepassing van de wervingsregelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 over het statuut van het rijkspersoneel... (art. 3).

Daarnaast stelt het koninklijk besluit ook een Commissie in die de beijvering van de plaatsing van mindervaliden in de rijksbesturen tot doel heeft (art. 4).

Gezien het groot belang van de integratie van de mindervaliden in het actief maatschappelijk leven, moet er waakzaam worden toegezien op de toepassing van bovenstaande wettelijke beschikkingen, alsook op hun vertaling in de praktijk.

Graag had ik dan ook een antwoord ontvangen op de volgende vragen :

1. Over de tewerkstelling van mindervaliden binnen uw diensten :

1.1. Hoeveel mindervaliden werken binnen uw diensten en hoeveel procent is dat van het totaal aantal tewerkgestelden binnen uw diensten ?

1.2. Wat is de verhouding man-vrouw onder de groep mindervaliden binnen uw diensten en wat is de verhouding man-vrouw voor alle tewerkgestelden binnen uw diensten ?

1.3. Welke functies bekleden de mindervaliden binnen uw diensten (niveau 1, 2, 3 of 4 en aantal per niveau) ?

1.4. Hoeveel mindervaliden werken er op uw ministerieel kabinet en hoeveel procent is dat van het totaal aantal personen die aan uw kabinet verbonden zijn ?

2. Over de aanwerving van mindervaliden door uw diensten :

2.1. Hoeveel mindervaliden werden door uw diensten de laatste twee jaar aangeworven (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden) en hoeveel procent is dat van het totaal aantal aangeworven personen per jaar ?

2.2. Wordt er door uw diensten een actief beleid gevoerd om mindervaliden aan te werven ?

1^o Welke is uw beleidsvisie terzake ?

2^o Wat zijn uw concrete projecten ?

2.3. Is er tussen uw diensten en de commissie voor plaatsing van mindervaliden een actieve samenwerking :

1^o Om voor mindervaliden een passende betrekking te zoeken in uw diensten ?

2^o Om arbeidsposten aan te passen aan de handicap van de mindervaliden (bijvoorbeeld het aanwerven van bepaalde apparatuur die een mindervalide in staat stelt om normaal te functioneren) ?

2.4. Au cours des deux dernières années, vos services ont-ils fait usage de l'article 7 de cet arrêté royal pour présenter eux-mêmes des candidats et engager ainsi des handicapés (veuillez indiquer le chiffre par année)?

2.5. Y a-t-il au sein de vos services un fonctionnaire responsable du suivi de l'arrêté royal précité? Dans l'affirmative, de qui s'agit-il?

3. Quant à la candidature de handicapés auprès de vos services:

Vos services enregistrent-ils souvent des candidatures de handicapés et combien de candidatures avez-vous reçues au cours des deux dernières années (veuillez indiquer le chiffre par année)?

4. Quant à la promotion des handicapés dans vos services:

Au cours des deux dernières années, des handicapés ont-ils été promus au sein de vos services (veuillez indiquer le chiffre par année)?

5. Quant au départ de handicapés employés dans vos services:

5.1. Au cours des deux dernières années, combien de handicapés ont-ils quitté vos services durant leur stage (voir également l'article 10 de l'arrêté royal) (veuillez indiquer le chiffre par année):

1^o Au total;

2^o En raison du départ à la pension;

3^o En raison de leur décès;

4^o Pour cause de maladie;

5^o Pour cause de licenciement?

5.2. Au cours des deux dernières années, combien de handicapés recrutés définitivement ont-ils quitté vos services (veuillez indiquer le chiffre par année):

1^o Au total;

2^o En raison du départ à la pension;

3^o En raison de leur décès;

4^o Pour cause de maladie;

5^o Pour cause de licenciement?

Réponse: 1.1. Deux handicapés sont employés actuellement dans les services soumis à mon autorité.

Cela équivaut à environ 2 p.c. de l'effectif.

Pour connaître le contingent total d'handicapés dans les services du Premier ministre, il y a lieu toutefois d'ajouter à ce chiffre le nombre d'handicapés employés aux services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles.

Lors de l'évaluation du contingent, il y a lieu de tenir compte également des transferts survenus depuis 1976, année de la dernière actualisation des contingents, de l'Institut de formation de l'administration fédérale (anciennement la Direction générale de la sélection et de la formation), du Service d'administration générale, de l'administration du Comité supérieur de contrôle et du secrétariat permanent de recrutement vers la fonction publique.

1.2. Il s'agit de deux personnes du sexe masculin. La proportion générale hommes-femmes pour toutes les personnes employées est d'environ 6/8.

1.3. Les deux handicapés occupent respectivement des fonctions de commis (niveau 3) et d'agent administratif (niveau 4).

1.4. Mes cabinets n'occupent pas de personnel handicapé.

2.1. Les deux dernières années, il n'y a pas eu de recrutement d'handicapés.

2.2. La chancellerie du Premier ministre et les services de la Commission nationale permanente du pacte culturel sont de petites administrations, au personnel relativement stable, de sorte que peu de flux de personnel interviennent et que les recrutements y sont plutôt rares. Lorsque des handicapés sollicitent un emploi, leurs aptitudes sont, comme pour tous les candidats, examinées minutieusement, et comparées avec le profil exigé de la fonction.

2.3. Vu le nombre restreint de recrutements une collaboration active ne se justifie pas.

2.4. Hebben uw diensten gedurende de laatste twee jaar gebruik gemaakt van het artikel 7 van dit koninklijk besluit om zelf kandidaten voor te stellen en zo mindervaliden aan te werven (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden)?

2.5. Is er binnen uw diensten een ambtenaar verantwoordelijk voor de opvolging van het bovenvermelde koninklijk besluit? Zo ja, wie?

3. Over de sollicitatie van mindervaliden bij uw diensten:

Wordt er op uw diensten vaak gesolliciteerd door mindervaliden en hoeveel kandidaturen werden de laatste twee jaar ingezonden (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden)?

4. Over de bevordering van de mindervaliden binnen uw diensten:

Zijn er mindervaliden die gedurende de laatste twee jaar binnen uw diensten bevorderd werden (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden)?

5. Over de afvloeiing van mindervaliden uit uw diensten:

5.1. Hoeveel mindervaliden zijn er gedurende de laatste twee jaar uit uw diensten afgevloeid tijdens hun stage (zie ook art. 10 van het koninklijk besluit), (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden):

1^o In totaal;

2^o Door het vertrekken op pensioen;

3^o Door overlijden;

4^o Door ziekte;

5^o Door afdanking?

5.2. Hoeveel vast aangeworven mindervaliden zijn er in de laatste twee jaar uit uw diensten afgevloeid (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden):

1^o In totaal;

2^o Door het vertrekken op pensioen;

3^o Door overlijden;

4^o Door ziekte;

5^o Door afdanking?

Antwoord: 1.1. Er zijn thans twee mindervaliden tewerkgesteld in de besturen die onder mijn gezag zijn geplaatst.

Dit is ongeveer 2 pct. van het personeelsbestand.

Om het volledig contingent mindervaliden te kennen dat tewerkgesteld is in de diensten van de Eerste minister dient men evenwel aan dit cijfer het aantal mindervaliden, dat tewerkgesteld is in de federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, toe te voegen.

Wanneer men een evaluatie maakt van het contingent dient men ook rekening te houden met de overdracht sinds 1976, jaar van de laatste actualisering van de contingents, van het Opleidingsinstituut van de federale overheid (vroeger de Algemene Directie voor selectie en vorming), van de Dienst algemeen bestuur, vna het bestuur van het Hoog Comité van toezicht en van het vast wervingssecretariaat naar ambtenarenzaken.

1.2. Het betreft hier twee personen van het mannelijke geslacht. De algemene verhouding man-vrouw voor alle tewerkgestelden is ongeveer 6/8.

1.3. De twee mindervaliden bekleden respectievelijk functies van klerk (niveau 3) en beambte (niveau 4).

1.4. Op mijn kabinetten werken geen mindervaliden.

2.1. De laatste twee jaar werden er geen mindervaliden aangeworven.

2.2. De kanselarij van de Eerste minister en de diensten van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie zijn eerder kleine besturen met een relatief stabiel personeel zodat noch veel personeelsbewegingen voorkomen, noch veel kan geworven worden. Indien mindervaliden solliciteren naar een betrekking worden hun persoonlijke vaardigheden, net zoals bij alle kandidaten, grondig onderzocht en vergeleken met het vereiste profiel van de functie.

2.3. Gelet op de schaarsheid van de werving lijkt een actieve samenwerking weinig relevant.

2.4. Mes services n'ont pas reçu de candidatures de candidats, dont le profil personnel justifie une proposition de recrutement.

2.5. Le chef du personnel des services du Premier ministre est chargé de suivre le déroulement de tous les recrutements.

3. Au total deux candidatures ont été reçues, une en 1995 et une en 1996.

4. Néant.

5. Néant.

Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications

Question n° 87 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.):

La dimension familiale de la politique du ministre.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 182 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1562).

Réponse: En réponse à la question posée par l'honorable membre, j'ai l'honneur de communiquer les renseignements suivants.

1. La politique familiale ne relève pas en tant que telle directement de mes attributions. Toutefois, comme cela est d'ailleurs mentionné dans la question même de l'honorable membre, cette politique doit être envisagée sous les divers aspects qu'elle peut recouvrir.

De ce point de vue, la politique de la consommation dont j'ai la responsabilité, comporte une dimension familiale indéniable.

La personne au centre de cette politique est le consommateur, généralement défini comme toute personne physique qui acquiert ou utilise des produits ou des services à des fins privées, excluant donc tout caractère professionnel. Par cette définition, c'est en fait la famille et donc tous les membres qui la composent, qui, dans les rapports de consommation, bénéficient de la protection.

Tout le droit de la consommation, qu'il vise à la protection des intérêts économiques du consommateur (exemple : loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation) ou à la protection de son intégrité physique, revêt ainsi une dimension familiale évidente.

La sécurité des consommateurs en particulier, relève de mes compétences. Je veille ainsi à ce que les produits et services qui sont commercialisés en Belgique ne présentent pas de danger pour celles et ceux qui les utilisent dans leur vie quotidienne. Autrement dit, ces produits ne peuvent pas provoquer d'accident dans des conditions normales ou raisonnablement prévisibles d'utilisation. Il s'agit bien évidemment d'une question ayant une relation étroite avec la famille, puisque les accidents en cause appelés «accidents domestiques et de loisirs» se produisent dans le contexte de la vie privée. Il faut savoir que cette catégorie représente une part importante du nombre total d'accidents : selon les extrapolations présentées au niveau européen, il serait survenu en 1992, dans 12 États membres, 45 millions d'accidents domestiques et de loisirs, qui auraient causé 80 000 décès. Mes compétences ont trait à la sécurité des consommateurs en général, et en particulier à la sécurité des jeunes consommateurs qui constituent une catégorie sensible de la population de ce point de vue. Les données statistiques montrent en effet qu'ils sont plus fréquemment victimes des accidents domestiques et de loisirs : plus d'un tiers des victimes sont des jeunes. Une attention particulière est donc donnée par les services concernés de mon département aux produits destinés aux jeunes consommateurs, tels que les jouets et les articles de puériculture.

2. Je dispose du cadre légal voulu pour intervenir efficacement en cette dernière matière. On peut notamment citer la loi du

2.4. Mijn diensten werden niet in het bezit gesteld van kandidaturen van mindervalide kandidaten, waarvan het persoonlijk profiel een wervingsvoorstel zou rechtvaardigen.

2.5. Alle wervingen worden opgevolgd door de personnelschef van de diensten van de Eerste minister.

3. In totaal werden er twee kandidaturen ontvangen, een in 1995 en een in 1996.

4. Nihil.

5. Nihil.

Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie

Vraag nr. 87 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.):

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 182 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1562).

Antwoord: In antwoord op de vraag gesteld door het geachte lid, heb ik de eer de volgende inlichtingen te verstrekken.

1. Het gezinsbeleid op zich valt niet als dusdanig rechtstreeks onder mijn bevoegdheid. Zoals dit echter vermeld is in de vraag zelf van het geachte lid, dient dit beleid echter beschouwd te worden over de verschillende aspecten die het kan dekken.

Vanuit dit oogpunt bevat het consumentenbeleid, waarover ik de verantwoordelijkheid draag, een onbetwistbare familiale dimensie.

De persoon die zich temidden van dit beleid bevindt, is de verbruiker, in het algemeen gedefinieerd als elke natuurlijke persoon die producten of diensten voor privé-doeleinden verwerft, en dus elk professioneel karakter uitsluit. Deze definitie bepaalt dat de familie en dus alle leden ervan, in consumptiebetrekkingen genieten van deze bescherming.

Het hele verbruikersrecht, of het nu gaat om de bescherming van de economische belangen van de verbruiker (voorbeeld: wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet) of over de bescherming van zijn fysieke integriteit, omvat aldus een duidelijke familiale dimensie.

De consumentenveiligheid in het bijzonder valt onder mijn bevoegdheid. Ik zie er aldus op toe dat de producten en diensten die in België aangeboden worden geen gevaar betekenen voor degenen die ze gebruiken in hun dagelijks leven. Anders gezegd, deze producten mogen geen ongevallen veroorzaken in normale of redelijkerwijze te verwachten gebruiksomstandigheden. Het gaat hier ontgegensprekend over een vraag die nauw verband houdt met het gezin, vermits de betrokken ongevallen «huishoudelijke en vrijetidsongevallen» genoemd, zich voordoen binnen de context van het privé-leven. U moet weten dat dit type van ongevallen een belangrijk deel van het totaal aantal ongevallen vertegenwoordigt: volgens de extrapolaties gemaakt op het Europees vlak, zouden er in 1992, in 12 lidstaten, 45 miljoen huishoudelijke en vrijetidsongevallen gebeurd zijn die aan 80 000 mensen het leven hebben gekost. Mijn bevoegdheden hebben betrekking op de consumentenveiligheid in het algemeen en in het bijzonder op de veiligheid van de jonge consumenten die in dit opzicht een kwetsbare categorie van de bevolking vormen. De statistische gegevens tonen inderdaad aan dat zij het meest frequent het slachtoffer zijn van huishoudelijke en vrijetidsongevallen: meer dan een derde van de slachtoffers zijn jongeren. De betrokken diensten van mijn departement besteden dan ook bijzondere aandacht aan de producten die bedoeld zijn voor jonge consumenten, zoals speelgoed en kinderverzorgingsproducten.

2. Ik beschik over het vereiste wettelijk kader om op een efficiënte wijze tussen te komen in deze laatstgenoemde materie. Men

29 juin 1990 relative à la sécurité des jouets et la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs. Cette dernière loi fixe une obligation générale de sécurité, au sens où elle oblige les professionnels à ne mettre sur le marché que des produits et services sûrs pour les consommateurs.

Les services concernés de mon département interviennent ponctuellement en la matière de la façon suivante. Une enquête est ouverte dès qu'une information concernant un produit dangereux leur arrive. Cette information peut provenir de différentes sources, telles que plaintes de consommateurs, inspections sur le marché, importations de produits suspects en provenance de pays tiers à l'Union européenne, notifications européennes sur des mesures prises dans un autre État membre (système Consom Alert), etc. L'enquête commence par des prélèvements d'échantillons, se poursuit par des analyses des produits incriminés et, en cas de danger effectif, détermine dans quelle mesure le produit en cause est présent sur le marché belge et dans quels circuits de distribution. Contact est pris avec les professionnels concernés pour savoir s'ils sont disposés à retirer le produit du marché et à effectuer les adaptations nécessaires. Dans l'ensemble, les firmes en question se sont montrées prêtes à coopérer volontairement aux mesures de sécurité, sans qu'il faille les confirmer par voie d'arrêtés. Cependant, la possibilité existe bien entendu de prendre des arrêtés, ainsi que des sanctions et je n'hésiterais pas en faire usage en cas de problème avec les firmes en cause ou si les mesures volontaires étaient incorrectement ou insuffisamment appliquées.

Plus de 60 dossiers techniques ont été ouverts cette année dans les services concernés de mon département. Pour environ 10 d'entre eux, la procédure est toujours en cours. À titre d'exemples, on peut mentionner, pour ce qui est de la sécurité des enfants, des armes-jouets, des jouets en peluche, des sucettes de puériculture et leurs chaînettes.

Par ailleurs, des enquêtes à caractère systématique sont également organisées régulièrement, pour les jouets en particulier. C'est ainsi que les administrations de la Qualité et de la Sécurité, de la Politique commerciale et de l'Inspection économique de mon département se concertent actuellement pour mener une vaste enquête sur la sécurité de différentes catégories de jouets commercialisés, et ce dans la perspective des fêtes de fin d'année.

La politique que je développe en ce moment consiste à améliorer l'ensemble du droit de la consommation afin d'obtenir un meilleur équilibre entre les droits et obligations des consommateurs et donc de la famille d'une part, des professionnels d'autre part.

Je voudrais aussi faire état de mon plan global de lutte contre le surendettement, lequel comporte un volet préventif et un volet curatif.

Le phénomène du surendettement affecte presque toujours l'ensemble des membres de la cellule familiale, y compris et surtout les enfants. Ce fléau mène tout droit à la pauvreté.

Le volet préventif de ce plan d'action comporte notamment la mise en place d'une centrale positive des crédits à la consommation, destinée à fournir des renseignements plus complets aux prêteurs sur les engagements financiers des candidats-emprunteurs. La cellule familiale y est aussi impliquée au premier chef car les époux sont généralement co-emprunteurs ou, à tout le moins, l'un est la caution solidaire de l'autre. L'arrêté royal relatif à cette centrale positive est en cours de préparation.

Le volet curatif concerne un règlement collectif des dettes. L'avant-projet de loi qui instaure cette nouvelle procédure judiciaire a été adopté le 7 mars dernier par le Conseil des ministres et est en ce moment soumis au Conseil d'État. Il sera déposé sous peu au Parlement.

Par ailleurs, en matière de télécommunications, j'ai fait approuver par le Conseil des ministres du 20 septembre 1996 un projet d'arrêté royal relatif au service universel, qui peut également avoir un impact positif sur les familles.

kan in het bijzonder de wet van 29 juni 1990 betreffende de veiligheid van speelgoed en de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten aanhalen. Deze laatste wet legt een algemene veiligheidsverplichting vast in de zin dat de personen die beroepshalve betrokken zijn, verplicht zijn enkel veilige producten en diensten voor de consument op de markt te brengen.

De betrokken diensten van mijn departement komen in deze materie nauwgezet tussen op de volgende manier. Een onderzoek wordt opgestart zodra zij een bericht krijgen omtrent een onveilig product. Deze informatie kan uit verscheidene bronnen komen, zoals klachten van consumenten, inspectie op de markt, invoer van verdachte producten uit landen buiten de Europese Unie, Europese notificaties betreffende maatregelen die genomen zijn in een andere lidstaat (Consom Alert systeem), enz. Het onderzoek begint met het nemen van monsters, vervolgt met de analyse van de verdachte producten en stelt, in geval van effectief gevaar, vast in welke mate het betreffende product aanwezig is op de Belgische markt en in welke distributiecircuits. Er wordt contact genomen met de betrokkenen uit de sector om na te gaan of ze bereid zijn het product uit de handel te nemen en de nodige aanpassingen te verrichten. In het algemeen, hebben de betrokken firma's zich steeds bereid getoond om vrijwillig mee te werken aan de veiligheidsmaatregelen, zonder dat het nodig was deze te bevestigen door middel van besluiten. Nochtans bestaat natuurlijk de mogelijkheid om besluiten uit te vaardigen en sancties te treffen en zal ik niet aarzelen er gebruik van te maken in geval van problemen met de betrokken firma's of indien de vrijwillige maatregelen niet correct of niet voldoende worden toegepast.

Dit jaar zijn door de betrokken diensten van mijn departement meer dan 60 technische dossiers geopend, waarvan er nog ongeveer 10 lopende zijn. Bij wijze van voorbeeld kunnen we wat betreft de veiligheid van kinderen volgende onderwerpen vermelden: speelgoedwapens, pluchen speelgoed, fopspenen en fop-speenkettingen.

Anderzijds worden ook regelmatig systematische onderzoeken gevoerd, in het bijzonder voor speelgoed. Het is op deze wijze dat de besturen Kwaliteit en Veiligheid, Handelsbeleid en Economische Inspectie van mijn departement thans overleggen met het oog op het voeren van een ruim onderzoek naar de veiligheid van de verschillende categorieën speelgoed die op de markt zijn, en dit in het vooruitzicht van de eindejaarsfeesten.

De politiek, die ik op dit ogenblik ontwikkel, bestaat erin om het geheel van het verbruikersrecht te verbeteren teneinde een beter evenwicht te bekomen tussen rechten en verplichtingen van de verbruikers en dus van de familie enerzijds, en anderzijds de professionelen.

Ik zou ook mijn globaal plan voor de strijd tegen de overmatige schuldenlast willen aanhalen. Dit plan omvat een preventief en een curatief luik.

Het verschijnsel van de overmatige schuldenlast raakt haast altijd het geheel van de leden van de familiale cel, daarbij inbegrepen en voornamelijk de kinderen. Deze plaag leidt rechtstreeks tot armoede.

Het preventieve luik van dit actieplan omvat meer bepaald het instellen van een positieve centrale voor het verbruikskrediet, met de bedoeling meer volledige inlichtingen te verschaffen aan de leninggevers over de financiële verbintenissen van de kandidaat-leningnemers. Ook hier is de familiale cel in de eerste plaats betrokken, want de echtgenoten zijn meestal co-lenningnemers, of de ene is ten minste de solidaire borg voor de andere. Het koninklijk besluit betreffende deze positieve centrale is in voorbereiding.

Het curatieve luik betreft de collectieve schuldenregeling. Het voorontwerp van wet, dat deze nieuwe gerechtelijke procedure invoert, werd op 7 maart laatsleden door de Ministerraad goedgekeurd en is op dit ogenblik voorgelegd aan de Raad van State. Het wordt bij het Parlement ingediend binnen afzienbare tijd.

Anderzijds heb ik door de Ministerraad van 20 september 1996, op het vlak van telecommunicatie, een ontwerp van koninklijk besluit laten goedkeuren in verband met de universele dienstverlening, dewelke eveneens een positieve impact kan uitoefenen op de gezinnen.

Cet arrêté royal prévoit un minimum téléphonique :

- Maintien des appels entrants et des appels aux services de secours en cas de non-paiement des factures de Belgacom;
- Inclusion des tarifs téléphoniques sociaux dans le service universel;
- Obligation d'offrir des tarifs abordables sur tout le territoire pour la téléphonie vocale;
- Accessibilité des écoles, bibliothèques et hôpitaux aux services multimédia.

3. Il n'existe pas de vérification, au seul regard de la politique familiale, des conséquences des mesures prises dans le domaine de la sécurité des consommateurs.

4. Les différentes administrations de mon département présentent chaque année des rapports de synthèse sur leurs activités. Toutefois, si l'aspect «politique familiale» intervient en filigrane dans le contexte des compétences précitées, il n'y est pas spécifiquement mis en exergue.

5. Les familles, par le canal des consommateurs qui les composent, ont la possibilité de participer activement à la politique de sécurité des consommateurs. En effet, ainsi que mentionné au point 1 ci-dessus, les services concernés de mon département recueillent les plaintes, émises par téléphone ou par courrier, des consommateurs. Ces derniers sont d'ailleurs vivement encouragés à faire connaître leurs problèmes de sécurité des produits. Dans ce but, mon département mène, depuis 1995, une campagne d'information qui leur est destinée. Cette campagne, organisée avec le concours du Service fédéral d'information, se base sur la large diffusion d'un dépliant intitulé «Vraiment sûr, ce produit?» — «Een veilig product, dacht U?». L'adresse de contact qui y est bien sûr précisée est la suivante : ministère des Affaires économiques, Sécurité des consommateurs, Bd. E. Jacqmain 154 — 1000 Bruxelles (Tél. : 02/206.41.11 — Fax : 02/206.57.52). Une campagne d'information de ce type devrait prochainement être lancée, sur une base amplifiée, en utilisant également d'autres médias, de façon à ce que les services de mon département auxquels les consommateurs peuvent s'adresser soient encore mieux identifiés.

Question n° 96 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.) :

Les droits de l'enfant.

Le 25 décembre 1991, la Belgique a approuvé la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant.

Depuis lors, conformément à l'article 44 de cette convention, la Belgique a soumis son premier rapport au Comité des droits de l'enfant de l'ONU. Le 9 juin 1995, ce comité a formulé un certain nombre de suggestions et de recommandations générales basées sur les informations contenues dans le rapport belge.

Je souhaiterais que vous répondiez aux questions suivantes :

1. De quelle manière contribuez-vous à faire connaître en Belgique les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant et à rendre notre société plus accueillante à l'égard de ceux-ci ?

2. Quels sont les articles de cette convention qui touchent à votre domaine d'attributions ?

3. Depuis la présentation du premier rapport belge, quelles mesures avez-vous prises en exécution de la Convention relative aux droits de l'enfant et, si possible, en tenant compte des suggestions et recommandations formulées par le Comité des droits de l'enfant ?

4. Existe-t-il au sein de vos services une personne ou un mécanisme chargés du suivi de la dimension «droits de l'enfant» de votre politique ?

Dans l'affirmative, y a-t-il concertation en ce domaine avec d'autres personnes et services ?

Réponse : J'ai l'honneur d'informer l'honorable membre que la question ne ressort pas de ma compétence en tant que ministre de l'Économie.

En ma qualité de ministre des Télécommunications, j'ai participé à l'application de l'article 34 de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant.

Dit koninklijk besluit voorziet een telefonisch minimum :

— Behoud van de binnenkomende oproepen en van de oproepen naar hulpdiensten bij niet-betaling van de facturen van Belgacom;

— Invoering van de sociale telefoonarieven in de universele dienstverlening;

— Verplichting om, voor de spraaktelefonie, betaalbare tarieven aan te bieden op het hele grondgebied;

— Toegankelijkheid van scholen, bibliotheken en ziekenhuizen tot de multi-media diensten.

3. Er bestaat geen toetsing van de gevolgen, enkel met het oog op gezinsbeleid, van de maatregelen die op het vlak van de consumenveiligheid getroffen werden.

4. De verschillende besturen van mijn departement dienen elk jaar syntheseverslagen in over hun activiteiten. Hoewel het aspect «gezinsbeleid» in de context van voornoemde bevoegdheden tussen de regels voorkomt, wordt het hierin echter niet duidelijk in het licht gesteld.

5. Via de consumenten, waaruit ze samengesteld zijn, kunnen de gezinnen actief deelnemen aan het beleid inzake consumentenveiligheid. Zoals vermeld in punt 1 hierboven, ontvangen de betrokken diensten van mijn departement inderdaad de telefonische of schriftelijke klachten van de consumenten. De consumenten worden trouwens sterk aangemoedigd om hun problemen inzake productveiligheid te doen kennen. In dat opzicht voert mijn departement sinds 1995 een voorlichtingscampagne naar de consumenten toe. Deze campagne is georganiseerd in samenwerking met de federale voorlichtingsdienst en steunt op de grote verspreiding van een folder genoemd «Een veilig product, dacht U?» — «Vraiment sûr ce produit?». Het contactadres dat er natuurlijk op vermeld staat is : ministerie van Economische Zaken, Veiligheid van de Consumenten, E. Jacqmainlaan 154 — 1000 Brussel (Tel. 02/206.41.11 — Fax : 02/206.57.52). Om de diensten van mijn departement waar de consumenten terecht kunnen nog beter te laten kennen zou weldra dit type voorlichtingscampagne, op een bredere basis en door gebruik van andere media, moeten worden gevoerd.

Vraag nr. 96 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.) :

De rechten van het kind.

Op 25 novembre 1991 heeft België het UNO-Verdrag inzake de rechten van het kind goedgekeurd.

België heeft ondertussen zijn eerste rapport voorgelegd aan het UNO-Comité voor de rechten van het kind, dit overeenkomstig artikel 44 van het Verdrag. Op 9 juni 1995 deed dit comité een aantal suggesties en algemene aanbevelingen, op basis van de in het Belgisch rapport verstrekte gegevens.

Gratuit had ik van u vernomen :

1. Hoe u bijdraagt tot het in België bekend maken van de beginselen van het Verdrag inzake de rechten van het kind en tot het kindvriendelijk maken van onze samenleving ?

2. Welke artikelen van dit verdrag raakvlakken hebben met uw bevoegdheidsdomein ?

3. Welke maatregelen sedert het uitbrengen van het eerste Belgisch rapport door u genomen werden in uitvoering van het Verdrag inzake de rechten van het kind en, zo mogelijk, rekening houdend met de door het Comité voor de rechten van het kind geformuleerde suggesties en aanbevelingen ?

4. Of er binnen uw diensten een persoon of mechanisme belast is met het opvolgen van de kindvriendelijke dimensie van uw beleid ?

Zo ja, wordt er op dit vlak overleg gepleegd met andere personen en diensten ?

Antwoord : Ik heb de eer het geachte lid mee te delen dat deze vraag niet onder mijn bevoegdheid van minister van Economische Zaken valt.

In mijn hoedanigheid van minister van Telecommunicatie, heb ik deelgenomen aan de toepassing van artikel 34 van de Conventie van de Verenigde Naties voor de rechten van het kind.

Un code d'éthique est applicable au serveur 077 qui est le seul qui puisse accueillir des services de nature érotique ou pornographique. En tout état de cause, les services 077 ne peuvent s'adresser aux mineurs d'âge, utiliser des mineurs ou faire des mentions de mineurs dans les publicités ou services.

Par ailleurs, j'ai fait, le 27 septembre 1996, une série de propositions au Conseil des ministres européens en vue de lutter contre la pédophilie sur Internet.

Un groupe de travail *ad hoc* fournira les conclusions au Conseil européen du 28 octobre 1996.

De plus, je préconise pour la Belgique un système de responsabilisation des fournisseurs d'accès.

Les fournisseurs d'accès devraient exercer une surveillance sur les informations auxquelles ils donnent accès suivant des modalités à définir en fonction des possibilités techniques. À cet égard l'IBPT est chargé de mettre en place, en concertation avec les fournisseurs d'accès, un code de bonne pratique, le système doit être basé sur le principe de «selfregulation.»

Pratiquement, la Belgique compte imposer aux fournisseurs d'infrastructure de télécommunications des conditions d'octroi de la licence particulières. Les fournisseurs ne pourront mettre directement ou indirectement leurs infrastructures à la disposition des personnes qui offrent des services d'accès à Internet que si ces personnes respectent les mesures pratiques visant à lutter contre les utilisations d'Internet qui relèvent d'une forme d'exploitation ou de violence sexuelle à l'égard des enfants.

Télécommunications

Question n° 83 de M. Loones du 25 septembre 1996 (N.):

Belgacom. — Notes de service en anglais.

Depuis un certain temps, de nombreuses instructions et notes (par exemple la communication d'arrêtés royaux nouveaux) sont transmises exclusivement en langue anglaise à tous les membres du personnel de Belgacom.

Il s'agit surtout des notes largement répandues parmi le personnel.

Ce n'est qu'à la demande expresse des membres du personnel que ces notes sont parfois traduites ultérieurement en néerlandais et en français et redistribuées.

J'aimerais poser les questions suivantes à l'honorable ministre :

1. Comment peut-on expliquer que des instructions et des notes soient diffusées uniquement en anglais à Belgacom ?
2. Est-il légal que l'anglais soit utilisé à Belgacom comme langue de communication interne en plus du néerlandais et du français ?
3. Quelles mesures l'honorable ministre compte-t-il prendre en vue de modifier cet état de choses à l'avenir ?

Réponse: En réponse aux questions posées par l'honorable membre, la société anonyme de droit public Belgacom me communique ce qui suit.

1. Les ordres de travail et les notes de portée générale sont exclusivement rédigés dans la langue de ceux qui doivent exécuter les travaux, ou de ceux qui doivent être informés au sujet de l'une ou l'autre matière bien précise. Si l'honorable membre avait connaissance de cas concrets, des mesures appropriées seraient prises.

2. Belgacom a conclu un partenariat avec trois opérateurs étrangers, en l'occurrence Ameritech (USA), Tele Danmark (Danemark) et Singapore Telecom (Singapour). Cela implique que l'anglais soit aussi utilisé à l'intérieur de l'entreprise, particulièrement dans le cadre des contacts avec les partenaires stratégiques et les personnes qui en émanent.

3. L'honorable membre n'ignore certainement pas le contrôle ministériel fixé dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, et plus spécialement

Een ethische code is toepasselijk op gegevensbank 077 die de enige is die diensten kan ontvangen van erotische of pornografische aard. In geen enkel geval mogen de diensten 077 zich richten tot minderjarigen, minderjarigen gebruiken noch melding maken van minderjarigen in publiciteit of diensten.

Anderzijds heb ik op 27 september 1996 een reeks voorstellen gedaan aan de Europese Ministerraad met het oog op de bestrijding van pedofilie op Internet.

Een werkgroep *ad hoc* zal de conclusies mededelen aan de Europese Ministerraad van 28 november 1996.

Daarenboven beveel ik voor België een systeem aan ter bevordering van de verantwoordelijkheidszin van alle toegangsleveranciers.

De toegangsleveranciers zouden toezicht moeten uitoefenen op alle informatie waar zij toegang tot verlenen volgens nog te bepalen modaliteiten en in functie van de technische mogelijkheden. In dit opzicht is het BIPT belast met het bepalen, in samenspraak met de toegangsleveranciers, van een code van goed gedrag; het systeem moet gebaseerd worden op het principe van «selfregulation».

Praktisch gezien wil België aan alle leveranciers van telecomunicatie-infrastructuur specifieke voorwaarden opleggen tot het bekomen van een vergunning. De leveranciers zullen slechts hun infrastructuur, rechtstreeks of onrechtstreeks, ter beschikking mogen stellen van personen die toetredingsdiensten tot Internet aanbieden, indien deze personen de praktische maatregelen eerbiedigen die de bestrijding van vormen van misbruik of sexueel geweld ten opzichte van kinderen tot doel hebben.

Telecommunicatie

Vraag nr. 83 van de heer Loones d.d. 25 september 1996 (N.):

Belgacom. — Engelstalige dienstnota's.

Sinds geruime tijd worden bij Belgacom vele werkopdrachten en nota's (bijvoorbeeld kennisgeving van nieuwe koninklijke besluiten) ééntalig in het Engels doorstuurd aan alle personeelsleden.

Het betreft vooral die nota's die ruim verspreid worden onder het personeel.

Slechts op uitdrukkelijke vraag van de personeelsleden worden deze nota's soms achteraf vertaald naar het Nederlands en het Frans en opnieuw rondgestuurd.

graag kreeg ik een antwoord op volgende vragen :

1. Hoe is het te verklaren dat werkopdrachten en nota's louter in het Engels worden verspreid bij Belgacom ?
2. Is het wettelijk in orde dat het Engels bij Belgacom als interne communicatietaal wordt gebruikt, naast het Nederlands en het Frans ?
3. Welke maatregelen zal de geachte minister nemen naar verandering van één en ander naar de toekomst toe ?

Antwoord: De naamloze vennootschap van publiek recht Belgacom deelt mij, in antwoord op de door het geachte lid gestelde vragen het volgende mee.

1. Werkopdrachten en nota's van algemene draagwijdte worden uitsluitend gesteld in de taal van diegenen die de opdrachten dienen uit te voeren, of die omtrent een welbepaalde materie nauwkeurig geïnformeerd moeten worden. Indien het geachte lid weet zou hebben van concrete gevallen, dan zouden de gepaste maatregelen worden genomen.

2. Belgacom heeft een partnerschap aangegaan met drie buitenlandse operatoren, namelijk Ameritech (USA), Tele Danmark (Denemarken) en Singapore Telecom (Singapore). Dit houdt in dat ook het Engels gebruikt wordt binnen de onderneming, en vooral in het kader van de contacten met de strategische partners en de personen die eruit voortvloeien.

3. Het geachte lid is zeker niet onwetend omtrent de ministeriële controlebevoegdheid die werd vastgelegd in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige econo-

l'article 23, § 1^{er}. Cette disposition précise que le contrôle précité est exercé par le truchement d'un commissaire du gouvernement qui, en vertu du § 2 de l'article précité, veille au respect de la loi, du statut organique de l'entreprise publique et du contrat de gestion.

La communication avec le personnel continue à avoir lieu conformément aux lois linguistiques. Ces éléments indiquent qu'il n'y a pas lieu de prendre des mesures supplémentaires.

Question n° 95 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):

Nouvelle procédure en matière de dépôt de la correspondance affranchie par une machine.

Depuis le 17 juin 1996 (dans la pratique, depuis le 30 septembre 1996), une nouvelle réglementation est applicable pour ce qui est du dépôt de la correspondance affranchie à l'aide d'une machine. Selon La Poste, la nécessité de cette nouvelle réglementation s'explique par le nombre élevé de cas d'abus et de fraude constatés dans l'utilisation des machines à affranchir.

Conformément aux nouvelles conditions de dépôt, il y a lieu de remettre la correspondance affranchie à l'aide d'une machine au guichet d'un bureau de dépôt unique.

Tout dépôt doit être accompagné d'un formulaire intitulé «fiche journalière 998». Ce formulaire doit mentionner, par machine à affranchir utilisée, l'état du compteur au début et à la fin de l'affranchissement.

J'apprends que cette réglementation constitue, pour les entreprises qui affranchissent leur correspondance au moyen d'une machine à affranchir, une charge administrative énorme, qui prend beaucoup de temps. Alors qu'auparavant, elles pouvaient déposer à tout moment leur correspondance dans une boîte postale, elles sont obligées à présent de faire la queue au guichet, avec un bordereau, avant la fermeture du bureau de poste, pour y déposer la correspondance.

Pour les bureaux de poste, cette réglementation représente incontestablement aussi une lourde charge administrative, d'autant plus que les entreprises qui ont une machine à affranchir viennent déposer leur correspondance juste avant l'heure de fermeture.

Les entreprises en question s'interrogent d'ailleurs sur l'efficacité de la nouvelle réglementation: en effet, de plus en plus de machines à affranchir sont électroniques, et il serait possible de frauder en moyen de telles machines, que grâce à une aide extérieure (venant de La Poste ou d'Alcatel). Malgré l'adjonction obligatoire d'une fiche, indiquant l'état du compteur, l'on pourrait encore frauder, si l'on dispose de cette aide extérieure.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes à cet égard:

1. Combiné de cas de fraude commise lors de l'utilisation d'une machine à affranchir, a-t-on décelé durant ces trois dernières années?

2. L'honorable ministre peut-il confirmer que, si l'on utilise des machines à affranchir électroniques, la fraude ne peut être commise qu'avec une aide extérieure?

3. Quelle est l'utilité de cette nouvelle réglementation, compte tenu des objections formulées, à savoir: la lourde charge administrative qu'elle représente pour les entreprises et les services de poste et l'impossibilité d'exclure toute fraude?

4. Comment tiendra-t-on compte des nombreuses remarques et protestations des entreprises qui travaillent avec une machine à affranchir?

Réponse: L'entreprise publique autonome La Poste me communique que plusieurs dossiers de fraude concernant des machines à affranchir provenant de fournisseurs différents ont été instruits par la Justice.

La Poste ajoute que la plupart des machines utilisées par les clients de La Poste sont encore des machines mécaniques ou électromécaniques. Les fraudes constatées ont révélé une grande ingéniosité de la part de leurs auteurs, qui n'ont pas nécessairement eu recours à une aide externe.

mische overheidsbedrijven, meer bepaald in artikel 23, § 1. Deze bepaling preciseert dat bedoelde controle wordt uitgeoefend door bemiddeling van een regeringscommissaris die, krachtens § 2 van voornoemd artikel, waakt over de naleving van de wet, het orgaan statut van het overheidsbedrijf en het beheerscontract.

De communicatie met het personeel blijft plaatsvinden overeenkomstig met de taalwetten. Deze elementen tonen aan dat er geen reden is om bijkomende maatregelen te treffen.

Vraagnr. 95 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):

De nieuwe procedure inzake de afgifte van briefwisseling gefrankeerd met een frankeermachine.

Vanaf 17 juni 1996 (in de praktijk: vanaf 30 september 1996) is een nieuwe reglementering van toepassing voor de afgifte van briefwisseling gefrankeerd met een frankeermachine. Volgens De Post is deze nieuwe reglementering noodzakelijk wegens de vele gevallen van misbruik en fraude die werden vastgesteld bij het gebruik van frankeermachines.

De nieuwe afgiftevoorwaarden komen hierop neer dat met een frankeermachine gefrankeerde briefwisseling moet worden afgewege aan het loket van één enkel, vast afgiftekantoor.

Elke afgifte moet vergezeld zijn van een formulier «dagelijkse opgave 998». Op dit formulier dient, per gebruikte frankeermachine, de tellerstand te worden vermeld bij het begin en bij het einde van de frankering.

Ik verneem dat deze reglementering voor de bedrijven die hun briefwisseling met een frankeermachine frankeren een enorme tijdverdienstieve administratieve belasting betekent. Waar zij vroeger de mogelijkheid hadden om, op het even welk tijdstip, hun briefwisseling in een brievenbus te deponeren, zijn zij nu verplicht om, voor sluitingstijd van het postkantoor en met een ingevuld bordereel, aan een loket aan te schuiven om de briefwisseling af te geven.

Ook voor de postkantoren houdt deze reglementering onmiskenbaar een zware administratieve belasting in, temeer daar de meeste bedrijven met een frankeermachine nog net voor sluitingstijd hun briefwisseling zullen kunnen afgewege.

De betrokken bedrijven stellen bovendien grote vraagtekens bij de doeltreffendheid van de nieuwe reglementering: steeds meer frankeermachines zijn immers elektronisch, en fraude zou bij dit soort machines enkel kunnen gebeuren met externe hulp (bij De Post of bij Alcatel). Ook bij het verplicht bijvoegen van een opgave met de tellerstanden zou fraude derhalve nog steeds mogelijk zijn, zo men over deze externe hulp beschikt.

Graag had ik dan ook van u vernomen:

1. Hoeveel gevallen van fraude hebben zich gedurende de voorbije 3 jaar voorgedaan bij het gebruik van frankeermachines?

2. Kan de geachte minister bevestigen dat fraude bij elektronische frankeermachines enkel kan gebeuren met externe hulp?

3. Wat is het nut van deze nieuwe reglementering, rekening houdend met de aangehaalde bezwaren, met name: zware administratieve belasting voor bedrijven en postdiensten en onmogelijkheid om fraude uit te sluiten?

4. Hoe zal rekening gehouden worden met de vele opmerkingen en protesten van de bedrijven die werken met een frankeermachine?

Antwoord: Het autonome overheidsbedrijf De Post deelt mij mee dat meerdere fraudedossiers, betreffende frankeermachines van verschillende leveranciers, door Justitie werden onderzocht.

De Post voegt daaraan toe dat de meeste machines gebruikt door de klanten van De Post nog steeds mechanische of elektromechanische machines zijn. Bij de gekende fraudegevallen gaven de betrokkenen blijk van grote inventiviteit, waarbij niet noodzakelijk beroep werd gedaan op externe hulp.

La Poste précise que l'objectif poursuivi par la nouvelle réglementation consiste à optimiser les contrôles par la comparaison entre les montants débités et la quantité d'envois déposés.

L'entreprise explique que pour les clients qui affranchissent du courrier pour leur propre compte, les formalités administratives se limitent à l'établissement d'un seul relevé journalier des chiffres des compteurs. La Poste estime que ceci est loin de constituer une lourde charge administrative.

La Poste ajoute qu'elle n'a pas été insensible aux objections des clients : à partir du 1^{er} octobre, elle a assoupli la réglementation. Il reste ainsi possible de déposer le courrier affranchi dans la boîte aux lettres déterminée par le client. Enfin, afin de permettre à chacun de s'adapter, une période transitoire a été prévue jusqu'au 31 septembre 1996.

Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur

Question n° 183 de M. Foret du 18 octobre 1996 (Fr.) :

Suppression du service d'aumônerie de la gendarmerie.

À la fin du mois de juillet 1996, vous avez annoncé la suppression du service d'aumônerie de la gendarmerie. Il semble que les six aumôniers militaires qui constituent ces services seront réintégrés au sein de l'armée, tandis qu'un service social les remplacera au sein de la gendarmerie.

Il me revient que le personnel de la gendarmerie n'a pas été consulté à ce sujet et qu'il fait preuve d'hostilité à l'égard d'un tel changement.

Dès lors, monsieur le ministre, permettez-moi de poser les questions suivantes :

— Quelles sont les raisons qui motivent votre décision ?

— Pourquoi le personnel de la gendarmerie n'a-t-il pas été consulté ?

— Pensez-vous qu'un service social puisse prodiguer une réelle assistance morale ?

— La décision a-t-elle déjà été suivie d'effet ?

— Quelles seront les relations entre le service social et la hiérarchie de la gendarmerie ?

Réponse : L'honorable membre trouvera ci-après la réponse à ses questions.

1, 3 et 4. Je renvoie l'honorable membre à ma réponse aux questions parlementaires n°s 384 et 390 de M. le député De Croo du 27 août et 3 septembre 1996 concernant le service aumônerie de la gendarmerie.

2. La décision du retour des aumôniers de la gendarmerie vers les forces armées n'est pas une matière négociable ou concertable au sens des dispositions de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

5. En ce qui concerne les relations qui existeront entre la hiérarchie de la gendarmerie et le futur service social, je renvoie l'honorable membre à l'article 10 de la loi du 11 juillet 1978, citée ci-dessus, sur base duquel des arrêtés d'exécution devront encore être pris.

Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur

Question n° 124 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du ministre.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 182 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1562).

De Post verduidelijkt dat het doel, beoogd door de nieuwe regelgeving de optimalisatie is van de controles door de vergelijking van de opgenomen bedragen met de hoeveelheid aangegeven zendingen.

Het bedrijf legt uit, dat voor de klanten die briefwisseling voor eigen rekening frankeren, de administratieve formaliteiten zich beperken tot één dagelijkse tellerstandopgave. De Post meent dat dit een verre van zwaar belastende administratieve handeling betekent.

De Post voegt daaraan toe, dat ze niet ongevoelig was voor de bezwaren van de klanten : zij heeft vanaf 1 oktober de reglementering versoepeld. Zo blijft het dus mogelijk de gefrankeerde briefwisseling in de door de klant gekozen brievenbus te deponeeren. Tenslotte, opdat de klanten zich zouden kunnen aanpassen wordt tot 31 december 1996 een overgangsperiode in acht genomen.

Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken

Vraag nr. 183 van de heer Foret d.d. 18 oktober 1996 (Fr.) :

Afschaffing van de aalmoezeniersdienst van de rijkswacht.

Eind juli 1996 hebt u de afschaffing van de aalmoezeniersdienst van de rijkswacht aangekondigd. De zes veldpredikers die deze dienst uitmaken zouden teruggaan naar het leger, terwijl ze bij de rijkswacht vervangen worden door een sociale dienst.

Ik verneem dat de personeelsleden van de rijkswacht daarover niet geraadpleegd zijn en dat ze zo'n wijziging vijandig gezind zijn.

Mijnheer de minister, mag ik dan ook de volgende vragen stellen :

— Welke redenen motiveren uw beslissing ?

— Waarom zijn de personeelsleden van de rijkswacht niet geraadpleegd ?

— Denkt u dat een sociale dienst een echte morele bijstand kan verlenen ?

— Is de beslissing reeds in werking getreden ?

— Wat zullen de betrekkingen zijn tussen de sociale dienst en de hiërarchie van de rijkswacht ?

Antwoord: Het geachte lid vindt hieronder het antwoord op zijn vragen.

1, 3 en 4. Ik verwijst het geachte lid naar mijn antwoord op de vragen nrs. 384 en 390 van de heer volksvertegenwoordiger De Croo van 27 augustus en 3 september 1996 inzake de aalmoezeniersdienst.

2. De beslissing betreffende het terugkeren van de aalmoezeniers van de rijkswacht naar de krijgsmacht is geen onderhandelbare of overlegbare materie volgens de bepalingen van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

5. Wat betreft de betrekkingen die tussen de hiërarchie van de rijkswacht en de toekomstige sociale dienst zullen bestaan, verwijst ik het geachte lid naar het artikel 10 van de hierboven vermelde wet van 11 juli 1978, op grond waarvan nog uitvoeringsbesluiten zullen moeten worden genomen.

Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel

Vraag nr. 124 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 182 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1562).

Réponse: Une des constantes de la politique poursuivie par mon département est le souci de promouvoir une fiscalité favorable aux familles et aux enfants.

Ceci s'est traduit entre autres, dès l'instauration de l'impôt des personnes physiques, par des réductions d'impôt en faveur des personnes mariées et pour enfants à charge.

Depuis la réforme fiscale réalisée par la loi du 7 décembre 1988 dont le projet a été déposé à mon initiative, ce souci a été accentué et rendu plus effectif.

En matière d'impôt des personnes physiques, on peut notamment citer les mesures suivantes prises dans le cadre d'une politique favorable à la famille :

— La prise en considération séparée des revenus professionnels des conjoints pour le calcul de l'impôt;

— Le régime du quotient conjugal en vertu duquel dans les ménages où seul un des conjoints recueille des revenus professionnels, une partie de ceux-ci est imputée à l'autre conjoint et est considérée comme un revenu professionnel personnel de ce dernier (avec ses propres possibilités de déduction, ses propres taux d'imposition et sa propre quotité exemptée);

— Un assouplissement des conditions d'attribution d'une quote-part de revenus professionnels au conjoint qui aide effectivement l'autre dans l'exercice de son activité professionnelle;

— La réduction des taux d'imposition marginaux;

— La majoration des quotités de revenus exemptées d'impôt;

— Le remplacement des réductions d'impôt pour enfants à charge par une augmentation de la quotité du revenu exemptée d'impôt;

— La déduction d'une partie des frais de garde des enfants de moins de trois ans placés dans des crèches ou chez des gardiennes d'enfants ou une augmentation de la quotité exemptée en faveur des parents qui s'occupent eux-mêmes de leurs enfants de moins de trois ans.

En matière de précompte immobilier, on peut mentionner les mesures suivantes prises en faveur des enfants :

— La possibilité de l'octroi d'un dégrèvement dans un délai de trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, de la réduction pour enfants ou personnes handicapées, lorsque le délai de réclamation est expiré;

— L'assimilation de la notion d'«enfants» à celle qui est applicable en matière d'impôt des personnes physiques, ce qui implique un élargissement de cette notion.

En matière de droits d'enregistrement, les mesures suivantes ont été prises en faveur des ménages :

— Habitations modestes :

En cas d'achat d'une habitation, il est dû en principe un droit d'enregistrement de 12,50 p.c., calculé sur le prix stipulé (mais au minimum sur la valeur vénale). Ce droit est toutefois réduit à 6 p.c. lorsqu'il s'agit d'une habitation modeste, pour autant que l'acquéreur et son conjoint ne possèdent pas déjà une autre habitation et que le revenu cadastral de leurs autres immeubles, cumulé avec celui de l'immeuble acquis, n'excède pas un maximum déterminé.

La question de savoir s'il s'agit d'une «habitation modeste» dépend du revenu cadastral du bien : celui-ci ne peut excéder un maximum (30 000 francs). Ce maximum est toutefois augmenté en fonction des charges de famille de 4 000, 8 000 ou 12 000 francs selon que l'acquéreur ou son conjoint ont trois ou quatre, cinq ou six ou sept ou plus d'enfants à charge à la date de l'acte d'acquisition. Les enfants à charge atteints à 66 p.c. au moins d'un handicap sont comptés pour deux enfants à charge. L'augmentation du maximum de revenu cadastral pour charges de famille s'applique également en cas d'acquisition d'un immeuble rural, pour autant que cet immeuble soit affecté totalement ou partiellement à l'habitation.

Le maximum de revenu cadastral des immeubles déjà possédés, cumulé avec celui du bien acquis (en principe 30 000 francs) est augmenté de la même manière en fonction des charges de famille.

Antwoord: Een van de constanten in het beleid van mijn departement is de aandacht voor het gezins- en kindvriendelijk karakter van de fiscaliteit.

Dat blijkt onder meer uit de belastingverminderingen voor gehuwde personen en kinderlast die in de personenbelasting bestaan sedert de invoering ervan.

Sinds de belastinghervorming die werd doorgevoerd door de wet van 7 december 1988 en waarvoor ik het initiatief heb genomen, is het gezins- en kindvriendelijk karakter van de fiscaliteit nog diepgaander en effectiever geworden.

Inzake personenbelasting kunnen inzonderheid de volgende maatregelen in het kader van een gezinsvriendelijk beleid worden aangestipt :

— Het afzonderlijk in aanmerking nemen van de beroepsinkomsten van echtgenoten voor de berekening van de belasting;

— De huwelijksquotiëntregeling waarbij in gezinnen waarin slechts één echtgenoot een beroepsinkomen heeft een deel daarvan aan de andere echtgenoot wordt toegerekend en als een eigen inkomen van deze laatste wordt beschouwd (met eigen aftrek mogelijkheden, eigen tarief en eigen belastingvrije som);

— Een soepeler regeling voor de toekenning van een deel van de beroepsinkomsten aan de echtgenoot die de andere werkelijk bijstaat in diens beroepsuitoefening;

— De verlaging van de marginale aanslagvoeten;

— Het optrekken van de belastingvrije sommen;

— De vervanging van de verminderingen voor kinderen ten laste door een verhoging van de belastingvrije som;

— De aftrek van een deel van de opvangkosten voor kinderen beneden de drie jaar die in kinderdagverblijven of bij opvangzinnen worden ondergebracht, of een verhoging van de belastingvrije som voor ouders die hun kinderen van minder dan drie jaar zelf verzorgen.

Inzake onroerende voorheffing kunnen de volgende kindvriendelijke accenten worden vermeld :

— De mogelijkheid om binnen een termijn van drie jaar vanaf 1 januari van het aanslagjaar ambtshalve ontheffing te verlenen van de vermindering voor kinderen of gehandicapte personen wanneer de bezwaartermijn is verlopen;

— De gelijkschakeling van het begrip «kind» met datgene dat geldt inzake personenbelasting, wat een verruiming van dat begrip inhoudt.

Inzake registratierechten kunnen inzake het gezinsvriendelijk karakter de volgende punten worden aangestipt :

— Bescheiden woningen :

Wanneer een huis wordt aangekocht is op de aankoop in principe een registratierecht van 12,50 pct. verschuldigd, dat berekend wordt over de prijs van het huis (maar met minimum van de verkoopwaarde). Dat recht wordt nochtans verlaagd tot 6 pct. indien het om een bescheiden woning gaat en de verkrijger en zijn echtgenoot nog geen andere woning bezitten en het kadastraal inkomen van hun overige onroerend bezit vermeerderd met dat van het verkregen goed beneden een bepaalde grens blijft.

Of het om de verkrijging van een bescheiden woning gaat, wordt beoordeeld aan de hand van het kadastraal inkomen van het goed: dit mag een bepaalde grens niet overschrijden (30 000 frank). Die grens wordt verhoogd wegens gezinslasten met 4 000, 8 000 of 12 000 frank naargelang de verkrijger of zijn echtgenoot op de datum van de akte van verkrijging, drie of vier, vijf of zes, of zeven of meer kinderen ten laste heeft. Hierbij worden de kinderen die voor tenminste 66 pct. gehandicapt zijn, voor twee kinderen ten laste geteld. De verhoging van het maximum kadastraal inkomen wegens gezinslasten geldt ook voor de verkrijging van een onroerend landeigendom mits deze geheel of gedeeltelijk tot bewoning dient.

Het maximum kadastraal inkomen van het overige onroerend bezit samen met dat van het verkregen goed (in principe 30 000 frank) wordt op dezelfde wijze verhoogd wegens gezinslasten.

— Droit de donation:

Le tarif du droit de donation est nettement moins élevé pour les donations en ligne directe et entre époux que pour les donations entre autres personnes (voir l'article 131 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe).

Conformément à l'article 135 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le montant du droit liquidé à charge du donataire qui a au moins trois enfants en vie, n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans au jour où l'impôt est acquis à l'État, est réduit de 2 p.c. pour chacun de ces enfants, sans que la réduction puisse excéder 2 500 francs par enfant. Cette réduction est portée, en faveur du conjoint donataire, à 4 p.c. par enfant n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans, sans que la réduction puisse excéder 5 000 francs par enfant.

En matière de droits de succession, les dispositions suivantes existent en faveur des familles :

— L'article 54, 1^o, du Code des droits de succession exempte du droit de succession ce qui est recueilli par un héritier en ligne directe appelé légalement à la succession ou entre époux, à concurrence de la première tranche de 500 000 francs (ce qui représente une réduction de 15 000 francs par ayant cause). Cet abattement est augmenté, en faveur des enfants du défunt, n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans, de 100 000 francs pour chaque année entière restant à courir jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de vingt et un ans et, en faveur du conjoint survivant, de la moitié des abattements supplémentaires dont bénéficient ensemble les enfants communs.

— Conformément à l'article 56 du Code des droits de succession, le montant du droit liquidé à charge de l'héritier, légataire ou donataire qui a au moins trois enfants en vie, n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans au jour de l'ouverture de la succession, est réduit de 2 p.c. pour chacun de ces enfants, sans que la réduction puisse excéder 2 500 francs par enfant. Cette réduction est portée, en faveur du conjoint survivant, à 4 p.c. par enfant n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans, sans que la réduction puisse excéder 5 000 francs par enfant.

— Le tarif du droit de succession est nettement moins élevé pour les successions en ligne directe et entre époux que pour les successions entre autres personnes (voir l'article 48 du Code des droits de succession).

En matière de TVA, il y a lieu de souligner que le Code de la TVA contient également des dispositions visant à favoriser les familles. À cet effet, il peut-être fait mention de l'article 44, § 2, 1^o, 2^o et 5^o, du Code de la TVA où sont reprises certaines exemptions. Ainsi bénéficient de l'exemption de la TVA les services d'aide familiale et les prestations de services effectuées dans l'exercice de leur activité habituelle par les crèches et les pouponnières et les institutions reconnues par l'autorité compétente et qui, en vertu de leurs statuts, ont pour mission essentielle d'assurer la surveillance, l'entretien, l'éducation ou les loisirs des jeunes, ainsi que certaines livraisons de biens qui leur sont étroitement liées. Sont également exemptées de la taxe les prestations de services qui ont pour objet l'orientation familiale.

Je peux donner l'assurance à l'honorable membre que, pour ce qui concerne la politique familiale, mon département restera vigilant lors de l'élaboration de nouvelles mesures fiscales.

De plus, il y a lieu d'ajouter qu'à la suite de l'adoption de la loi particulière du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, il n'entre plus dans mes compétences de déposer des projets de loi qui ont pour objet des mesures prises dans le domaine des droits d'enregistrement et de succession (à l'exclusion des donations). Ainsi, la Communauté flamande a, dans le cadre de l'établissement de son budget 1997, annoncé son intention de modifier le taux des droits de succession et d'apporter également des modifications (en matière d'impôt des personnes physiques) au régime de l'abattement et des réductions d'impôt.

— Schenkingsrecht:

Het tarief van het schenkingsrecht is beduidend lager voor schenkingen in rechte lijn en schenkingen tussen echtgenoten dan voor schenkingen aan andere personen (zie artikel 131 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten).

Krachtens artikel 135 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt het bedrag van het recht vereffend ten laste van de begiftigde, die op het tijdstip waarop het recht aan de Staat verworven is minstens drie kinderen in leven heeft die de leeftijd van eenentwintig jaar niet hadden bereikt, verminderd met 2 pct. voor elk van deze kinderen, zonder dat de vermindering 2 500 frank per kind mag overschrijden. Deze vermindering wordt ten gunste van de begiftigde echtgenoot gebracht op 4 pct. per kind, dat de leeftijd van eenentwintig jaar niet had bereikt, zonder dat de vermindering 5 000 frank per kind mag overschrijden.

Inzake successierechten kunnen op het vlak van het gezinsvriendelijk karakter ervan de volgende elementen worden vermeld:

— Artikel 54, 1^o, van het Wetboek der successierechten bepaalt dat van het recht van successie wordt vrijgesteld hetgeen verkregen wordt door een door de wet tot de erfenis geroepen erfgenaam in de rechte lijn of tussen echtgenoten, ten belope van de eerste schijf van 500 000 frank (dit komt neer op een belastingvermindering van 15 000 frank per rechtverkrijgende). Dit abattement wordt ten gunste van de kinderen van de overledene die de leeftijd van eenentwintig jaar niet hebben bereikt, vermeerderd met 100 000 frank voor elk vol jaar dat nog moet verlopen tot zij de leeftijd van eenentwintig jaar bereiken en, ten gunste van de overlevende echtgenoot, met de helft der bijabattements welke de gemene kinderen samen genieten.

— Krachtens artikel 56 van het Wetboek der successierechten wordt het bedrag van het recht vereffend ten laste van de erfgenaam, legataris of begiftigde, die minstens drie kinderen in leven heeft die de leeftijd van eenentwintig jaar niet hadden bereikt bij het openvallen van de nalatenschap, verminderd met 2 pct. voor elk van deze kinderen, zonder dat de vermindering 2 500 frank per kind mag overschrijden. Deze vermindering wordt ten gunste van de overlevende echtgenoot gebracht op 4 pct. per kind, dat de leeftijd van eenentwintig jaar niet had bereikt, zonder dat de vermindering 5 000 frank per kind mag overschrijden.

— Het tarief van het successierecht is beduidend lager voor de erfopvolgingen in rechte lijn en tussen echtgenoten dan voor erfopvolgingen waarbij andere personen zijn betrokken (zie artikel 48 van het Wetboek der successierechten).

Inzake BTW kan worden vermeld dat het BTW-wetboek eveneens bepalingen bevat die het bevoordelen van de gezinnen beogen. In dat verband kan worden verwezen naar artikel 44, § 2, 1^o, 2^o en 5^o, van het BTW-wetboek waarin bepaalde vrijstellingen zijn opgenomen. Genieten aldus vrijstelling van BTW, de diensten voor gezinshulp en de diensten die in de uitoefening van hun geregelde werkzaamheid verstrekken worden door kinderbewaarplaatsen en zuigelingentehuizen, door instellingen erkend door de bevoegde overheid en die, ingevolge hun statuten, in hoofdzaak het toezicht over jongelui en de zorg over hun onderhoud, opvoeding en vrijetijsbesteding tot doel hebben, alsook er nauw mee samenhangende leveringen van goederen. De dienstverrichtingen betreffende de gezinsvoortlichting zijn eveneens vrijgesteld van de belasting.

Ik kan het geachte lid de verzekering geven dat mijn departement ook bij het uitwerken van nieuwe fiscale maatregelen steeds aandacht heeft voor de gezinsdimensie ervan.

Daarbij moet worden vermeld dat ik, ingevolge de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van gemeenschappen en gewesten, niet langer de bevoegdheid heb om wetsontwerpen in te dienen die inzake registratie- en successierechten het terrein van de meeste van opgesomde maatregelen bestrijken (uitzondering gemaakt voor de schenkingen). Aldus heeft de Vlaamse Gemeenschap in het kader van de opstelling van de begroting voor 1997 aangekondigd het tarief van de successierechten te zullen wijzigen en tevens wijzigingen te zullen aanbrengen aan het stelsel van het abattement en de belastingvermindering.

Question n° 129 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):***Les droits de l'enfant.***

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 96 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications et publiée plus haut (p. 1576).

Réponse: Ni la Convention ONU relative aux droits de l'enfant, adoptée à New-York le 20 novembre 1989 et confirmée par la loi du 25 novembre 1991 (*Moniteur belge* du 17 janvier 1992), ni le premier rapport, conformément à l'article 44 de la convention précitée, au Comité ONU des droits de l'enfant, ni les décisions et recommandations («concluding observations») que le Comité ONU a publiées le 9 juin 1995 suite à ce rapport n'ont trait à la fiscalité.

C'est pourquoi, j'invite l'honorable membre à se référer aux réponses des autres membres du gouvernement, à qui la question a été également posée.

Finances**Question n° 119 de M. Anciaux du 19 septembre 1996 (N.):*****Cotisations sur les commissions secrètes. — Dispositions légales versus commentaire administratif.***

La cotisation sur les commissions secrètes est régie par les articles 219 et 57 du CIR 92. Les règles légales précitées sont claires.

Parallèlement, le 219/3, 4^o, du *Com. IR* 1992 prévoit une dérogation à ces règles: la cotisation distincte spéciale ne s'applique pas aux sommes qui ont été taxées dans le chef des administrateurs ou associés. La cotisation distincte spéciale ne s'applique pas non plus lorsque la comptabilité de la société est adaptée.

Le lien entre les dispositions légales, d'une part, et celles du commentaire, d'autre part, n'est pas tout à fait clair.

— Les dispositions du commentaire sont contraires à la loi, laquelle est d'ordre public. C'est pourquoi les fonctionnaires ne peuvent pas les appliquer. Le contribuable ne peut pas exiger leur application.

— Bien que les dispositions du commentaire soient contraires à la loi, les fonctionnaires sont tenus de les appliquer si le contribuable le requiert. Ce dernier peut en exiger l'application en se fondant sur le «principe de confiance».

— Les dispositions du commentaire ajoutent aux dispositions légales une appréciation en opportunité. Le fonctionnaire taxateur apprécie si la sanction de 300 p.c. est appropriée ou non.

Comment l'honorable ministre peut-il concilier les trois thèses ci-dessus et les expliquer?

Sur quelle base repose l'appréciation en opportunité, ajoutée par les dispositions du commentaire aux dispositions légales?

Réponse: La cotisation distincte spéciale visée à l'article 219 du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) est, à l'impôt des sociétés, applicable, entre autres sur les rémunérations (y compris les avantages de toute nature) qui ne sont pas justifiées de la manière prévue à l'article 57, CIR 92.

En outre, il résulte de la jurisprudence citée au n° 219/2, alinéa 1^{er}, 2^o, du commentaire administratif du même code de l'article 219, précité trouve notamment à s'appliquer aux bénéfices dissimulés qui ne se retrouvent pas parmi les éléments du bilan d'une société, sauf si celle-ci démontre que ces bénéfices sont réellement demeurés dans son patrimoine et, au besoin, adapte sa comptabilité en conséquence.

Vraagnr. 129 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):***De rechten van het kind.***

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 96 aan de Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1576).

Antwoord: Nog het UNO-Verdrag inzake de rechten van het kind, aangenomen te New-York op 20 november 1989 en bekraftigd bij de wet van 25 november 1991 (*Belgisch Staatsblad* van 17 januari 1992), noch het eerste Belgische rapport dat in uitvoering van artikel 44 van het voornoemde verdrag aan het UNO-Comité van de rechten van het kind werd voorgelegd, noch de besluiten en aanbevelingen («concluding observations») die het UNO-Comité op 9 juni 1995 betreffende dat rapport heeft uitgebracht, hebben betrekking op de fiscaliteit.

Ik moge het geachte lid daarom verwijzen naar de antwoorden van de andere regeringsleden, aan wie zij haar vraag eveneens heeft gesteld.

Financiën**Vraag nr. 119 van de heer Anciaux d.d. 19 september 1996 (N.):*****Aanslag geheime commissielonen. — Wetsbepalingen versus administratieve commentaar.***

De aanslag geheime commissielonen wordt geregeld door artikel 219 *juncto* 57 WIB 92. Voornoemde wettelijke regeling is duidelijk.

Daarnaast voorziet 219/3, 4^o, van de *Com. IB* 1992 in een afwijkung hierop: de aanslag geheime commissielonen is niet van toepassing wanneer de betrokken sommen in hoofde van bestuurders/vennoten worden belast. Evenmin kan de bijzondere aanslag worden gevestigd wanneer de boekhouding van de vennootschap wordt gecorrigeerd.

De verhouding tussen de wettelijke bepalingen enerzijds en deze in de commentaar anderzijds is niet helemaal duidelijk.

— De bepalingen in de commentaar gaan in tegen de wet, die van openbare orde is. De ambtenaren mogen ze daarom niet toe-passen. De belastingplichtige kan hun toepassing niet afdwingen.

— Hoewel de bepalingen uit de commentaar tegenwettelijk zijn, moeten de ambtenaren ze verplicht toepassen indien de belastingplichtige daarom verzoekt. Deze laatste kan de toepassing ervan afdwingen door zich te beroepen op het «vertrouwensbeginsel».

— De bepalingen in de commentaar voegen een opportunitetsbeoordeling toe aan de wettelijke bepalingen. De taxatieambtenaar beoordeelt zo of de 300 pct.-sanctie gepast is.

Hoe kan de geachte minister deze drie stellingen rijmen en verduidelijken?

Waarop steunt de opportunitetsbeoordeling, toegevoegd door de bepalingen in de commentaar aan de wettelijke bepalingen?

Antwoord: De in artikel 219 van het Wetboek van de inkomenbelastingen 1992 (WIB 92) bedoelde bijzondere afzonderlijke aanslag is in de vennootschapsbelasting onder meer van toepassing op bezoldigingen (met inbegrip van de voordelen van alle aard) die niet op de in artikel 57, WIB 92, gestelde wijze zijn verantwoord.

Uit de rechtspraak opgenomen onder het nr. 219/2, eerste lid, 2^o, van de administratieve commentaar op het voormalde wetboek volgt dat de bepalingen van het voormalde artikel 219, eveneens inzonderheid van toepassing zijn op de verborgen winsten, die niet onder de bestanddelen van de balans van een vennootschap worden teruggevonden, tenzij deze laatste aantoont dat die winsten werkelijk in haar vermogen zijn gebleven en zij, zo nodig haar boekhouding dienovereenkomstig aanpast.

Il serait toutefois excessif d'établir systématiquement la cotisation distincte spéciale en cause dans tous les cas où une société n'a pas satisfait aux obligations prévues à l'article 57, CIR 92.

Pour ces raisons, mon administration peut admettre que cette cotisation distincte spéciale ne sera pas appliquée aux bénéfices non comptabilisés, ainsi qu'aux dépenses comptabilisées et aux avantages de toute nature qui ne sont pas justifiés de la manière prévue, à condition que ces éléments :

— Ou bien soient taxés à titre de revenus professionnels dans le chef des administrateurs ou associés, avec leur accord;

— Ou bien soient réintégrés dans le patrimoine de la société par une adaptation de la comptabilité.

Dans l'état actuel des choses, mon administration accepte même que cet accord soit donné ou cette comptabilisation à titre de revenus de la société, effectuée après la clôture de l'exercice comptable, pour autant que cet accord intervienne à un moment où il est encore possible d'imposer le bénéficiaire de l'attribution dans les délais légaux ou que cette comptabilisation ait lieu dans les délais légaux d'imposition.

Il résulte par conséquent clairement de ce qui précède que l'attitude conciliante de mon administration permet aux contribuables concernés d'encre pouvoir éviter la cotisation distincte spéciale visée à l'article 219, CIR 92. L'appréciation d'opportunité dont, selon l'honorable membre, disposeraient les fonctionnaires taxateurs, n'existe dès lors pas.

J'ai toutefois chargé mon administration d'examiner si cette attitude conciliante peut encore se justifier dès lors qu'on constate que certaines sociétés négligent systématiquement, lors de l'accomplissement de leurs obligations fiscales, de justifier les dépenses comptabilisées et les avantages de toute nature au moyen de fiches individuelles et de relevés récapitulatifs et ne cherchent à rectifier cette négligence de la manière décrite au quatrième alinéa, qu'à l'occasion de l'examen de leur situation fiscale (à cet égard, voir aussi la question parlementaire n° 68 du 22 mars 1996, posée par M. le sénateur Hatry, bulletin des *Questions et Réponses*, n° 1-19 du 28 mai 1996, Sénat, session de 1995-1996, pp. 956-957).

Question n° 121 de Mme Nelis-Van Liedekerke du 20 septembre 1996 (N.):

Douanes et accises. — Bureau d'Alost. — Transfert à Termonde.

Le projet de fermer le bureau de douane d'Alost et de le transférer à Termonde inquiète les entreprises de la région d'Alost-Ninove-Grammont et Zottegem.

La situation de cet important bureau de douane est, pour de nombreuses entreprises d'import-export de la région, un facteur important dans le calcul de leurs coûts. Les trajets jusqu'à Termonde et la perte de temps qui en découlera représenteront un nouveau supplément de coût.

Étant donné les problèmes croissants de compétitivité que connaissent les entreprises de la région, Alost est pour elles un lieu d'établissement idéal.

L'application éventuelle de la mesure précitée menacerait l'emploi local d'une trentaine de personnes, ce qui n'est pas raisonnable dans la conjoncture actuelle.

Où en est-on dans ce dossier ?

Quelles sont les raisons de ce transfert éventuel ?

Réponse : J'ai l'honneur d'informer l'honorable membre qu'un projet relatif notamment à la fusion et à la suppression de certains bureaux des douanes et/ou des accises est actuellement à l'examen.

Het zou evenwel overdreven zijn systematisch de bedoelde bijzondere afzonderlijke aanslag te vestigen in alle gevallen waarin een vennootschap niet aan de in artikel 57, WIB 92, gestelde verplichtingen heeft voldaan.

Om die redenen kan mijn administratie ermee instemmen dat de voormelde bijzondere afzonderlijke aanslag niet zal worden toegepast op de niet-geboekte winsten, evenals de geboekte kosten en de voordeelen van alle aard die niet op de vereiste wijze zijn verantwoord, op voorwaarde dat die bestanddelen:

— Ofwel, met hun akkoord, als beroepsinkomsten van de bestuurders of vennoten worden belast;

— Ofwel, door een aanpassing van de boekhouding, in het vermogen van de vennootschap worden uitgedrukt.

Het is zelfs zo dat mijn administratie, in de huidige stand van zaken, aanvaardt dat, die akkoordverklaring of die boeking als inkomen van de vennootschap, gebeurt na de afsluiting van het boekjaar, voor zover die akkoordverklaring gebeurt op een ogenblik dat het nog mogelijk is de verkrijger van de toekenning binnen de wettelijke termijnen te belasten of die boeking plaatsvindt binnen de wettelijke aanslagtermijnen.

Uit hetgeen voorafgaat blijkt derhalve duidelijk dat door de soepele houding van mijn administratie het de betrokken belastingplichtigen zelf zijn die de in artikel 219, WIB 92, vermelde bijzondere afzonderlijke aanslag alsnog kunnen vermijden. De door het geachte lid aangehaalde opportunitetsbeoordeling waarover de taxatieambtenaren zouden beschikken is derhalve onbestaande.

Evenwel heb ik mijn administratie de opdracht gegeven te onderzoeken of die soepele houding verder kan worden gerechtvaardigd, gelet op de vaststelling dat bepaalde vennootschappen bij het vervullen van hun fiscale verplichtingen stelselmatig nalaten de geboekte kosten en de voordeelen van alle aard door middel van individuele fiches en samenvattende opgaven te verantwoorden en, enkel bij het onderzoek van hun fiscale toestand, die nalatigheid op de in het vierde lid beschreven wijze trachten recht te zetten (zie dienaangaande ook de parlementaire vraag nr. 68 van 22 maart 1996, gesteld door de heer senator Hatry, bulletin van *Vragen en Antwoorden*, nr. 1-19 van 28 mei 1996, Senaat, zitting 1995-1996, blz. 956-957).

Vraagnr. 121 van mevrouw Nelis-Van Liedekerke d.d. 20 september 1996 (N.):

Douane en accijnen. — Kantoor van Aalst. — Overbrenging naar Dendermonde.

De bedrijfswereld uit de regio's Aalst-Ninove-Geraardsbergen en Zottegem, maakt zich zorgen over plannen om het douanekantoor te Aalst te sluiten en over te brengen naar Dendermonde.

De ligging van dit belangrijk douanekantoor is voor vele import- en exportbedrijven uit de regio een belangrijke factor in de kostenberekening. Verplaatsingen naar Dendermonde en het hieraan verbonden tijdverlies zullen opnieuw een meerkost betekenen.

In het kader van de steeds moeilijker wordende concurrentiepositie van de bedrijven uit de regio is Aalst een ideale vestigingsplaats.

Door deze eventuele maatregel komt de lokale tewerkstelling van een 30-tal personen in het gedrang, wat in de huidige conjunctuur niet verantwoord is.

Wat is de stand van zaken in dit dossier ?

Welke is de motivering voor deze eventuele wijziging van vestigingsplaats ?

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid mee te delen dat momenteel een ontwerp houdende onder andere de samenvoeging en de afschaffing van sommige douane- en/of accijnskantoren wordt onderzocht.

À cet égard, aucune décision n'a encore été prise car ce projet doit être soumis au préalable à la concertation des organisations syndicales représentatives.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'éventualité d'une possible implantation d'un nouveau bureau des douanes sur le site industriel de Termonde cette possibilité est en effet étudiée à l'Administration centrale des douanes. Néanmoins, il convient de noter que jusqu'à nouvel ordre les activités du bureau Alost DAE à Alost restent stables.

Les propositions de suppression du bureau d'alost DAE résultent de mesures de rationalisation et, notamment, la nécessité pour l'administration d'utiliser les moyens dont elle dispose de manière aussi fonctionnelle que possible. Elle doit donc installer ses services là où se trouve le plus grand et le plus important flux de marchandises soumis à contrôle, ce qui répond en même temps aux besoins du commerce national et international.

De plus, en ce qui concerne l'accessibilité et l'infrastructure du bureau d'alost, il convient de signaler que celles-ci sont loin d'être optimales.

Étant donné que dans le cadre du transit communautaire simplifié, les contrôles à l'importation et à l'exportation peuvent toujours être effectués par les services douaniers au sein même des firmes, les mesures envisagées ne peuvent, par conséquent, entraîner aucun frais supplémentaire ni de perte de temps pour la firme concernée.

S'agissant de l'emploi, il ressort que la proposition de suppression du bureau d'Alost DAE concerne uniquement la consistance actuelle, à savoir 8 agents, qui pourraient tous être réaffectés dans les environs immédiats (terrain industriel de Termonde).

Question n° 125 de M. Anciaux du 11 octobre 1996 (N.):

Communes et CPAS. — Dette fiscale.

L'honorable ministre pourrait-il me fournir des chiffres relatifs à la dette fiscale des communes et des CPAS qui doit être transférée à l'État, et ce, pour la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, pour ce qui est, d'une part, du précompte immobilier et, d'autre part, du précompte professionnel ?

Réponse : L'honorable membre voudra bien trouver ci-après la réponse à sa question.

a) En matière de précompte professionnel

Le tableau ci-après reprend le montant (en francs) du précompte professionnel, enrôlé ou non, dû ou (en l'absence de déclaration) présumé dû au 30 juin 1996, sous réserve que seuls y sont repris les communes et les CPAS dont la dette en principal s'élève à au moins 50 000 francs.

	Région flamande — <i>Vlaams Gewest</i>	Région wallonne — <i>Waals Gewest</i>	Région de Bruxelles-Capitale — <i>Brussels Hoofdstedelijk Gewest</i>	Royaume — <i>Rijk</i>
--	--	---	--	-----------------------------

Communes. — <i>Gemeenten</i>	5 815 427 ⁽¹⁾	0	1 422 693 ⁽²⁾	7 238 120 ⁽³⁾
CPAS. — <i>OCMW</i>	3 078 456 ⁽⁴⁾	0	10 461 773	13 540 229 ⁽⁵⁾

⁽¹⁾ Dont 5 611 656 francs dette contestée.

⁽²⁾ Dont 1 277 531 francs dette contestée.

⁽³⁾ Dont 6 889 187 francs dette contestée.

⁽⁴⁾ et ⁽⁵⁾ Dont 208 392 francs dette contestée.

b) En matière de précompte immobilier

Des statistiques distinctes relatives aux communes et aux CPAS ne sont pas tenues en la matière.

Hieromtrent werd evenwel nog geen enkele beslissing genomen, mede gelet op het feit dat dit ontwerp ook aan een voorafgaand overleg met de representatieve vakorganisaties moet worden onderworpen.

Anderzijds is het zo dat de mogelijke huisvesting van een nieuw douane kantoor op het industrieterrein te Dendermonde momenteel ter studie ligt bij de Centrale Administratie der douane en accijnzen en dat tot nader order de huidige activiteiten van het kantoor Aalst DAE te Aalst gehandhaafd blijven.

De voorstellen tot afschaffing van het kantoor Aalst DAE zijn ingegeven door rationaliteitsoverwegingen en met name de noodzaak voor de administratie om haar middelen zo functioneel mogelijk in te zetten. Ze dient bijgevolg haar diensten in te planten waar de grootste en de meest aan controle onderhevige goederenstromen zich bevinden, wat tevens tegemoetkomt aan de noden van de nationale en internationale handel.

Voorts dient wat de bereikbaarheid en de infrastructuur van het kantoor Aalst betreft, erop te worden gewezen dat deze verre van optimaal zijn.

Aangezien in het kader van het systeem van de vereenvoudiging, de in- en uitvoercontroles door de douanediensten steeds bij de firma's zelf kunnen gebeuren, dienen de overwogen maatregelen bijgevolg geen bijkomende kosten noch tijdverlies voor de betrokken bedrijfswereld met zich te brengen.

Wat het tewerkstellingsaspect betreft is het zo dat het voorstel tot afschaffing van het kantoor Aalst DAE enkel betrekking heeft op de huidige formatie ervan, te weten 8 ambtenaren, die allen in de onmiddellijke nabijheid (industrieterrein Dendermonde) zullen kunnen worden tewerkgesteld.

Vraag nr. 125 van de heer Anciaux d.d. 11 oktober 1996 (N.):

Gemeenten en OCMW's. — Belastingsschuld.

Kan de geachte minister mij cijfers verstrekken aangaande de belastingsschuld van de gemeenten en de OCMW's, af te dragen aan de Staat, en dit voor het Vlaams, Waals en Brussels Gewest, uitgesplitst in onroerende voorheffing en bedrijfsvoorheffing ?

Antwoord: Het geachte lid gelieve hierna het antwoord op zijn vraag te willen vinden.

a) Inzake bedrijfsvoorheffing

De tabel hierna geeft het bedrag (in franken) van de ingekohierde of niet-ingekohierde bedrijfsvoorheffing dat verschuldigd of (bij gebrek aan aangifte) vermoedelijk verschuldigd is op 30 juni 1996, met dit voorbehoud dat enkel die gemeenten en OCMW's zijn opgenomen waarvan de schuld in hoofdsom minstens 50 000 frank bedraagt.

	Région flamande — <i>Vlaams Gewest</i>	Région wallonne — <i>Waals Gewest</i>	Région de Bruxelles-Capitale — <i>Brussels Hoofdstedelijk Gewest</i>	Royaume — <i>Rijk</i>
--	--	---	--	-----------------------------

Communes. — <i>Gemeenten</i>	5 815 427 ⁽¹⁾	0	1 422 693 ⁽²⁾	7 238 120 ⁽³⁾
CPAS. — <i>OCMW</i>	3 078 456 ⁽⁴⁾	0	10 461 773	13 540 229 ⁽⁵⁾

⁽¹⁾ Waarvan 5 611 656 frank betwiste schuld.

⁽²⁾ Waarvan 1 277 531 frank betwiste schuld.

⁽³⁾ Waarvan 6 889 187 frank betwiste schuld.

⁽⁴⁾ en ⁽⁵⁾ Waarvan 208 392 frank betwiste schuld.

b) Inzake onroerende voorheffing

Er worden er geen aparte statistieken in hoofde van de gemeenten en OCMW's bijgehouden.

Question n° 130 de M. Anciaux du 25 octobre 1996 (N.):***Taxe de circulation.***

Il existe, en Belgique, des régimes d'exonération d'impôt, pour certaines catégories de groupes cibles. Ces régimes peuvent valoir pour plusieurs types d'impôts et pour diverses catégories de contribuables.

L'honorable ministre pourrait-il me dire si certaines entreprises jouissent aussi d'une exonération totale ou partielle de la taxe de circulation?

Dans l'affirmative, sur quelles bases accorde-t-on ces exonérations de la taxe de circulation?

Les parcs voitures de certaines firmes, qui occupent une position importante en Belgique, bénéficient-ils également d'une forme d'exonération de taxes?

Réponse: En vertu de l'article 172, alinéa 2, de la Constitution, nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi.

Ainsi les exemptions en matière de taxe de circulation sur les véhicules automobiles, une taxe assimilée aux impôts sur les revenus, sont fixées par l'article 5 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Par cette disposition légale, l'exonération de taxe de circulation est accordée en raison de l'usage exclusif qui est fait de certains véhicules imposables (entre autre pour un service public, comme moyen de locomotion personnel par un grand invalide de la guerre ou un infirme, ...) ou en raison de la nature même des véhicules (bateaux et canots, tracteurs agricoles, cyclomoteurs et motocyclettes pourvus d'un moteur d'une cylindrée maximum de 250 centimètres cubes, ...).

Aucune exonération totale ou partielle n'est prévue au profit de certaines firmes et entreprises pas plus que pour des véhicules, du fait que ceux-ci feraient partie du parc automobile de certaines firmes ou entreprises «qui occupent une position importante en Belgique», quelle que puisse être la signification de cette expression.

Les réductions en matière de taxe de circulation sont réglées par les articles 14 à 20 du même code.

L'article 16, § 1^{er}, prévoit une exonération de 10 p.c. de la taxe lorsqu'elle résulte d'une déclaration régulièrement sousscrive par un redévable qui, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition et ce, jusqu'au 30 juin au moins, déclare trois véhicules à moteur ou plus, investis dans une exploitation commerciale, industrielle ou agricole.

En vertu du § 4 du même article, cette réduction est portée à 40 p.c. pour les véhicules dont le poids imposable, remorques comprises, est d'au moins 7 000 kg, qui servent au transport rémunéré de choses par route sous couvert d'une autorisation générale de transport national.

Ici également, tout contribuable sans aucune distinction peut bénéficier de cette réduction, pour autant qu'il remplisse les conditions légales précitées.

Question n° 133 de M. Hatry du 4 novembre 1996 (Fr.):***Dépôt obligatoire des comptes et des bilans à la Banque nationale de Belgique.***

Il me revient que pour les entreprises qui désirent ou qui sont tenues par la loi de déposer leurs comptes et leur bilan annuellement à la Banque nationale de Belgique dans les deux langues nationales principales, celle-ci facture doublement l'enregistrement de ces comptes. Cette pratique, particulièrement onéreuse, frappe de façon inconsidérée les entreprises qui sont désireuses de s'adresser, à l'ensemble des deux communautés ou qui en sont tenues par la loi (entreprises appartenant au service public, en particulier à Bruxelles).

Cette pratique n'apparaît-elle pas à l'honorable ministre comme abusive?

Ceci apparaît d'autant plus excessif que ce n'est que pour des raisons d'efficacité que l'on a confié la tâche de l'enregistrement

Vraag nr. 130 van de heer Anciaux d.d. 25 oktober 1996 (N.):***De verkeersbelasting.***

Voor bepaalde doelgroepen in ons land bestaan er regelingen voor vrijstellingen van belastingen. Deze kunnen gelden voor verschillende soorten van belastingen en voor verschillende doelgroepen.

Kan de geachte minister mij meedelen of er ook voor bepaalde firma's of bedrijven, gehele of gedeeltelijke vrijstellingen bestaan van verkeersbelasting?

Op welke gronden worden deze vrijstellingen van verkeersbelasting toegestaan?

Bestaat er ook een vorm van vrijstelling van belastingen voor wagenparken van bepaalde firma's die een belangrijke positie innemen in België?

Antwoord: Krachtens het tweede lid van artikel 172 van de Grondwet kan geen vrijstelling of vermindering van belasting worden ingevoerd dan door een wet.

Aldus worden de vrijstellingen inzake de verkeersbelasting op de autovoertuigen, een met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belasting, geregeled door artikel 5 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

Met deze wetsbepaling wordt vrijstelling van de verkeersbelasting verleend omwille van het exclusief gebruik dat van bepaalde belastbare voertuigen wordt gemaakt (onder andere voor een openbare dienst, als persoonlijk vervoermiddel van een groot-oorlogsinvalid of gebrekige, ...) ofwel omwille van de aard van de voertuigen zelf (vaartuigen en bootjes, landbouwtractoren, brom- en motorfietsen voorzien van een motor van maximum 250 kubieke centimeter, ...).

Geen enkele gehele of gedeeltelijke vrijstelling is voorzien voor bepaalde firma's en bedrijven evenmin als voor voertuigen wegens het feit dat deze deel zouden uitmaken van de wagenparken van bepaalde firma's of bedrijven «die een belangrijke positie innemen in België», wat ook de betekenis van deze uitdrukking mag zijn.

De verminderingen inzake de verkeersbelasting worden geregeled door de artikelen 14 tot 20 van hetzelfde wetboek.

Artikel 16, § 1, voorziet in een vermindering van 10 pct. van de belasting wanneer zij verschuldigd is krachtens een regelmatige aangifte ingediend door een belastingschuldige die, op 1 januari van het belastingjaar, en dit tot minstens 30 juni, drie of meer motorvoertuigen aangeeft welke geïnvesteerd zijn in een handels-, nijverheids- of landbouwbedrijf.

Deze vermindering wordt overeenkomstig § 4, van hetzelfde artikel verhoogd tot 40 pct. voor de voertuigen, waarvan het belastbaar gewicht, aanhangwagens inbegrepen, ten minste 7000 kg bedraagt en die dienen voor het vervoer van zaken over de weg onder dekking van een algemene vergunning voor nationaal vervoer.

Ook hier kan elke belastingschuldige, zonder onderscheid en voor zover aan de voormelde wettelijke voorwaarden wordt voldaan, deze vermindering genieten.

Vraag nr. 133 van de heer Hatry d.d. 4 november 1996 (Fr.):***Verplichte neerlegging van de balansen en jaarrekeningen bij de Nationale Bank van België.***

Ik heb vernomen dat ten aanzien van ondernemingen die dat wensen of die wettelijk verplicht zijn om jaarlijks hun balans en resultatenrekening in de beide voornaamste landstalen bij de Nationale Bank van België neer te leggen, de registratie van deze jaarrekeningen tweemaal wordt aangerekend. Deze bijzonder dure praktijk treft zonder onderscheid de bedrijven die zich tot de beide gemeenschappen wensen te richten of die daartoe wettelijk verplicht zijn (bedrijven uit de overheidssector, in het bijzonder in Brussel).

Vindt de geachte minister niet dat deze praktijk een vorm van misbruik is?

Erger nog, het is enkel en alleen omwille van de doeltreffendheid dat deze registratie van de jaarrekeningen aan de Nationale

des comptes à la Banque nationale de Belgique, alors qu'il eut été beaucoup plus normal que ce soit le *Moniteur belge* ou un département ministériel qui l'assume.

Ces derniers s'étant révélés incapables d'assumer la tâche, ce n'est en fin de compte que pour des raisons d'efficacité que la Banque nationale de Belgique a été choisie. Encore faut-il qu'un tel monopole ne se comporte pas de façon abusive.

Réponse: En réponse à sa question, l'honorable membre voudra bien trouver ci-après les éléments de réponse obtenus des services de la Banque nationale de Belgique.

La pratique soulevée par l'honorable membre est commune à la Banque nationale et aux greffes de tribunaux de commerce en ce qui concerne respectivement le dépôt des comptes annuels et le dépôt des autres actes sociaux (actes constitutifs, importantes modifications statutaires, nominations et démissions de mandataires, etc.) publiés par extrait ou par mention aux *Annexes au Moniteur belge*.

L'article 52, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative prévoit en effet que les actes et documents imposés par la loi, donc également les comptes annuels, les éventuels comptes consolidés et tous les documents à déposer en même temps que ces comptes, doivent être établis et déposés dans la langue de la région dans laquelle l'entreprise a un siège d'exploitation. La localisation du siège social de l'entreprise n'entre ici en ligne de compte que si le siège social est également un siège effectif d'exploitation (avis n° 1560 du 23 février 1967 de la Commission permanente de contrôle linguistique).

L'entreprise qui a un siège d'exploitation dans la Région de Bruxelles-Capitale a le choix entre le français et le néerlandais. Ce n'est que si l'entreprise a des sièges d'exploitation dans différentes régions linguistiques qu'elle est légalement tenue de déposer ses comptes annuels et les documents y annexés dans la langue de chacune de ces régions (question n° 109 du 27 janvier 1983 de M. Van Grembergen au ministre de la Justice, bulletin des *Questions et Réponses*, Chambre, n° 20, du 22 mars 1983, p. 1565).

Il va de soi qu'une entreprise peut valablement déposer auprès de la Banque nationale les mêmes comptes annuels établis dans différentes langues nationales, même en dehors de toute obligation légale.

L'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 prévoit par ailleurs que les comptes annuels, déposés auprès de la Banque nationale en application de l'article 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté doivent être établis dans une seule langue; les comptes ne peuvent donc comporter des documents établis en plusieurs langues différentes, sous peine de voir leur dépôt refusé par la Banque nationale de Belgique en application de l'article 11, § 2, alinéa 3, du même arrêté. Il en découle qu'une entreprise tenue à publier ses comptes en plusieurs langues (ou souhaitant le faire en dehors de toute obligation légale) doit procéder à autant de dépôts que de langues dans laquelle les comptes concernés sont établis.

Sous réserve des dispositions de l'article 17, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal précité, qui ne sont pas applicables au cas soumis par l'honorable membre puisqu'elles concernent le régime particulier des entreprises de droit étranger ayant en Belgique une succursale ou un siège d'opération, chaque dépôt de comptes annuels ou consolidés donne lieu à la perception des frais de dépôt des comptes annuels, faute de quoi le dépôt de ces comptes doit être refusé par la Banque nationale de Belgique en application de l'article 11, § 2, alinéa 3, du même arrêté.

La pratique mise en exergue par l'honorable membre fait donc une application exacte du prescrit légal et réglementaire concernant le dépôt des comptes annuels.

Question n° 135 de M. Anciaux du 4 novembre 1996 (N.):

La journéed'étude «Fraude fiscale et secret bancaire» organisée par l'ASBL Skyroom Events.

Je constate avec étonnement et exaspération que, entre autres, le juge Jean-Claude Van Espen, Benoît Dejemeppe, procureur du

Bank van België werd toevertrouwdd, terwijl het eigenlijk gaat om een taak die normaal door het *Belgisch Staatsblad* of een ministerieel departement moet worden uitgevoerd.

Aangezien dit in de praktijk niet mogelijk bleek, werd uiteindelijk geopteerd voor de Nationale Bank van België. Dit monopolie mag echter geen aanleiding geven tot misbruik.

Antwoord: Het gelieve het geachte lid hierna in antwoord op zijn vraag, de elementen van antwoord te vinden die verkregen werden van de diensten van de Nationale Bank van België.

De praktijk die door het geacht lid is vastgesteld, is dezelfde voor de Nationale Bank en voor de griffies van de rechtkassen van koophandel, respectievelijk wat betreft de neerlegging van de jaarrekening en de neerlegging van de andere vennootschapsakten (oprichtingen, belangrijke statutenwijzigingen, benoemingen en ontslagen van mandatarissen, enz.) die in de vorm van een uittreksel of van een mededeling in de *Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad* moeten worden bekendgemaakt.

Artikel 52, § 1, 1e lid van de gecoördineerde wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, bepaalt inderdaad dat door de wet opgelegde akten en stukken, waaronder ook de jaarrekening, de eventuele geconsolideerde jaarrekening en alle stukken die tegelijk moeten worden neergelegd, moeten worden opgesteld en openbaar gemaakt in de taal van het gewest waarin het bedrijf een exploitatiezetel heeft. De ligging van de maatschappelijke zetel van de onderneming komt enkel in aanmerking als de maatschappelijke zetel tevens een echte exploitatiezetel is (advies nr. 1560 van 23 februari 1967 van de Vaste Commissie voor Taal-toezicht).

De onderneming die een exploitatiezetel heeft in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, heeft de keuze tussen het Nederlands en het Frans. Enkel indien de onderneming exploitatiezetels in verschillende taalgebieden heeft, moeten de jaarrekening en de erbij horende stukken in de taal van elk van die taalgebieden openbaar worden gemaakt (vraag nr. 109 van 27 januari 1983 van de heer Van Grembergen, bulletin van *Vragen en Antwoorden*, Kamer, nr. 20 van 22 maart 1983, blz. 1565).

Het spreekt vanzelf dat een onderneming dezelfde jaarrekening opgesteld in verschillende landstalen bij de Nationale Bank op een geldige wijze mag neerleggen, zelfs zonder hiertoe enige wettelijke verplichting te hebben.

Artikel 9, § 2, 1e lid, 4^o, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 bepaalt bovendien dat de jaarrekening en alle stukken die samen met de jaarrekening worden neergelegd, in toepassing van artikel 1, lid 2, van dat koninklijk besluit, in éénzelfde taal moeten worden opgesteld. De jaarrekening kan derhalve nooit bestaan uit stukken die in verschillende talen zijn opgesteld. Is dit wel het geval, dan moet de neerlegging ervan krachtens artikel 11, § 2, lid 3, van dat koninklijk besluit door de Nationale Bank worden geweigerd. Hieruit vloeit voort dat een onderneming die ertoe gehouden is haar jaarrekening in verschillende talen op te maken en openbaar te maken (of zulks buiten elke wettelijke verplichting om toch wenst te doen) moet overgaan tot evenveel neerleggingen als er talen zijn waarin de betrokken jaarrekening wordt opgesteld.

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 17, § 2, lid 2, van voornoemd koninklijk besluit, die niet van toepassing zijn op het door het geachte lid voorgelegd geval omdat ze op het speciaal regime van de ondernemingen naar buitenlands recht met een bijkantoor of een zetel van verrichting in België betrekking hebben, moeten de neerleggingskosten bij elke neerlegging van een jaarrekening of van een geconsolideerde jaarrekening worden betaald. Is dit niet het geval, dan moet de neerlegging ervan krachtens artikel 11, § 2, lid 3, van dat koninklijk besluit door de Nationale Bank worden geweigerd.

De door het geachte lid vastgestelde praktijk is dus volledig in overeenstemming met de wettelijke en reglementaire voorschriften met betrekking tot de neerlegging van de jaarrekening.

Vraag nr. 135 van de heer Anciaux d.d. 4 novembre 1996 (N.):

De door de VZW Skyroom Events georganiseerde studiedag «Fraude fiscale et secret bancaire».

Met woedende verbazing stel ik vast dat onder andere rechter Jean-Claude Van Espen, procureur des Konings van Brussel

Roi à Bruxelles, Marcel Lamy, directeur de l'ISI pour le district de Bruxelles et Jean-Marc Delporte, des contributions, prêteraient leur collaboration à la journée d'étude «Fraude fiscale et secret bancaire» le 23 octobre 1996. Toutes ces personnes feraient un exposé lors de cette journée d'étude. Il n'y aurait en principe aucune objection à émettre contre une telle participation à une «journée d'étude», si ce n'était que les autres orateurs sont des représentants d'institutions qui, il y a peu, ont manifestement enfreint la loi. Ainsi, une personne appartenant à un bureau d'avocats qui est actuellement le défenseur de KB-Lux, ferait une intervention. Cette journée d'étude n'est pas destinée à des journalistes, à des contribuables ordinaires, à des représentants des autorités publiques mais à des holdings, des banques, etc. Par ailleurs, je considère les références avancées par l'ASBL Skyroom Events, je n'en suis que plus convaincu du fait que cette journée d'étude s'adresse principalement à des organisations qui ont tout intérêt à être confrontées le moins possible à des restrictions légales. En outre, il semble que l'on ait l'intention de discuter, lors de cette journée d'étude, de l'usage potentiel de constructions fiscales d'ores et déjà interdites par la loi. Ainsi, sur l'invitation, après le titre «Vous y apprendrez», on peut lire «Pourra-t-on encore recourir à l'avenir à des techniques du genre back-to-back ou assimilées?». Vous savez comme moi que ces techniques de «back-to-back» sont proscrites. Or, à l'évidence, on s'interroge encore ouvertement sur la possibilité de continuer à les utiliser à l'avenir.

J'apprends que l'ASBL Skyroom Events est étroitement liée au monde bancaire. La journée d'étude elle-même est dès lors organisée dans les bâtiments de la Générale de Banque. Le ministre des Finances a déjà fait savoir que le monde financier n'était pas satisfait des nouvelles mesures gouvernementales de lutte contre la fraude fiscale. Le ministre n'est-il pas d'avis que les représentants officiels ne doivent laisser planer aucun doute quant au camp auquel ils appartiennent et qu'ils ne peuvent dès lors prendre part à des manifestations semant la confusion à ce sujet?

Le programme prévoit, à 16 h 20, un «question time», lors duquel des questions pourront être posées aux orateurs. L'honorable ministre ne pense-t-il pas que les représentants officiels risquent d'être confrontés à des questions qui pourraient les amener à prendre des libertés avec l'article 458 du Code pénal? Cet article dispose en effet que tous les «dépositaires, par état ou par profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice et celui où la loi les oblige à faire connaître ces secrets, les auront révélés, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende».

Eu égard aux circonstances présentes, où le monde bancaire a en fait été discrédité dans sa globalité, il me semble aller de soi que les représentants du parquet, des services des contributions et de la magistrature se tiennent totalement à l'écart de journées d'étude où des banquiers se penchent notamment sur les possibilités de continuer à l'avenir à contourner la loi. L'honorable ministre partage-t-il mon opinion et s'efforcera-t-il d'empêcher la participation de représentants officiels à de telles initiatives?

Réponse: M. Jean-Marc Delporte, administrateur général adjoint des impôts, avec mon accord, et M. Marcel Lamy, directeur régional de l'Inspection spéciale des impôts à Bruxelles, avec l'accord de son directeur général, ont participé en qualité d'orateur à la journée d'étude intitulée «Fraude fiscale et secret bancaire» organisé par l'ASBL Skyroom Events le 23 octobre dernier.

L'exposé de M. Delporte avait pour intitulé «Nouvelles mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la fraude fiscale et impact du nouveau code de procédure» et constituait un simple commentaire des dernières mesures gouvernementales en la matière. M. Delporte a d'ailleurs précisé que ledit commentaire s'effectuait «de manière prudente compte tenu que les textes sur le sujet sont encore en discussion et doivent par après encore passer devant le Conseil d'État». M. Lamy quant à lui a abordé uniquement le mode de fonctionnement et la méthodologie d'enquêtes de l'Inspection spéciale des impôts. La matière et le contenu de ces

Benoît Dejemeppe, directeur de la BBI de Bruxelles, Marcel Lamy et Jean-Marc Delporte de la Belastingen hun medewerking zouden verlenen aan de studiedag «Fraude fiscale et secret bancaire» op 23 oktober 1996. Al deze personen namen zich voor een toespraak te houden op deze studiedag. In principe zouden er geen bezwaren kunnen ingeroepen worden tegen deze deelname aan een «studiedag», ware het niet dat de andere sprekers vertegenwoordigers zijn van instellingen die in het nabij verleden klaarblijkelijk de wet hebben overtreden. Zo zou bijvoorbeeld een persoon die behoort tot het advocatenbureau dat op dit moment de pleitbezorger is van KB-Lux een toespraak houden. Deze studiedag richt zich niet tot journalisten, gewone belastingplichtigen, vertegenwoordigers van de overheid maar tot holdings, banken, enz. Ook als ik rekening hou met de referenties waarnaar de VZW Skyroom Events verwijst groeit mijn overtuiging dat deze studiedag zich hoofdzakelijk richt tot organisaties die er alle belang bij hebben om met zo weinig mogelijk wettelijke restricties geconfronteerd te worden. Bovendien blijkt het voorneem te bestaan om op deze studiedag de aanwendbaarheid van fiscale constructies te bespreken die reeds nu door de wet verboden zijn. Zo kan ik op de uitnodiging onder de hoofding «Vous y apprendrez» het volgende lezen: «Pourra-t-on encore recourir à l'avenir à des techniques du genre «back-to-back» ou assimilées?» U weet net als ik dat «back-to-back»-technieken verboden zijn. Blijkbaar stelt men zich toch openlijk de vraag of het in de toekomst nog mogelijk zal zijn om «back-to-back»-technieken aan te wenden.

Ik verneem dat de VZW Skyroom Events nauw gelieerd is aan het bankwezen. De studiedag zelf wordt dan ook georganiseerd in de gebouwen van de Generale Bank. De minister van Financiën gaf reeds te kennen dat de financiële wereld niet gelukkig is met de nieuwe regeringsmaatregelen ter bestrijding van fiscale fraude. Meent de geachte minister dan niet dat officiële vertegenwoordigers geen twijfel mogen laten bestaan over het gegeven aan welke zijde zij staan en bijgevolg niet mogen deelnemen aan evenementen die hierover twijfel zaaien?

In het programma staat vermeld dat er om 16 u 20 «question time» is waarbij er vragen kunnen gesteld worden aan de sprekers. Meen de geachte minister niet dat de kans bestaat dat de officiële vertegenwoordigers met vragen geconfronteerd worden waardoor zij een loopje zullen nemen met artikel 458 van het Strafwetboek? Dit artikel stelt immers dat alle personen «die uit hoofde van hun staat of beroep kennis dragen van geheimen die hun zijn toevertrouwd, en deze bekend maken buiten het geval dat zij geroepen worden om in recht getuigenis af te leggen en buiten het geval dat de wet hen verplicht die geheimen bekend te maken», gestraft worden met een gevangenisstraf of met een geldboete.

Gezien de huidige omstandigheden waarbij het bankwezen feitelijk in haar totaliteit in opspraak is gekomen lijkt het mij dan ook de evidentie zelf dat vertegenwoordigers van het parket, de diensten der belastingen en rechters zich totaal afzijdig houden van studiedagen waarop bankiers zich onder andere buigen over de mogelijkheden om in de toekomst de wet te blijven omzeilen. Deelt de geachte minister mijn mening ter zake en zal hij de deelname van officiële vertegenwoordigers aan dergelijke initiatieven trachten te verhinderen?

Antwoord: De heer Jean-Marc Delporte, adjunct-administrateur-generaal van de belastingen, met mijn akkoord, en de heer Marcel Lamy, gewestelijk directeur van de Bijzondere Belastinginspectie van Brussel, met het akkoord van zijn directeur-generaal, hebben als spreker deelgenomen aan de studiedag over «Fraude fiscale et secret bancaire», georganiseerd door de VZW Skyroom Events op 23 oktober laatstleden.

De uiteenzetting van de heer Delporte handelde over «Nouvelles mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la fraude fiscale et impact du nouveau code de procédure» en bestond uit een eenvoudige commentaar op de laatste regeringsmaatregelen ter zake. De heer Delporte heeft er trouwens op gewezen dat de door hem gegeven toelichting «met de nodige voorzichtigheid diende te worden benaderd, rekening houdend met het feit dat de teksten over het onderwerp nog ter discussie liggen en daarna nog naar de Raad van State moeten». De heer Lamy, van zijn kant, heeft louter de manier van werken en de

interventions ne prêtent donc à aucune ambiguïté, confusion, ou violation du secret professionnel de quelque sorte. Les extraits de presse relatant cette journée d'étude précisent d'ailleurs que ce séminaire s'est déroulé selon les règles, c'est-à-dire de manière purement technique et académique.

Il est également évident, et le contraire n'aurait pu être accepté, qu'au cours du «question-time» seules des questions d'ordre général excluant tout cas particulier d'entreprise ou de secteur ont été posées et qu'aucun cas concret n'a été évoqué. Les articles de presse invoqués ci-dessus le confirment.

Par ailleurs, je ne vois pas d'opposition générale à ce que des fonctionnaires, dans le respect des règles administratives et déontologiques, participent à des conférences ou donnent des cours, ce dans le cadre de leurs activités professionnelles ou dans le cadre d'une activité professionnelle complémentaire autorisée en cumul. Leur participation devant, bien sûr, se limiter à l'aspect théorique de la matière.

Vice-Premier ministre et ministre du Budget

Question n° 19 de Mme de Bethune du 8 novembre 1996 (N.):

Emploi de handicapés dans les administrations de l'État.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 34 adressée au Premier ministre, et publiée plus haut (p. 1572).

Réponse : En ma qualité de ministre du Budget, je dispose des services de l'administration du Budget et du Contrôle des Dépenses qui fait partie organiquement du ministère des Finances.

Je prie dès lors l'honorable membre de bien vouloir se référer à la réponse qui lui sera fournie par mon collègue, le ministre des Finances.

En ce qui concerne mon cabinet ministériel, je vous informe qu'aucun handicapé n'y est employé.

Ministre de la Santé publique et des Pensions

Pensions

Question n° 70 de M. Destexhe du 8 novembre 1996 (Fr.):

Indemnisation des militaires blessés en mission.

Le journal *Le Soir* a dernièrement raconté le récit d'un casque bleu belge blessé en Somalie en mars 1993. Celui-ci témoigne d'un manque de soutien psychologique et social au moment de son retour en Belgique: «L'après-accident m'a fait plus mal que les blessures».

Depuis trois ans, monsieur Jean-Bernard Mathieu n'a toujours reçu aucune indemnisation. Dès l'accident, le centre opérationnel de l'état-major est informé et contacte le service social de l'armée. À partir de ce moment, l'armée ne joue plus.

La victime peut soit demander réparation devant les tribunaux civils, soit au ministère des Pensions. Telle est la solution qui a été choisie par M. Mathieu. Les étapes administratives traînent et les services concernés remettent cette lenteur à la «période de consolidation». Le ministère des Pensions fait une enquête pour voir si le militaire a été blessé pendant et par le fait du service. Une fois la décision prise, elle est encore susceptible d'appel.

onderzoeksmethodologie van de Bijzondere Belastinginspectie behandeld. De materie en de inhoud van die tussenkomsten lenen zich tot geen enkele dubbelzinnigheid, verwarring of schending van het beroepsgeheim op welke wijze ook. De persuitreksels over deze studiedag preciseren trouwens dat dit seminarie volgens de regels, t.t.z. zuiver technisch en academisch verlopen is.

Het spreekt tevens voor zich dat tijdens de «question-time» alleen vragen aan bod zijn gekomen van algemene strekking. Vragen betreffende een welbepaalde onderneming of een welbe-paalde sector zouden niet aanvaard zijn geworden. Geen enkel concreet geval werd aangeroerd. De vorenbedoelde persartikelen bevestigen dit.

Bovendien zie ik geen beletsel van algemene aard waardoor ambtenaren, in overeenstemming met de administratieve en deontologische regels, niet zouden mogen deelnemen aan conferenties of zouden mogen les geven in het kader van hun beroepsactiviteit of in het kader van een aanvullende beroepsactiviteit waarvoor een cumulaanvraag werd ingewilligd.

Vice-Eerste minister en minister van Begroting

Vraag nr. 19 van mevrouw de Bethune d.d. 8 november 1996 (N.):

Tewerkstelling van de mindervaliden bij de rijksdiensten.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 34 aan de Eerste minister, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1572).

Antwoord: In mijn hoedanigheid van minister van Begroting beschik ik over de diensten van de administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven die organiek deel uitmaakt van het ministerie van Financiën.

Ik mag het geacht lid dan ook verwijzen naar het antwoord dat hem door mijn collega, de minister van Financiën zal worden verstrekt.

Wat mijn ministerieel kabinet betreft, kan ik u mededelen dat er op dit ogenblik geen mindervalide is tewerkgesteld.

Minister van Volksgezondheid en Pensioenen

Pensioenen

Vraag nr. 70 van de heer Destexhe d.d. 8 november 1996 (Fr.):

Vergoeding van militairen die gewond werden tijdens een opdracht.

De krant *Le Soir* heeft onlangs het verhaal gepubliceerd van een Belgische blauwhelm die in maart 1993 in Somalië gewond werd. Hij maakt gewag van een gebrek aan psychologische en sociale steun bij zijn terugkeer in België. Hij zei dat de nasleep van het ongeluk hem meer pijn heeft berokkend dan de verwondingen.

De heer Jean-Bertrand Mathieu heeft sedert drie jaar nog geen schadeloosstelling ontvangen. Sedert dat ongeluk is het operationeel centrum van de generale staf op de hoogte gebracht en is dat centrum in contact getreden met de sociale dienst van het leger. Vanaf dat ogenblik is de rol van het leger uitgespeeld.

Het slachtoffer kan een schadeloosstelling vragen, ofwel voor de burgerlijke rechtbanken, ofwel bij de administratie van Pensioenen. De heer Mathieu koos voor deze laatste mogelijkheid. De administratieve procedure blijft aanslepen en de betrokken diensten wijten deze traagheid aan de «consolidatieperiode». De administratie van Pensioenen voert een onderzoek om te weten of de militair gewond werd tijdens en in de uitoefening van de dienst. Als de beslissing eenmaal genomen is, kan daartegen nog beroep worden aangetekend.

Pouvez-vous, madame la ministre, me répondre aux questions suivantes :

1. La loi prévoit-elle un délai maximum entre le moment où le dossier est introduit auprès du ministère des Pensions et le moment où le blessé va recevoir ses indemnités ? Dans l'affirmative, quel est-il ? En cas de réponse négative, ne pensez-vous pas qu'il serait indispensable de le fixer ?

2. Une fois la décision prise de verser les indemnités, est-ce avec effet rétroactif ?

3. Quelle est la procédure suivie afin de vérifier si le militaire a été blessé pendant et par le fait du service ?

Réponse : L'honorable membre trouvera ci-après la réponse à ses questions.

1. La loi ne prévoit pas de délai maximum entre d'une part, le moment où un dossier de pension de réparation est introduit auprès de l'administration des Pensions, et d'autre part la date à laquelle une éventuelle pension de réparation fera l'objet d'un paiement effectif. Dans la pratique des choses, fixer un tel délai serait d'ailleurs irréaliste. Il faut en effet savoir que la durée de la procédure relative à l'octroi d'une pension de réparation dépend d'un certain nombre de facteurs, variables d'une situation à l'autre, et qui interfèrent mutuellement entre eux. Parmi ces facteurs, relevons principalement : la date à laquelle la demande de pension est régulièrement introduite, l'évolution médicale de l'affection invoquée et notamment la date à laquelle la consolidation de l'invalidité intervient, la durée nécessaire à l'office médico-légal pour pratiquer les expertises médicales et concrétiser ces expertises dans des conclusions, le dépôt d'une demande de remise de séance présentée par le requérant ou son défenseur, l'éventuel renvoi du dossier à l'office médico-légal pour examen complémentaire, la nécessité, dans certains cas, d'obtenir communication d'un dossier judiciaire.

2. Les pensions de réparation prennent cours en principe le premier jour du mois durant lequel la demande de pension d'invalidité est introduite. Il en résulte que quelle soit la date à laquelle les commissions de pensions se prononcent sur les droits à pension, leurs décisions produisent leurs effets au premier jour du mois de la demande. Si une pension de réparation est octroyée, elle sera dès lors payable à partir de cette date.

3. L'octroi d'une pension de réparation s'effectue selon la procédure prévue par les lois coordonnées sur les pensions de réparation, et plus particulièrement l'article 45 de ces lois. Dans ses grandes lignes, cette procédure se déroule de la façon suivante.

Une fois la demande de pension de réparation introduite, le dossier, partiellement constitué par l'administration des Pensions, est envoyé à l'office médico-légal, qui a pour mission de fixer le degré d'invalidité correspondant à l'affection invoquée. Sur la base des conclusions de cet office, la Commission des pensions de réparation, juridiction contentieuse administrative présidée par un magistrat, se prononce sur l'existence ou non d'un lien entre le fait du service et le dommage physique invoqué, sur le degré d'invalidité sur la base duquel l'éventuelle pension de réparation sera calculée, et sur la date de prise de cours de celle-ci.

La décision rendue par ladite commission est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la Commission d'appel des Pension de réparation, appel qui peut être introduit soit par l'invalidé, soit par l'administration des Pensions au nom du ministre qui a les pensions de réparation dans ses attributions.

Ministre des Affaires étrangères

Question n° 83 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du ministre.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 182 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1562).

Kunt u mij een antwoord geven op de volgende vragen :

1. Schrijft de wet een maximumtermijn voor tussen het tijdstip waarop het dossier bij de administratie van Pensioenen wordt ingediend en het tijdstip waarop de gewonde zijn vergoeding zal ontvangen ? Zo ja, hoe lang is die termijn ? Zo neen, denkt u niet dat die dringend zou moeten worden vastgesteld ?

2. Als de beslissing om een vergoeding te betalen eenmaal genomen is, geschiedt die dan met terugwerkende kracht ?

3. Welke procedure wordt er gevuld om na te gaan of de militair gewond is tijdens en in de uitvoering van de dienst ?

Antwoord : Het geachte lid vindt hierna het antwoord op zijn vragen :

1. De wet voorziet geen maximumtermijn tussen enerzijds, het ogenblik dat een dossier vergoedingspensioen is ingediend bij de administratie der Pensioenen en anderzijds, de datum waarop een eventueel vergoedingspensioen effectief zal uitbetaald worden. Praktisch gezien zou het trouwens irrealistisch zijn een dergelijke termijn te bepalen. Men dient inderdaad te weten dat de duur van de procedure betreffende de toekenning van een vergoedingspensioen afhangt van een aantal factoren die verschillen van geval tot geval en die onderling op elkaar kunnen interfereren. De voornameste van deze factoren zijn : de datum waarop de pensioen-aanvraag regelmatig ingediend is, de medische evolutie van de ingeroepen kwaal en meer in het bijzonder de datum waarop de invaliditeit geconsolideerd wordt, de duur die de gerechtelijke geneeskundige dienst nodig heeft om de medische onderzoeken uit te voeren en deze onderzoeken weer te geven in besluiten, de vraag tot uitslag van zitting neergelegd door de verzoeker of zijn raadsman, de eventuele terugzending van het dossier naar de gerechtelijke geneeskundige dienst voor een bijkomend onderzoek, de noodzaak, in sommige gevallen, om in het bezit gesteld te worden van een gerechtelijk dossier.

2. In principe gaan de vergoedingspensioenen in op de eerste dag van de maand gedurende dewelke de aanvraag om invaliditeitspensioen wordt ingediend. Hieruit volgt dat welke ook de datum is waarop de commissies voor vergoedingspensioenen uitspraak doen over de rechten op het pensioen, deze beslissingen uitwerking hebben vanaf de eerste dag van de maand van de aanvraag. Wanneer een vergoedingspensioen toegekend wordt, zal het derhalve betaald worden vanaf deze datum.

3. De toekenning van een vergoedingspensioen gebeurt volgens de procedure voorzien door de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen en meer bepaald door artikel 45 van deze wetten. In kort zijn dit de hoofdlijnen volgens dewelke de procedure zich afspeelt.

Eens de pensioenaanvraag ingediend, wordt het dossier, gedeeltelijk samengesteld door de administratie der Pensioenen, overgemaakt aan de gerechtelijke geneeskundige dienst, wiens opdracht eruit bestaat om een invaliditeitspercentage vast te stellen voor de ingeroepen kwaal. Op basis van de besluiten van deze dienst, spreekt de Commissie voor vergoedingspensioenen, een administratief rechtscollege voorgezeten door een magistraat, zich uit over het al dan niet bestaan van een verband tussen de dienst en het ingeroepen schadelijk feit, over de invaliditeitsgraad op basis van dewelke een eventuele vergoedingspensioen kan berekend worden en over de ingangsdatum van dit pensioen.

De beslissing uitgesproken door deze commissie kan aangevochten worden door de Commissie van beroep voor vergoedingspensioenen ofwel door een beroep ingediend door de invalide ofwel door een beroep ingediend door de administratie der Pensioenen in naam van de minister die de vergoedingspensioenen onder zijn bevoegdheid heeft.

Minister van Buitenlandse Zaken

Vraag nr. 83 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 182 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hierover werd gepubliceerd (blz. 1562).

Réponse: 1. Suite à une proposition conjointe du ministre des Affaires étrangères et du ministre de la Justice, le Conseil des ministres a décidé, lors de sa réunion du 13 septembre 1996, de créer une Commission nationale des droits de l'enfant. Ces deux ministres doivent présenter prochainement un rapport sur le suivi et les modalités pratiques qu'ils ont réservé à cette décision de principe.

La tâche principale de cette commission est :

(i) De contribuer à la rédaction des rapports périodiques que la Belgique, en tant qu'État Partie à la Convention relative aux droits de l'enfant, doit transmettre aux Nations unies tous les cinq ans; et

(ii) De s'assurer de la mise en œuvre et du suivi dans notre pays des recommandations émises par le Comité des droits de l'enfant lors de l'examen de ces rapports nationaux.

Le secrétariat de cette commission nationale a été confié au ministère des Affaires étrangères. Ce département a été chargé d'organiser, à un rythme régulier, les réunions de coordination portant sur ces questions en y associant les départements fédéraux et fédérés compétents ainsi que les organisations non-gouvernementales actives dans le domaine de la protection des enfants.

La création de la commission nationale constitue une réponse concrète à une suggestion formulée par le Comité des droits de l'enfant lors de l'examen en juin 1995 du premier rapport de la Belgique consacré à la Convention relative aux droits de l'enfant.

Le ministère des Affaires étrangères a pour sa part publié en octobre 1992 dans la collection «Textes et Documents» une brochure consacrée à la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant. Cette brochure, à large tirage, a été éditée en langues française, néerlandaise et anglaise et diffusée dans nos postes à l'étranger ainsi qu'àuprès des milieux intéressés.

2. Le rôle du ministère des Affaires étrangères est de s'assurer du respect des engagements internationaux auxquels la Belgique a souscrit en ratifiant la Convention relative aux droits de l'enfant. La mise en œuvre sur le plan interne engage la responsabilité du gouvernement de l'État fédéral et des gouvernements des entités fédérées en fonction de leurs compétences respectives.

Le ministère des Affaires étrangères est plus particulièrement concerné par la dimension internationale des diverses questions qui sont reprises dans les articles de la Convention, notamment les articles 2, 11, 19, 21, 22, 30, 34, 35 et 38 de la Convention.

3. Les éléments d'information sur ce point sont repris dans les deux points susmentionnés.

4. Le secrétariat de la Commission nationale des droits de l'enfant est assuré par la Section droits de l'homme de la direction des Nations unies. Cette direction dépend de la direction générale de la politique du ministère des Affaires étrangères.

Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes

Emploi et Travail

Question n° 47 de Mme Nelis-Van Liedekerke du 28 juin 1996 (N.):

Plan d'accompagnement des chômeurs.

Le 24 avril 1996, je vous ai posé, sous le n° 37 (bulletin des *Questions et Réponses*, Sénat, n° 19 du 28 mai 1996, p. 949) la question suivante relative au sujet mentionné sous rubrique :

Antwoord: 1. Ingevolge een gezamenlijk voorstel van de minister van Buitenlandse Zaken en de minister van Justitie, besliste de Ministerraad, tijdens zijn vergadering van 13 september 1996, tot de oprichting van een Nationale Commissie voor de rechten van het kind. Beide ministers dienen binnenkort verslag uit te brengen over het gevolg dat zij aan deze principesbeslissing hebben voorbehouden en de praktische modaliteiten ervan.

De belangrijkste taak van deze commissie bestaat erin :

(i) Bij te dragen tot het opstellen van de periodieke verslagen die België, als Staat-Partij bij het Verdrag inzake de rechten van het kind, aan de Verenigde Naties dient voor te leggen om de vijf jaar;

(ii) Zich ervan te vergewissen dat de aanbevelingen geformuleerd door het Comité voor de rechten van het kind naar aanleiding van het onderzoek van de nationale verslagen, worden ten uitvoer gelegd en opgevolgd.

Het secretariaat van de Nationale Commissie werd toevertrouwd aan het ministerie van Buitenlandse Zaken. Dit departement werd ermee belast op regelmatige wijze coördinatievergaderingen te beleggen voor het bespreken van de betreffende materies, en daarbij de bevoegde federale en gefedereerde departementen, alsook de niet-goevernementele organisaties actief op het gebied van de bescherming van kinderen, te betrekken.

De oprichting van deze commissie maakt een concreet antwoord uit op een aanbeveling geformuleerd door het Comité voor de rechten van het kind bij het onderzoek, in juni 1995, van het eerste rapport van België gewijd aan het Verdrag inzake de rechten van het kind.

Van zijn kant heeft het ministerie van Buitenlandse Zaken in oktober 1992 een brochure uitgegeven in de reeks «Teksten en Documenten» over het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van het kind. Een hoge oplage van deze brochure verscheen in het Nederlands, het Frans en het Engels; zij werd verspreid langs onze posten in het buitenland en onder belangstellende middens.

2. De rol van het ministerie van Buitenlandse Zaken bestaat erin zich ervan te verzekeren dat de internationale verbintenissen aangegaan door België bij de bekraftiging van het Verdrag inzake de rechten van het kind, terdege worden nagekomen. De tenuitvoerlegging op intern vlak valt onder de verantwoordelijkheid van de regering van de federale Staat en van de regeringen van de gefedereerde entiteiten, in functie van hun respectieve bevoegdheden.

Het ministerie van Buitenlandse Zaken laat zich meer bijzonder in met de internationale dimensie van de angelegenheden die het voorwerp uitmaken van de Verdragsbepalingen, en meer bepaald van de artikels 2, 11, 19, 21, 22, 30, 34, 35 en 38.

3. De gevraagde inlichtingen werden verstrekt in de antwoorden sub 1 en 2 hierboven.

4. Het secretariaat van de Nationale Commissie voor de rechten van het kind wordt waargenomen door de afdeling mensenrechten van de bestuursdirectie der Verenigde Naties. Deze bestuursdirectie maakt deel uit van de algemene directie van de politiek van het ministerie van Buitenlandse Zaken.

Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen

Tewerkstelling en Arbeid

Vraag nr. 47 van mevrouw Nelis-Van Liedekerke d.d. 28 juni 1996 (N.):

Begeleidingsplan voor werklozen.

Op 24 april 1996 stelde ik u onder nr. 37 (bulletin van *Vragen en Antwoorden*, Senaat, nr. 19 van 28 mei 1996, blz. 949) de volgende vraag betreffende het in rand vermelde onderwerp :

«Le financement de l'accord de coopération passé entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions concernant le plan d'accompagnement des chômeurs a été modifié après dix mois (Conseil des ministres du 26 janvier 1996).

En janvier 1996, le montant total de 2 milliards prévu en avril 1995 a été ramené à 1,6 milliard de la manière suivante :

— Les 200 millions prévus pour les coûts du suivi par l'ONEm ont été ramenés à 160 millions;

— Le milliard consacré aux activités d'accompagnement des Régions a été ramené à 800 millions;

— Les 800 millions destinés aux formations professionnelles ont été ramenés à 640 millions.

J'aimerais que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes :

1. La diminution de ces montants doit-elle être attribuée aux résultats positifs produits par le plan d'accompagnement ou à des restrictions budgétaires ?

2. Les chômeurs concernés sont-ils tenus de suivre une formation dans le cadre du plan d'accompagnement ?

3. Quel est, par province, le nombre des chômeurs ayant reçu une proposition d'emploi ou suivi une formation entre avril 1995 et janvier 1996 ?

4. Quelle est la durée moyenne de l'accompagnement avant de retrouver du travail ?

5. Combien de ces chômeurs ont-ils trouvé un emploi définitif après avoir suivi le plan d'accompagnement ?

6. A-t-on épousé le budget de 1995 ?

7. L'efficacité du plan d'accompagnement varie-t-elle sensiblement selon la catégorie d'âge ?»

Cette question étant restée sans réponse à ce jour, je me permets de vous la poser. Puis-je insister pour que vous me fassiez connaître rapidement votre point de vue ?

Réponse: En réponse à la question posée, j'ai l'honneur de faire connaître à l'honorable membre les éléments suivants.

1. La réduction des cotisations est à mettre en relation avec la nouvelle définition du groupe-cible; le groupe-cible est limité aux chômeurs qui ne sont pas en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Dns l'accord interprofessionnel 1995-1996, la cotisation en faveur du plan d'accompagnement a été ramené de 0,10 p.c. à 0,05 p.c. à partir du 2^e trimestre de l'année 1995. Il a été également décidé que le solde du fonds pour l'emploi pouvait être affecté au plan d'accompagnement.

2. Le plan d'accompagnement, qui s'adresse aux chômeurs qui entament leur dixième mois de chômage, se compose de trois phases :

— La consultation; période au cours de laquelle le service de placement et le chômeur examinent ensemble les chances de trouver un nouvel emploi ou la nécessité d'une formation complémentaire. Cette phase se concrétise dans une convention d'accompagnement.

— La phase d'action; cette phase peut se composer de divers éléments, dépendant du contenu de la convention d'accompagnement. Voici quelques exemples : candidature, recours à la formation professionnelle, inscription dans un bureau de travail intérimaire, ...

— L'évaluation.

Il n'est donc pas obligatoire pour chaque chômeur issu du groupe-cible de suivre une formation.

3 et 4. Eu égard au fait que le traitement des offres d'emploi relève depuis 1989 des communautés et régions, le ministère de l'Emploi et du Travail fédéral ne dispose plus des éléments statistiques lui permettant de répondre à ces questions.

5. Le nombre de chômeurs qui appartiennent au groupe-cible et qui ont été radiés compte tenu du fait qu'ils ont retrouvé un

«Het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het begeleidingsplan voor werklozen, werd na tien maanden gewijzigd wat de financiering betreft (Ministerraad van 26 januari 1996).

Het totale bedrag van 2 miljard voorzien in april 1995 werd verminderd in januari 1996 tot 1,6 miljard met name :

— De 200 miljoen voorzien voor de opvolgkosten van de RVA werden verminderd tot 160 miljoen;

— Het miljard voor de begeleidingsactiviteiten van de Gewesten werd gereduceerd tot 800 miljoen;

— De 800 miljoen voor de beroepsopleidingen werden verminderd tot 640 miljoen.

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op de volgende vragen ontvangen :

1. Is de vermindering van deze bedragen een gevolg van de positieve resultaten van het begeleidingsplan of spelen enkel budgettaire beperkingen een rol ?

2. Is deze categorie werklozen verplicht in het kader van het begeleidingsplan een opleiding te volgen ?

3. Hoeveel van deze werklozen hebben sedert april 1995 tot januari 1996 een aanbod voor werk ontvangen of hebben een opleiding gevolgd, opgesplitst per provincie ?

4. Wat is de gemiddelde periode van begeleiding vooraleer zij werk hebben gevonden ?

5. Hoeveel van deze werklozen vonden definitief werk na het volgen van een begeleidingsplan ?

6. Werd het budget voor 1995 volledig opgebruikt ?

7. Is er een groot verschil qua doeltreffendheid van het begeleidingsplan naar gelang van de leeftijdsgroep ?»

Tot op heden mocht ik dienaangaande nog geen antwoord ontvangen. Derhalve ben ik zo vrij deze vraag opnieuw aan u voor te leggen. Mag ik aandringen op een spoedige mededeling van uw standpunkt ?

Antwoord: In antwoord op de gestelde vraag, heb ik de eer het geachte lid het volgende mede te delen.

1. De vermindering van de bedragen staat in relatie met een nieuwe definitie van de doelgroep: de doelgroep is beperkt tot werklozen die niet in het bezit zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs.

In het interprofessioneel akkoord 1995-1996 werd de bijdrage voor het begeleidingsplan teruggebracht van 0,10 pct. naar 0,05 pct. vanaf het tweede kwartaal 1995. Hierbij werd ook besloten dat het saldo van het Tewerkstellingsfonds aangewend mag worden voor het begeleidingsplan.

2. Het begeleidingsplan, dat zich richt tot werklozen die hun tiende maand werkloosheid aanvatten, bestaat uit drie fasen :

— De counseling, waarbij de bemiddelaar en de werkloze de kansen bekijken op een nieuwe tewerkstelling en de eventuele noodzaak aan bijkomende scholing. Deze fase mondt uit in een begeleidingsovereenkomst.

— De actiefase, deze fase kan uit verschillende elementen bestaan, afhankelijk van wat in de begeleidingsovereenkomst wordt vastgelegd. Enkele voorbeelden zijn: gerichte sollicitaties, verwijzing naar beroepsopleiding, inschrijving in het T-interimureau, ...

— De evaluatie.

Het is dus niet voor elke werkloze uit deze doelgroep een verplichting om een opleiding te volgen.

3 en 4. Aangezien de werkaanbiedingen sedert 1989 tot de bevoegdheid van de gewesten behoren, beschikt het federale ministerie van Arbeid en Tewerkstelling niet meer over de statistische elementen om te kunnen antwoorden op deze vragen.

5. Het aantal werklozen dat behoorde tot de doelgroep en dat is uitgestroomd omdat zij werk hebben gevonden, bedraagt 6 512

emploi s'élève à 6 512 personnes pour la période s'étendant d'août 1995 à juillet 1996 (5 088 personnes à temps plein et 1 424 personnes à temps partiel).

6. Le décompte final pour l'année 1995 n'est pas encore définitivement établi.

7. Je prie l'honorable membre de se référer aux points 3 et 4.

Ministre des Affaires sociales

Question n° 73 de Mme de Bethune du 6 octobre 1996 (N.):

Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 18 adressée au ministre de la Politique scientifique, et publiée plus haut (p. 1563).

Réponse: J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre les renseignements demandés.

— Nouveaux recrutements au sein de mon cabinet depuis le 1^{er} novembre 1995 :

F: 0

H: 2

— Nombre de membres du cabinet masculins et féminins, globalement et par niveau :

Niveau 1 : F: 3 dont 1 à 5/12 temps; H: 10 dont 2 à 2/12 temps, 1 à 1/12 temps.

Niveau 2+: F: 2; H: 1.

Niveau 2: F: 11; H: 9.

Niveau 3: F: 8; H: 1.

Niveau 4: F: 3; H: 4.

Total: F: 27; H: 25.

Question n° 74 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.):

La dimension familiale de la politique du ministre.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 182 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1562).

Réponse: J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre la réponse à la question sur la dimension familiale de la politique en matière de la sécurité sociale.

1. Tous les régimes de sécurité sociale exercent une influence sur la situation des familles. En effet, la plupart des prestations de sécurité sociale sont modulées en fonction de la famille, et tiennent donc compte de la composition de la famille. En ce qui concerne l'assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs, on peut faire référence à la cotisation visant à promouvoir des initiatives concernant l'accueil des enfants (chapitre 6 de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi). Afin de promouvoir les initiatives concernant l'accueil d'enfants, l'ONSS préleve une cotisation patronale supplémentaire auprès de tous les employeurs qui sont assujettis au régime des allocations familiales pour travailleurs salariés. Pour l'année 1996, elle s'élève à 0,05 p.c. du salaire brut des travailleurs.

La dimension familiale a depuis toujours occupé une place importante dans le cadre de l'assurance indemnisés d'incapacité de travail ou de maternité. La charge de famille constitue en effet une notion capitale pour déterminer l'indemnisation à laquelle un titulaire invalide peut avoir droit (à noter que l'invalidité prend cours dès la deuxième année de l'incapacité de travail).

personen voor de periode gaande van augustus 1995 tot juli 1996 (5 088 personen vonden een voltijdse baan en 1 424 een deeltijdsbaan).

6. De eindafrekening voor het jaar 1995 is nog niet volledig beëindigd.

7. Voor deze vraag verwijst ik het geachte lid naar de vragen 3 en 4.

Minister van Sociale Zaken

Vraag nr. 73 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.):

Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 18 aan de minister van Wetenschapsbeleid, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1563).

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid de volgende inlichtingen mede te delen.

Nieuwe aanwervingen bij mijn kabinet sedert 1 november 1995:

V: 0

M: 2

— Aantal mannelijke en vrouwelijke kabinetsmedewerkers, in globo en per niveau:

Niveau 1: V: 3 waarvan 1 aan 5/12 tijds, M: 10 waarvan 2 aan 2/12 tijds, 1 aan 1/12 tijds.

Niveau 2+: V: 2; M: 1.

Niveau 2: V: 11; M: 9.

Niveau 3: V: 8; M: 1.

Niveau 4: V: 3; M: 4.

Totaal: V: 27; M: 25.

Vraag nr. 74 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.):

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 182 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1562).

Antwoord: Ik heb de eer aan het geachte lid het antwoord te geven op de vraag over de gezinsdimensie van het beleid inzake de sociale zekerheid.

1. Al de sociale-zekerheidsregelingen hebben een invloed op de gezinssituatie. De meeste sociale-zekerheidsuitkeringen zijn immers gezinsgeïndiceerd en houden dus rekening met de samenstelling van het gezin. Wat de onderwerping aan de sociale zekerheid der werknemers betreft, kan er verwezen worden naar de bijdrage ter bevordering van initiatieven inzake kinderopvang (hoofdstuk 6 van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling). Om initiatieven inzake kinderopvang te bevorderen, int de RSZ immers een bijkomende werkgeversbijdrage van alle werkgevers (privé- en openbare sector) die werknemers tewerkstellen die onderworpen zijn aan de kinderbijslagregeling voor werknemers. Voor het jaar 1996 bedraagt deze 0,05 pct. van de brutolonen van de werknemers.

De gezinsdimensie heeft steeds een belangrijke plaats ingenomen in het kader van de arbeidsongeschiktheids- en moederschapsverzekering. De gezinslast is ingeraden een uitermate belangrijk begrip om de uitkering vast te stellen waarop een invalide gerechtigde aanspraak kan maken (het tijdvak van invaliditeit loopt vanaf het tweede jaar van arbeidsongeschiktheid).

2. En ce qui concerne le régime des allocations familiales, il n'y a pas eu, ces dernières années, de modifications ayant des répercussions négatives pour les familles. Au contraire, de nombreuses mesures ont été prises afin d'améliorer la législation en faveur de la famille, et surtout en faveur de l'enfant:

— La date de paiement des allocations familiales a été fixée à une date régulière, à savoir le 10 de chaque mois. La gestion financière globale de la sécurité sociale doit permettre la mise à disposition du régime des sommes nécessaires à ces paiements;

— La loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales a instauré un droit inconditionnel de l'enfant jusqu'au 31 août de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 18 ans;

— L'arrêté royal du 19 mars 1996 portant exécution de l'article 42bis des lois coordonnées a introduit une flexibilité vis-à-vis des allocations complémentaires des chômeurs de longue durée;

— La proposition de maintenir les missions traditionnelles du Fonds d'équipements et de services collectifs est discutée avec les partenaires sociaux.

Les développements plus récents qui ont trait à l'assurance maternité (voir notamment la loi du 4 août 1996 publiée au *Moniteur belge* du 26 septembre 1996) illustrent également l'importance d'une protection adéquate de la maternité pour favoriser l'éclosion de la cellule familiale. Dans le cadre des récentes mesures budgétaires visant à garantir l'équilibre des différents systèmes de sécurité sociale, en vue notamment de permettre l'adhésion de notre pays à l'Union économique et monétaire européenne, une attention toute particulière a été consacrée à la sauvegarde des intérêts de la famille : le taux d'indemnisation de 60 p.c. sera garanti pendant toute la première année d'incapacité de travail lorsque le titulaire a charge de famille.

La notion de personne à charge utilisée dans les divers régimes de sécurité sociale fait l'objet d'un examen au sein du Conseil national du travail; les résultats de cet examen présenteront un intérêt particulier dans l'optique d'une éventuelle adaptation de la réglementation.

3. Dans le régime des allocations familiales, le lien entre le droit et le travail devient de moins en moins strict. Il y a une tendance à évoluer vers un droit de l'enfant, indépendamment de tout lien avec le travail. Chaque nouvelle modification est évaluée en fonction des intérêts de l'enfant.

Par ailleurs, il y a la loi du 11 avril 1995 visant à instituer «la charte» de l'assuré social. Cette loi prévoit une stricte obligation de motivation de décisions prises par les institutions de sécurité sociale.

En ce qui concerne la maladie-invalidité, les procédures habituelles de suivi ont été appliquées en cette matière : il n'y a donc pas de suivi spécifique, propre aux seules mesures susceptibles de présenter une incidence sur le plan familial.

4 et 5. Dans le comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés siègent des représentants d'organisations familiales (La Ligue des familles, ...). Ainsi, les familles participent activement au travail de préparation de la politique.

Les instances de gestion de l'assurance maladie-invalidité, tels que le comité de gestion de l'assurance-indemnités, comprennent des personnes émanant des organisations représentatives concernées par la gestion de ce secteur; les organisations représentatives des familles n'y figurent pas en tant que telles mais les intérêts des familles n'en sont pas pour autant négligés : ces intérêts sont pris en charge et défendus par l'intermédiaire des représentants des mutualités, des travailleurs salariés et des employeurs.

Question n° 75 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.) :

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 96 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications, et publiée plus haut (p. 1576).

2. Wat betreft de gezinsbijslagregeling, zijn er de laatste jaren geen wijzigingen doorgevoerd met nadelige gevolgen voor het gezin. Integendeel, tal van maatregelen werden genomen om de wetgeving gunstiger te maken ten voordele van het gezin en vooral ten voordele van het kind :

— De datum van de betaling van de kinderbijslag is vastgelegd op een regelmatig tijdstip, namelijk de tiende van elke maand. Het globaal financieel beheer van de sociale zekerheid moet toelaten dat de nodige sommen voor die betalingen ter beschikking worden gesteld van het stelsel;

— De wet houdende sociale bepalingen van 29 april 1996 heeft een onvoorwaardelijk recht van het kind ingesteld tot 31 augustus van het jaar waarin het 18 jaar wordt;

— Het koninklijk besluit van 19 maart 1996 tot uitvoering van artikel 42bis van de samengeordende wetten heeft de regeling van de bijkomende bijslag voor langdurig werklozen versoepeld;

— Het voorstel om de traditionele functies van het Fonds voor collectieve uitrusting en diensten te behouden, wordt besproken met de sociale partners.

De recentste ontwikkelingen in het kader van de moederschapsverzekering (met name de wet van 4 augustus 1996 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 26 september 1996) tonen eveneens het belang aan van een adequate bescherming van het moederschap ter bevordering en ondersteuning van het gezin. In het kader van de recente budgettaire maatregelen tot behoud van het financiële evenwicht van de verschillende stelsels van sociale zekerheid, ten einde toe te laten dat ons land zou toetreden tot de Europese Economische en Monetaire Unie, werd in het bijzonder aandacht besteed aan het veiligen van de belangen van het gezin : het uitkeringsniveau van 60 pct. wordt gewaarborgd tijdens het hele eerste jaar van arbeidsongeschiktheid wanneer de gerechtigde gezinslast heeft.

Het begrip van persoon ten laste, aangewend in de verschillende stelsels van de sociale zekerheid, maakt het voorwerp uit van een onderzoek binnen de schoot van de Nationale Arbeidsraad; de resultaten van dit onderzoek zullen een bijzonder belang vertonen in het kader van een eventuele aanpassing van de reglementering.

3. In de gezinsbijslagregeling wordt de band tussen recht en tewerkstelling meer en meer losgemaakt. Er bestaat een tendens om te evolueren naar het recht van het kind, los van enige band met de tewerkstelling. Iedere nieuwe wijziging wordt getoetst aan het belang van het kind.

Verder is er ook nog de wet van 11 april 1995 tot invoering van «het handvest» van de sociaal verzekerde. Deze wet voorziet een strikte motiveringsplicht voor beslissingen, genomen door de instellingen van sociale zekerheid.

Wat de ziekte en invaliditeit betreft, werden de normale procedures van opvolging toegepast : er is dus geen specifiek opvolgingsmechanisme enkel met betrekking tot de maatregelen die een invloed zouden kunnen hebben op gezinsvlak.

4 en 5. In het beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers zetelen er vertegenwoordigers van gezinsorganisaties (De Bond van grote en jonge gezinnen, ...). Zo worden de gezinnen actief betrokken bij het beleidsvoorbereidend werk.

In de beheersorganen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, zoals het beheerscomité van de uitkeringsverzekering, hebben personen zitting voorgedragen door representatieve organisaties die betrokken zijn bij het beheer van deze sector; organisaties, die de gezinnen vertegenwoordigen, zijn als dusdanig niet aanwezig maar de belangen van de gezinnen worden niet verwaarloosd : deze belangen worden ter harte genomen en verdedigd door tussenkomst van de vertegenwoordigers van de verzekeringinstellingen, van de werknemers en van de werkgevers.

Vraag nr. 75 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.) :

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 96 aan de Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1576).

Réponse: J'ai l'honneur de faire savoir à l'honorable membre qu'en ce qui concerne la diffusion des principes de la Convention relative aux droits de l'enfant, diverses brochures ont été publiées au sein du ministère des Affaires sociales relatives aux droits des jeunes à la sécurité sociale.

Ressortissent notamment à ma compétence :

- L'article 6, § 2, relatif à la survie et au développement;
- L'article 23 relatif aux enfants handicapés (pour ce qui a trait aux allocations familiales majorées);
- Les articles 26 et 18, § 3, relatifs à la sécurité sociale et aux services et établissements de garde d'enfants;
- L'article 27 relatif au niveau de vie (en ce qui concerne le régime des prestations familiales garanties).

Je conseille à l'honorable membre d'adresser également ses questions aux Communautés, lesquelles sont exclusivement compétentes en matière de politique familiale d'aide et d'assistance aux enfants.

Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Agriculture

Question n° 56 de Mme Dua du 11 octobre 1996 (N.):

Pesticides. — Contrôles de la qualité des légumes. — Abus.

À la criée de Sint-Katelijne-Waver, on contrôle la qualité des légumes, notamment en ce qui concerne leur teneur en pesticides. Quand ils sont refusés, les légumes sont automatiquement déclassés (par exemple, du premier au deuxième choix). La liste des légumes déclassés est envoyée aux revendeurs.

Or il s'avère qu'en pratique, ces stocks de deuxième choix sont rachetés à bas prix par des distributeurs qui les introduisent dans le circuit commercial ordinaire comme légumes de premier choix.

Étant donné que le déclassement a été décidé en raison d'une teneur trop élevée en pesticides et qu'en apparence, ces légumes présentent toutes les caractéristiques des légumes de premier choix, le consommateur ne s'aperçoit de rien. De cette manière on met non seulement la santé des consommateurs en péril, mais on réalise également de gros bénéfices.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. A-t-il connaissance de ces pratiques et existe-t-il des moyens légaux de les empêcher et de les sanctionner ?
2. N'estime-t-il pas indiqué de détruire les légumes déclassés en raison de leur teneur trop élevée en pesticides, ce qui inciterait par ailleurs les producteurs à utiliser moins de pesticides ?

Réponse: 1. Je ne dispose d'aucune information attestant que des produits à trop haute teneur en résidus soient commercialisés systématiquement sous la catégorie II en criées. Les résultats d'analyse d'échantillons pris sur toutes les classes de qualité, ne permettent pas de mettre en évidence des différences significatives quant à la teneur en résidus. La commercialisation d'un produit ayant une trop haute teneur en résidus est punissable. En cas d'infraction, le service de contrôle du ministère rédige un procès-verbal du constat sur base de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

2. Les échantillons de fruits et légumes sont prélevés dans les criées ou chez les grossistes. Les résultats des analyses ne sont connus que 4 à 5 jours après la prise de l'échantillon. Étant donné qu'il s'agit de produits périsposables, les fruits et légumes ne peuvent pas être gardés pendant une si longue période. C'est pourquoi, sauf s'il s'agit de produits vraiment suspects, leur commercia-

Antwoord: Ik heb de eer de vraag van het geachte lid als volgt te beantwoorden. Om de principes van de Overeenkomst inzake de rechten van kinderen te verspreiden, werden er binnen het ministerie van Sociale Zaken verschillende brochures gepubliceerd in verband met de rechten van jongeren op sociale zekerheid.

Mijn bevoegdheid bestrijkt met name :

- Artikel 6, § 2, over overleving en ontwikkeling;
- Artikel 23 over gehandicapte kinderen (inzake verhoogde kinderbijslag);
- Artikelen 26 en 18, § 3, in verband met sociale zekerheid en diensten en instellingen voor kinderopvang;
- Artikel 27 over de levensstandaard (wat betreft het stelsel voor gewaarborgde kinderbijslag).

Ik raad het geachte lid aan haar vragen ook aan de Gemeenschappen te richten, omdat alleen zij bevoegd zijn voor gezinsbeleid en hulp en bijstand aan kinderen.

Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Landbouw

Vraag nr. 56 van mevrouw Dua d.d. 11 oktober 1996 (N.):

Pesticiden. — Kwaliteitscontroles van groenten. — Misbruiken.

Op de veiling van Sint-Katelijne-Waver worden groenten gecontroleerd op de kwaliteit o.m. wat betreft het pesticidengehalte. Wanneer groenten worden afgekeurd omwille van het te hoog pesticidengehalte worden deze automatisch gedeklasseerd (bijvoorbeeld van klasse 1 naar klasse 2). De opkopers krijgen de lijst van gedeklasseerde groenten toegestuurd.

Nu blijkt dat in de praktijk deze klasse 2-voorraden aan een lage prijs worden opgekocht door verdelers, die deze groenten in het gewone handelscircuit brengen als klasse 1-groenten.

Gezien het hier gaat om een deklassing omwille van een te hoog pesticidengehalte, vertonen deze groenten uiterlijk alle kenmerken van klasse 1-groenten en is dit door de consument niet waarneembaar. Op deze manier wordt niet alleen de gezondheid van de verbruikers op het spel gezet, maar worden tevens grote winsten gemaakt.

Graag had ik van de geachte minister vernomen :

1. Of hij op de hoogte is van deze praktijken en of er wettelijke mogelijkheden zijn om dit te verhinderen en sanctioneerend op te treden;

2. Of hij het niet aangewezen acht om groenten die omwille van een te hoog pesticidengehalte gedeklasseerd worden te vernietigen, wat tevens een aansporing zal zijn voor de kwekers om minder pesticiden te gebruiken.

Antwoord: 1. Ik beschik over geen aanwijzingen dat producten met een te hoog residugehalte op veilingen systematisch onder de klasse II verhandeld zouden worden. De analyseresultaten van monsters, gespreid genomen over alle kwaliteitsklassen, laten niet toe significantie verschillen vast te stellen inzake residugehalten. Het is de verhandeling van producten met een te hoog residugehalte die strafbaar is. Indien een overtreding vastgesteld wordt, stelt de controledienst van het ministerie op grond van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, proces-verbaal van de vaststelling op.

2. De monsters van groenten en fruit worden op veilingen en bij groothandelaars genomen. De analyseresultaten zijn meestal slechts 4 à 5 dagen na de staalneming bekend. Gezien het bederfelijk karakter kunnen groenten en fruit niet zo lang opgehouden worden. Tenzij het om echt verdachte producten gaat, wordt de verdere commercialisatie bijgevolg toegelaten. Eens het resultaat

lisation est autorisée. Une fois le résultat connu, un procès-verbal est rédigé en cas de dépassement de la tolérance. De plus, depuis quelques années, en cas d'infraction grave un contrôle est effectué à l'exploitation du producteur, afin de vérifier que d'autres lots ne soient encore présents. En pareil cas, ces produits, sur base présumée qu'ils ne répondent pas aux critères, sont saisis provisoirement et à nouveau échantillonnés. La saisie n'est levée que si le résultat de l'analyse est satisfaisant. Parfois en prenant des mesures supplémentaires, le taux de résidus peut être ramené à la tolérance légale. Dans d'autres cas, ceci est impossible et les produits saisis provisoirement doivent être détruits. En 1995 et 1996 respectivement 7 et 2 lots ont, de cette manière, été détruits.

J'ai chargé mon département d'élaborer un plan de surveillance préventive des résidus pour les légumes feuillus. Ce plan de surveillance préventive doit renforcer sensiblement les initiatives volontaires existantes relatives à la surveillance préventive des résidus et les rendre obligatoires sous contrôle de l'autorité publique. Ainsi, seuls les légumes feuillus qui sont conformes aux seuils de tolérance légaux en matière de résidu pourront être commercialisées.

Ces mesures entreront en vigueur au cours de l'année prochaine lorsque les concertations et procédures consultatives légales prévues auront abouti.

Question n° 58 de M. Happart du 18 octobre 1996 (Fr.):

Protection des animaux. — Loi du 4 mai 1995. — Arrêtés d'exécution.

Lors des diverses réunions en commission concernant l'élaboration de la loi du 4 mai 1995, modifiant celle du 14 août 1986, relative à la protection et au bien-être des animaux, les membres avaient reçu la promesse d'être informés de l'état d'avancement de ces arrêtés d'exécution, sans lesquels la protection et le bien-être des animaux ne pouvaient être assurés correctement. À ce jour, soit 16 mois plus tard, nous avons reçu peu d'informations.

Je m'inquiète surtout concernant :

1. L'arrêté portant les conditions d'agrément des chenils, élevages de chats, refuges pour animaux, pensions pour animaux, établissements commerciaux pour animaux et les conditions concernant la commercialisation des animaux.

a) Quand sera-t-il publié ?

b) Pourquoi tarde-t-il ?

2. L'arrêté organisant l'identification obligatoire des chiens.

a) Comment comptez vous organiser le fichier ?

b) Toutes les organisations impliquées dans le processus d'identification ont-elles été consultées ? Leur avis est-il unanime ?

c) Pourquoi tarde-t-il à paraître ? Y a-t-il blocage ? Par qui ?

d) Quand prévoyez-vous la publication de cet arrêté ?

Réponse : 1. Le projet d'arrêté portant les conditions d'agrément des chenils, élevages de chats, refuges pour animaux, pensions pour animaux, établissements commerciaux pour animaux et les conditions concernant la commercialisation des animaux a déjà été soumis au Conseil d'État en juillet 1995; celui-ci a remis son avis le 22 mars 1996.

Le projet a été soumis, sur avis du Conseil d'État, au ministre des Affaires économiques et ensuite adapté.

Actuellement, le projet se trouve depuis juillet 1996 auprès du ministre des Affaires intérieures pour cosignature. Il doit ensuite, également pour cosignature, être soumis au ministre des Affaires économiques.

Dès lors je ne peux donner aucun engagement concernant la date de sa publication au *Moniteur belge*.

2. Les statuts de l'association belge ayant pour mission principale la gestion du registre central d'identification des chiens ont

bekend is wordt ingeval van overschrijding van de tolerantie, proces-verbaal opgesteld. Sinds enkele jaren wordt bij een zware overtreding bovendien op het bedrijf van de producent nagegaan of er nog producten van dezelfde partij aanwezig zijn. In voorkomend geval worden deze producten op grond van het vermoeden dat ze niet aan de voorschriften beantwoorden, voorlopig in beslag genomen en opnieuw bemonsterd. Het beslag wordt slechts gelicht indien een gunstig analyseresultaat voorgelegd kan worden. Soms kan door het nemen van supplementaire maatregelen het residuengehalte tot de wettelijke toegestane tolerantie teruggebracht worden. In andere gevallen is dit niet mogelijk en leidt de voorlopige inbeslagname tot de vernietiging van de producten. In 1995 en 1996 werden op deze wijze uiteindelijk respectievelijk 7 en 2 partijen vernietigd.

Ik heb mijn departement de opdracht gegeven een preventief residubewakingsplan voor bladgroenten uit te werken. Dit preventief residubewakingsplan moet de bestaande vrijwillige initiatieven inzake preventieve residubewaking gevoelig versterken en verplichtend maken met controle door de overheid. Hierdoor zullen enkel de bladgroenten die voldoen aan de wettelijke residutoleranties in de handel kunnen gebracht worden.

Deze maatregelen zullen in de loop van volgend jaar van kracht worden nadat alle wettelijke voorziene overleg- en adviesprocedures zijn afgerond.

Vraag nr. 58 van de heer Happart d.d. 18 oktober 1996 (Fr.):

Dierenbescherming. — Wet van 4 mei 1995. — Uitvoeringsbesluiten.

Tijdens de diverse commissievergaderingen voor de voorbereiding van de wet van 4 mei 1995 tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, werd de leden beloofd dat ze zouden worden ingelicht over de voortgang van deze uitvoeringsbesluiten, zonder welke de bescherming en het welzijn der dieren niet correct kunnen worden gewaarborgd. Vandaag, 16 maanden later, hebben wij slechts weinig informatie gekregen.

Ik ben vooral ongerust over :

1. Het besluit houdende de erkenningsvooraarden voor de kennels, de kattenkwekerijen, de toevluchtoorden voor dieren, de pensions voor dieren, de handelszaken voor dieren en de voorwaarden met betrekking tot het in de handel brengen van dieren.

a) Wanneer zal het worden bekendgemaakt ?

b) Waarom blijft het uit ?

2. Het besluit tot regeling van de verplichte identificatie van honden.

a) Hoe denkt u het gegevensbestand te regelen ?

b) Zijn alle bij het identificatieproces betrokken organisaties geraadpleegd ? Is hun advies eenparig ?

c) Waarom is het nog niet verschenen ? Wordt het geblokkeerd ? Door wie ?

d) Voor wanneer is de bekendmaking van dit besluit gepland ?

Antwoord: 1. Het ontwerp van besluit houdende voorwaarden van de erkenning van hondenkwekerijen, kattenkwekerijen, dierenasielen, dierenpensions en handelszaken voor dieren en voorwaarden inzake het in de handel brengen van dieren werd reeds in juli 1995 voor advies aan de Raad van State voorgelegd, die zijn advies gaf op 22 maart 1996.

Het ontwerp werd, op advies van de Raad van State, voorgelegd aan de minister van Economische Zaken en vervolgens aangepast.

Momenteel ligt het ontwerp sedert juli 1996, voor medeonderhandeling, bij de minister van Binnenlandse Zaken. Vervolgens moet het, eveneens voor medeonderhandeling, voorgelegd worden aan de minister van Economische Zaken.

Bijgevolg kan ik geen uitspraak doen over de datum van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

2. De statuten van de Belgische vereniging die als voornaamste opdracht heeft het beheer van het centraal register voor de identi-

été mis au point par un groupe de travail ad hoc. Celui-ci était constitué par les représentants de toutes les organisations connues de mes services impliquées dans le processus d'identification et/ou d'enregistrement des chiens. Une divergence de vue est apparue en ce qui concerne la représentativité de ces organisations au sein de l'association; la formule la plus équitable pour les propriétaires de chiens a été choisie. Le texte des statuts de cette association est en voie de finalisation et me sera soumis incessamment pour accord. L'association sera alors constituée. En ce qui concerne l'arrêté ministériel d'attribution de la mission, j'attends l'avis du Conseil d'État. Dès réception de cet avis, l'arrêté sera publié et l'association pourra s'atteler à la mise au point du cahier des charges que devra remplir la société prestataire de service désignée à cet effet.

Question n° 63 de M. Anciaux du 8 novembre 1996 (Fr.):

Fraude sur la viande et autres fraudes.

Après les scandales liés à l'abus des hormones et à la maffia des hormones, on voit apparaître de plus en plus de pratiques douteuses dans le secteur de la viande. On y trafique à grande échelle avec les documents, les subventions, la qualité de la viande. Le Trésor européen mais aussi le consommateur sont les grandes victimes de cette gigantesque escroquerie. Dans notre pays également, pas mal de choses semblent aller mal.

La fraude atteint des milliards. On parle d'un dommage de plus de 37 milliards pour la période 1990-1995. Mais nous sommes convaincus que ce n'est là que le sommet de l'iceberg.

La fraude ne se limite pas au seul secteur de la viande. Le tableau ci-dessous, où figurent les chiffres de la fraude dans les opérations de transit, le prouve. Ces chiffres ont été communiqués par M. Knudsen, directeur de l'UCLAF, le 22 février 1996.

Fraude dans les opérations de transit 1990-1995

Produits <i>Producten</i>	Moyens propres <i>Eigen middelen</i>	TVA et accises <i>BTW en accijnzen</i>	Total (en millions de francs) <i>Totaal (in miljoen frank)</i>
1. Animaux vivants: bœufs, porcs, moutons, chèvres. — <i>Levende dieren: runderen, varkens, schapen, geiten</i>	1 200		1 200
2. Viande (fraîche, congelée): bœufs et porcs. — <i>Vlees (vers, diepgevroren): runderen en varkens</i>	1 300		1 300
3. Produits laitiers: lait en poudre, beurre, fromage. — <i>Melkproducten: melkpoeder, boter, kaas</i>	2 400		2 400
4. Bananes. — <i>Bananen</i>	585		585
5. Céréales. — <i>Granen</i>	175		175
6. Sucre. — <i>Suiker</i>	700		700
7. Textile. — <i>Textiel</i>	195		195
8. Cigarettes. — <i>Sigaretten</i>	7 430	22 140	29 570
9. Autres produits. — <i>Andere producten</i>	1 700		1 700
Total. — <i>Totaal</i>	15 595	22 140	37 735

Cette fraude est très lucrative, ainsi que le confirme le tableau suivant.

Estimation du gain possible en cas de fraude par camion/produit (en francs)

Produit	Par camion/container
Animaux vivants	780 000
Viande, beurre	1 750 000
Lait en poudre	1 100 000
Sucre	480 000
Alcool	15 600 000
Cigarettes	39 000 000

fication van honden werden uitgewerkt door een werkgroep ad hoc. Deze werd samengesteld door vertegenwoordigers van al de organisaties, door mijn diensten gekend, die bij het proces van het identificeren en registreren van honden betrokken zijn. Een meningsverschil ontstond betreffende de representativiteit van deze organisaties in de schoot van de vereniging. De meest voor de eigenaars van de honden evenwichtige formule werd gekozen. De tekst van de statuten van deze vereniging wordt momenteel afgewerkt en zal mij eerstdaags voor akkoord voorgelegd worden. Dan zal de vereniging worden samengesteld. Wat het ministerieel besluit voor het toekennen van deze opdrachten betreft wacht ik op het advies van de Raad van State. Van zodra het advies ontvangen is, zal het besluit worden gepubliceerd en zal de vereniging zich kunnen toeleggen op het klaarmaken van een lastenboek waaraan de aangeduide leverancier van diensten zal moeten voldoen.

Vraag nr. 63 van de heer Anciaux d.d. 8 novembre 1996 (N.):

Vlees- en andere fraude.

Na de schandalen in verband met het misbruik van hormonen en de hormonenmaffia, komen steeds meer wanpraktijken in de vleessector aan het licht. Er wordt op grote schaal geknoeid met papieren, subsidies, de kwaliteit van het vlees. De Europese schatkist, maar ook de consument zijn de grote slachtoffers van deze massale zwendel. Ook in ons land lijkt er heel wat mis te lopen.

De fraude loopt in de miljarden. Er wordt gesproken van een schade van meer dan 37 miljard in de periode 1990-1995. Maar wij zijn ervan overtuigd dat dit slechts het topje van de ijsberg is.

De fraude beperkt zich niet alleen tot de vleessector. Onderstaande tabel met cijfers over de fraude bij het transitverkeer bewijzen dit. Deze cijfers werden door UCLAF-directeur Knudsen vrijgegeven op 22 februari 1996.

Fraude bij het transitverkeer 1990-1995

Produits <i>Producten</i>	Moyens propres <i>Eigen middelen</i>	TVA et accises <i>BTW en accijnzen</i>	Total (en millions de francs) <i>Totaal (in miljoen frank)</i>
1. Animaux vivants: bœufs, porcs, moutons, chèvres. — <i>Levende dieren: runderen, varkens, schapen, geiten</i>	1 200		1 200
2. Viande (fraîche, congelée): bœufs et porcs. — <i>Vlees (vers, diepgevroren): runderen en varkens</i>	1 300		1 300
3. Produits laitiers: lait en poudre, beurre, fromage. — <i>Melkproducten: melkpoeder, boter, kaas</i>	2 400		2 400
4. Bananes. — <i>Bananen</i>	585		585
5. Céréales. — <i>Granen</i>	175		175
6. Sucre. — <i>Suiker</i>	700		700
7. Textile. — <i>Textiel</i>	195		195
8. Cigarettes. — <i>Sigaretten</i>	7 430	22 140	29 570
9. Autres produits. — <i>Andere producten</i>	1 700		1 700
Total. — <i>Totaal</i>	15 595	22 140	37 735

Dat deze fraude zeer lucratief is, bewijst de volgende tabel.

Geschatte mogelijke winst bij fraude per product/vrachtwagen (in frank)

Product	Per vrachtwagen/container
Levende dieren	780 000
Vlees, boter	1 750 000
Melkpoeder	1 100 000
Suiker	480 000
Alcohol	15 600 000
Cigaretten	39 000 000

La Commission européenne est consciente du problème et tente d'y remédier par le biais de son unité anti-fraude (UCLAF). Mais les États membres doivent eux aussi assumer leurs responsabilités. Notre pays n'a envoyé qu'un seul représentant à la Conférence interparlementaire sur la lutte contre la fraude dans l'UE.

Pourtant, il est clair que la principale responsabilité de la distribution des moyens financiers de l'Union incombe aux autorités nationales. Elles exécutent la politique agricole commune, veillent à ce que les montants des fonds structurels parviennent aux bénéficiaires, gèrent l'administration de la TVA. Elles doivent être les premières à rechercher les abus par des actions de douane et de police. Anvers est qualifiée de plaque tournante du trafic de cigarettes.

À terme, ces pratiques frauduleuses et ces abus commis avec les deniers européens pourraient bien sonner le glas du rêve européen.

— Quelles mesures notre pays a-t-il prises pour endiguer cette fraude dans le transport transitaire ?

— La lutte contre la fraude est-elle l'un des points prioritaires dans les contacts internationaux et surtout européens, de l'honorable ministre ? Qu'a déjà entrepris l'honorable ministre sur ce plan ? Dans quelle mesure le gouvernement belge prend-il ses responsabilités dans la lutte contre la fraude aux finances européennes sur son territoire ?

— Quel rôle la Belgique joue-t-elle dans la lutte contre la fraude communautaire ? Autrement dit, quelles mesures spécifiques a-t-on concoctées à cet effet ?

— Pourquoi avoir envoyé un unique représentant de notre pays à la Conférence interparlementaire sur la lutte contre la fraude dans l'UE ?

— Quel type de suivi cette conférence trouve-t-elle dans notre pays ?

Réponse : Les mesures prises par la Belgique en vue d'endiguer la fraude dans le commerce transitaire et la fraude en général sont de diverses natures.

Ainsi, au sein de l'organisme de paiement de l'autorité fédérale (le BIRB), les contrôles internes dans les différentes sections et directions ont été fixés selon des procédures et un service d'audit interne a été créé, organisant, selon les normes d'audit, ses activités et contrôlant, selon des procédures bien définies, les activités.

Afin d'assumer pleinement ses responsabilités, le gouvernement belge a opté pour un renforcement de la collaboration interdépartementale et (outre les contrôles nécessaires et prescrits lors des activités mêmes) pour mettre l'accent sur la prévention.

En ce qui concerne la collaboration interdépartementale pour l'application de la législation communautaire, on distingue les étapes suivantes :

— Préparation du processus décisionnel européen : une implication systématique et opportune est importante ;

— Conventions au sein de la Commission économique interministérielle (CEI).

La CEI est chargée de la coordination des questions économiques relevant en même temps de la compétence de plusieurs ministères, en particulier la coordination des questions concernant la préparation et l'application du droit communautaire européen.

Tous les départements ministériels sont membres potentiels de la CEI, mais sa composition réelle varie en fonction du sujet traité. De plus, depuis 1983, les régions et les communautés sont invitées aux réunions lorsque le sujet relève de leurs compétences.

En ce qui concerne la matière agricole, les sous-groupes suivants sont actifs :

— CEI/CEE/Problèmes agricoles : ce groupe est présidé par un fonctionnaire du département de l'Agriculture (DG 2) et examine les problèmes concernant l'application de la politique agricole commune.

De Europese Commissie is zich bewust van het probleem en probeert er via de anti-fraude eenheid (UCLAF) wat aan te doen. Maar ook de lidstaten moeten hun verantwoordelijkheid nemen. Ons land stuurde slechts één vertegenwoordiger naar de Interparlementaire Conferentie over de bestrijding van de EU-fraude.

Toch is het duidelijk dat de hoofdverantwoordelijkheid voor het uitgeven van het geld van de Unie ligt bij de nationale overheden. Zij voeren het gemeenschappelijk landbouwbeleid uit, zij zorgen ervoor dat de bedragen uit de structurfondsen bij de begunstigden terechtkomen, zij voeren de BTW-administratie. Zij moeten de eersten zijn die misbruiken op het spoor komen via de acties van douane en politie. Antwerpen wordt vernoemd als draaischijf voor de sigarettensmokkel.

Op termijn zouden zo'n wanpraktijken en misbruik van Europese geld wel eens het einde kunnen betekenen van de Europese droom.

— Welke zijn de maatregelen die door ons land werden genomen om deze fraude bij het transitverkeer in te perken ?

— Is de bestrijding van fraude één van de prioritaire aandachtspunten voor de geachte minister in zijn buitenlandse en vooral Europese contacten ? Wat heeft de geachte minister in dit verband reeds ondernomen ? In hoeverre neemt de Belgische regering haar verantwoordelijkheid op in het tegengaan van de fraude met Europese gelden op haar grondgebied ?

— Welke rol speelt België in de bestrijding van de fraude in de EU ? Met andere woorden welke specifieke maatregelen zijn hiervoor uitgewerkt ?

— Waarom werd slechts één vertegenwoordiger van ons land naar de Interparlementaire Conferentie over de bestrijding van de EU-fraude gestuurd ?

— Wat is er bij wijze van opvolging van deze conferentie gebeurd in ons land ?

Antwoord : De maatregelen door België genomen om fraude in het transitverkeer en fraude in het algemeen in te perken zijn van velerlei aard.

Zo zijn binnen het betaalorgaan van de federale overheid (het BIRB) de interne controles bij de verschillende secties en directies procedureel vastgelegd en is een dienst interne audit gecreëerd die volgens de auditnormen zijn activiteiten organiseert en volgens welomschreven procedures de activiteiten controleert.

Om haar verantwoordelijkheid ten volle op te nemen heeft de Belgische regering de optie genomen de interdepartementale samenwerking aan te scherpen en (naast de nodige en voorgeschriften controles bij de activiteiten zelf) het accent te leggen op de preventie.

Bij de interdepartementale samenwerking voor de toepassing van de communautaire wetgeving worden volgende stappen onderscheiden :

— Voorbereiding van de Europese besluitvorming : een systematische en tijdige betrokkenheid bij de besluitvorming is hier belangrijk ;

— Afspraken binnen de Interministeriële Economische Commissie (IEC).

De IEC is belast met de coördinatie van de economische aangelegenheden die terzelfdertijd behoren tot de bevoegdheid van verscheidene ministeries, in het bijzonder de coördinatie van de aangelegenheden betreffende de voorbereiding en de toepassing van het Europees gemeenschapsrecht.

Alle ministeriële departementen zijn potentiele leden van de IEC, maar de werkelijke samenstelling verandert volgens het behandelde onderwerp. Bovendien worden sedert 1983 de Gewesten en de Gemeenschappen uitgenodigd op de vergaderingen wanneer het onderwerp tot hun bevoegdheden behoort.

Wat landbouw betreft zijn de volgende subgroepen actief :

— IEC/EEG/Landbouwproblemen : deze groep wordt voorgezet door een ambtenaar van het departement Landbouw (DG 2) en onderzoekt de vraagstukken betreffende de toepassing van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Ce groupe se réunit régulièrement, notamment en vue de conventions administratives concernant la désignation des services compétents pour l'exécution de la législation communautaire et la fixation des procédures de contrôle en la matière.

— Le comité de coordination des services de contrôle: ce groupe est présidé par un fonctionnaire du ministère des Affaires économiques (administration de l'Inspection économique). Le comité a été réactivé en 1990 en vue de réaliser ou de renforcer la collaboration entre les services de contrôle.

Pour ce qui est des organisations communes des marchés, la collaboration entre les services de contrôle et l'élaboration de procédures de contrôle sont discutés au niveau CEI/CEE/Problèmes agricoles.

— Suivi administratif interdépartemental.

Il s'agit d'une nouvelle approche pour assurer un suivi sur le terrain, dès que les décisions ont été prises à la CEI et que les instructions internes nécessaires des services de contrôle ont été rédigées. Afin d'éviter des fraudes et, partant, des corrections financières de la part du FEOGA, il est nécessaire de constater tôt des manquements dans l'application de la législation communautaire.

Ces éléments ont donné lieu à la création d'une Cellule de prévention interdépartementale, composée de représentants de l'Agriculture, des Affaires économiques, de Finances, du BIRB et de l'Institut d'expertise vétérinaire, en respectant les compétences de chaque instance de contrôle.

Cette Cellule de prévention interdépartementale a été créée au moyen d'un protocole passé entre les départements intéressés précités.

Ce protocole est le résultat de discussions internes et il comprend la composition et le fonctionnement, la mission et les moyens de la Cellule de prévention interdépartementale (CPI).

Il est proposé un rapportage à différents niveaux, tout en assurant que la CPI garde une certaine autonomie. C'est la raison pour laquelle la proposition comporte un rapportage direct de la CPI au ministres intéressés, avec communication à la CEI, et un rapport annuel au Gouvernement.

Le rôle joué par la Belgique dans la lutte contre la fraude dans l'UE s'inscrit aussi dans l'application des règlements (CE) 1469/95 et 745/96. En conséquence de ces règlements, tous les États membres de la CE appliquent, à partir du 1^{er} juillet 1996, un régime en vertu duquel les opérateurs présentant un risque pour le budget communautaire sont inscrits sur une « liste noire ».

Trois mesures peuvent alors être prises :

- Un contrôle renforcé,
- L'ajournement du paiement,
- L'exclusion de l'opérateur,

dans le cadre d'adjudications, de l'octroi de restitutions à l'exportation et de la vente à prix réduits de produits d'intervention.

Cette information confidentielle est communiquée à la commission, qui se charge de la transmettre aux instances compétentes des autres États membres. De la même manière, la Belgique reçoit de la commission les listes noires des autres États membres.

Le but desdits règlements est d'établir une carte transfrontalière des fraudes qui ont lieu. Ce flux de données doit également assurer qu'un traitement égal des opérateurs soit garanti.

Ministre des Transports

Question n° 62 de M. Hazette du 29 août 1996 (Fr.):

Répartition de places fumeur et non-fumeur à bord des trains.

Les membres du service de médiation de la SNCB, après avoir instruit une plainte émanant d'un navetteur fumeur, à propos de

Deze groep komt regelmatig samen. Daarbij worden onder meer administratieve afspraken gemaakt met betrekking tot de aanduiding van de bevoegde diensten voor de uitvoering van de communautaire wetgeving en de vaststelling van controleprocedures terzake.

— Het coördinatiecomité van de controlediensten: deze groep wordt voorgezeten door een ambtenaar van het ministerie van Economische Zaken (bestuur Economische Inspectie). Het comité werd in 1990 gereactiveerd met als doel de samenwerking tussen de controlediensten tot stand te brengen of te versterken.

Voor wat betreft de landbouwmarktordeningen, wordt de samenwerking tussen de controlediensten en het opstellen van controleprocedures besproken in de IEC/EEG/Landbouwproblemen.

— Interdepartementale administratieve opvolging.

Het betreft hier een nieuwe aanpak voor de verzekering van een opvolging op het terrein, eens de beslissingen genomen werden in de IEC en de nodige interne instructies van de controlediensten opgesteld zijn. Om fraudes en dus financiële correcties vanwege het EOGFL te vermijden is het noodzakelijk om vroegtijdig tekortkomingen bij de toepassing van de communautaire wetgeving vast te stellen.

Deze elementen hebben geleid tot het oprichten van een Interdepartementale Preventiecel, samengesteld uit afgevaardigden van Landbouw, Economische Zaken, Financiën, het BIRB en het Instituut voor veterinaire keuring, en waarbij de bevoegdheid van elke controle-instantie gerespecteerd wordt.

Deze Interdepartementale Preventiecel werd opgericht door middel van een tussen voormelde betrokken departementen gesloten protocol.

Dit protocol is het resultaat van interne besprekingen en het omvat de samenstelling en werking, de opdracht en de middelen van de Interdepartementale Preventiecel (IPC).

Een rapportering op verschillende niveaus wordt voorgesteld, waarbij het noodzakelijk is dat de IPC een zekere autonomie bewaart. Het voorstel bevat daarom een rechtstreekse rapportering van de IPC aan de betrokken ministers, met kennisgeving aan de IEC, en een jaarlijks verslag aan de regering.

De rol die België speelt in de bestrijding van de fraude in de EU kadert ook in de toepassing van de verordeningen (EG) 1469/95 en 745/96. Ingevolge deze verordeningen passen alle EG-lidstaten met ingang van 1 juli 1996 een regeling toe waarbij de marktdeelnemers die een risico vormen voor de communautaire begroting, op een « zwarte lijst » worden geplaatst.

Er kunnen dan drie maatregelen genomen worden :

- Verscherpte controle,
- Uitstel van betaling,
- Uitsluiting van deelneming,

in het kader van inschrijvingen, uitvoerrestituties en verkoop van interventieprodukten tegen verlaagde prijs.

Deze vertrouwelijke informatie wordt medegeleerd aan de Commissie die er zorg voor draagt dat deze doorgezonden wordt naar de bevoegde instanties van de andere lidstaten. In dezelfde zin ontvangt België via de Commissie de zwarte lijsten van de andere lidstaten.

De bedoeling van bovenvermelde verordeningen is de fraudes die plaatsgrijpen grensoverschrijdend in beeld te brengen. Tevens moet deze gegevensstroom er voor zorgen dat een gelijke behandeling van de marktdeelnemers gegarandeerd wordt.

Minister van Vervoer

Vraag nr. 62 van de heer Hazette d.d. 29 augustus 1996 (Fr.):

Verdeling van rokers- en niet-rokersplaatsen in de trein.

Naar aanleiding van een klacht van een rokende pendelaar in verband met de verdeling van rokers- en niet-rokersplaatsen in de

la répartition des places fumeurs et non fumeurs à bord des trains, a conclu en invitant la SNCB à appliquer «la proportion 90/10 en faveur des non-fumeurs dont elle a fait publiquement état lors de la présentation des nouvelles voitures I 11.

Il lui est demandé de prendre à cette fin les mesures qui s'imposent pour le matériel à double étage».

La SNCB ne paraît pas vouloir donner suite à cette recommandation.

1. Comment l'honorable ministre explique-t-il que la SNCB, tout en reconnaissant qu'une enquête de 1994 établit la proportion 80/20, retient dans un courrier de juin 1995 la proportion 90/10?

2. Quelles mesures l'honorable ministre compte-t-il prendre pour faire respecter la recommandation du service de médiation et quelle répartition préconisera-t-il?

Réponse: À la question posée par l'honorable membre, la SNCB me communique la réponse suivante.

1. D'une enquête réalisée en 1994, il ressortait :

— Que 20 p.c. des répondants étaient des fumeurs et 80 p.c. étaient non-fumeurs;

— Que seulement 14 p.c. des répondants voyageaient dans un compartiment fumeur;

— Que si une interdiction totale de fumer était instaurée, 93 p.c. des répondants (fumeurs et non-fumeurs) voyageraient autant avec le train ou même plus qu'auparavant.

Sur la base de cette enquête, les organes de gestion de la SNCB ont décidé de réduire le nombre de places fumeurs dans les trains aussi loin que techniquement possible.

Le dossier de présentation à la presse de la voiture I 11 mentionnait effectivement la répartition 90/10. La disposition des sièges ne permet pas toujours du point de vue technique d'atteindre une répartition identique. Dans les voitures I 11, 10 p.c. des places sont réservées aux fumeurs et dans les automotrices type 96, 14 p.c.

2. Compte tenu des nombreuses plaintes formulées par les voyageurs non fumeurs avant la diminution des places réservées aux fumeurs en février 1995, la SNCB considère que la diminution progressive du nombre de places réservées aux fumeurs permet d'augmenter le confort des voyageurs.

Elle ne peut dès lors tenir compte de la recommandation du service de médiation qui se base sur un nombre limité de plaintes émanant de fumeurs.

Question n° 64 de M. Anciaux du 25 septembre 1996 (N.):

SNCB. — Monopole.

Aux Pays-Bas, le monopole des *Nederlandse Spoorwegen* (NS), qui existait depuis 1938, a récemment été cassé. La société privée Lovers Rail s'est en effet employée à faire rouler un train quatre fois par jour sur la ligne Amsterdam-IJmuiden. Il n'est pas question de concurrence entre les NS et Lovers Rail, puisque la société privée développe ses activités sur un tronçon où ne roulent plus de trains de voyageurs depuis 1983, année où les NS ont supprimé ledit tronçon parce qu'il n'était plus rentable. Manifestement, Lovers Rail pense différemment. Jusqu'à présent, c'est la première entreprise qui profite de la libéralisation du réseau ferroviaire, laquelle est la conséquence de directives européennes. Toute personne qui répond à certaines conditions de sécurité peut exploiter un service ferroviaire sur le réseau ferroviaire néerlandais. La liaison qui est désormais opérationnelle a été réalisée assez rapidement. Ce n'est qu'en avril qu'une demande pour un service ferroviaire a été introduite auprès de l'organisation responsable du réseau ferroviaire, Railnet.

J'aimerais que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes :

1. Une société privée a-t-elle déjà fait au ministre ou à un des services pour lesquels il est compétent une proposition similaire à l'exemple néerlandais ?

trein, heeft de ombudsdiest van de NMBS de maatschappij gevraagd om de 90/10-verhouding in het voordeel van de niet-rokers toe te passen, die zij heeft aangekondigd bij de voorstelling van de nieuwe wagons I 11.

Er werd de NMBS ook gevraagd de nodige maatregelen te nemen voor de treinen met een bovenverdieping.

De NMBS lijkt geen gevolg te willen geven aan deze aanbeveling.

1. Hoe verklaart de geachte minister dat de NMBS het in haar correspondentie van juni 1995 heeft over een verhouding 90/10, terwijl zij zelf toegeeft dat die verhouding na een onderzoek in 1994 was vastgesteld op 80/20?

2. Welke maatregelen zal de geachte minister nemen om de aanbeveling van de ombudsdiest te doen respecteren en welke verdeling zal hij voorstaan?

Antwoord: De NMBS, deelt mij in antwoord op de door het geachte lid gestelde vraag het volgende mede.

1. Uit een in 1994 gehouden enquête is gebleken :

— Dat 20 pct. van de respondenten rokers waren en 80 pct. niet-rokers;

— Dat slechts 14 pct. van de respondenten in een rokersafdeling reisde;

— Dat, bij het invoeren van een algemeen rookverbod, 93 pct. van de respondenten (rokers en niet-rokers) evenveel of zelfs meer dan vroeger met de trein zou reizen.

Op basis van deze enquête hebben de beleidsinstanties van de NMBS beslist om het aantal rokersplaatsen in de treinen, zoveel als technisch mogelijk is, te beperken.

In de persmap over het rijtuig I 11 was inderdaad sprake van een verdeling 90/10. Door de schikking van de zitplaatsen is het, technisch gezien, niet altijd mogelijk om overal tot dezelfde verdeling te komen. In de rijtuigen I 11 is 10 pct. van de plaatsen bestemd voor rokers en in de elektrische motorrijtuigen type 96, 14 pct.

2. Gelet op de talrijke klachten die vóór het verminderen van het aantal plaatsen voor rokers in februari 1995, door de niet-rokers werden geuit, is de NMBS van oordeel dat de geleidelijke vermindering van het aantal rokersplaatsen het comfort van de reizigers ten goede komt.

Bijgevolg kan ze geen rekening houden met de aanbeveling van de ombudsdiest die gebaseerd is op een beperkt aantal klachten van rokers.

Vraag nr. 64 van de heer Anciaux d.d. 25 september 1996 (N.):

NMBS. — Monopolie.

In Nederland is het sinds 1938 bestaande monopolie van de Nederlandse Spoorwegen (NS) sedert kort doorbroken. De privé-maatschappij Lovers Rail heeft er immers voor gezorgd dat op de route Amsterdam-IJmuiden viermaal daags een trein rijdt. Er is geen sprake van concurrentie tussen de NS en Lovers Rail aangezien de privé-maatschappij haar activiteiten ontplooit op een route waar sinds 1983 geen reizigerstreinen meer rijden. Dit stuk spoorlijn werd door de NS in 1983 afgesloten omdat het niet langer rendabel was. Lovers Rail denkt daar blijkbaar anders over. Lovers Rail is momenteel het eerste bedrijf dat gebruik maakt van de liberalisering van het spoorwegnet, die het gevolg is van Europese richtlijnen. Iedereen die aan bepaalde veiligheidsvoorschriften voldoet, mag een treindienst beginnen op het Nederlandse spoorwegnet. De nu operationele verbinding is er vrij snel gekomen. Pas in april is een aanvraag voor een treindienst ingediend bij de organisatie die verantwoordelijk is voor het spoorwegnet, Railnet.

Van de geachte minister zou ik graag op de volgende vragen een antwoord hebben gekregen :

1. Is hij of zijn diensten waarover hij bevoegd is reeds door een privé-maatschappij benaderd geweest met een aan het Nederlandse voorbeeld gelijkaardig voorstel ?

2. Pense-t-il que certaines liaisons ferroviaires, qui ont été supprimées dans le passé pour des raisons d'économie, pourraient malgré tout être éventuellement rentables à l'heure actuelle ? Envisage-t-on de prendre des mesures qui tiennent compte de la modification éventuelle des circonstances ?

Réponse: À la question posée par l'honorable membre, la SNCB me communique la réponse suivante.

1. En vertu des directives 91/440/CE, 95/18/CE et 95/19/CE, la SNCB ne dispose plus du monopole d'exploitation du réseau ferroviaire belge. Les directives 95/18/EG et 95/19/EG doivent cependant encore être transcris dans la législation belge.

Jusqu'à présent aucune société privée n'a toutefois manifesté son intention de vouloir exploiter un ou plusieurs services de trains et n'a introduit une proposition analogue à celle de Lovers Rail aux Pays-Bas.

2. Les relations ferroviaires qui ont été supprimées dans le passé présentaient un rapport produits/charges particulièrement défavorable.

Aucun élément nouveau ne permet de penser que cette situation pourrait être différente aujourd'hui et que de telles relations pourraient être exploitées avec une rentabilité financière suffisante, notamment pour intéresser des entreprises privées.

Question n° 65 de Mme de Bethune du 6 octobre 1996 (N.) :

Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 18 adressée au ministre de la Politique scientifique, et publiée plus haut (p. 1563).

Réponse: 1. Au cours de l'année écoulée, 2 agents de niveau 1 ont quitté mon cabinet. Tous deux étaient de sexe masculin. Ils ont été remplacés par une femme et un homme.

2. Le rapport entre collaborateurs masculins et féminins au sein de mon cabinet s'établit désormais comme suit :

Niveau 1 :

— 11 personnes occupées, pour 10 emplois équivalents temps plein;

— 10 hommes, dont 2 à mi-temps, et 1 femme.

Niveau 2 :

— 38 personnes occupées, pour 30 emplois équivalents temps plein;

— 15 hommes, dont 7 à temps partiel, et 23 femmes, dont 3 à temps partiel.

Niveau 4 :

— 8 personnes occupées, pour 7,5 emplois équivalents temps plein;

— 5 hommes et 3 femmes, dont 1 à mi-temps.

Total :

30 hommes et 27 femmes.

Ministre de la Justice

Question n° 64 de M. Ph. Charlier du 21 novembre 1995 (Fr.) :

Hormones.

Les journaux relatent que la chambre des mises en accusation d'Anvers a relâché trois suspects appréhendés dans une affaire d'hormones.

L'envoi d'une commission rogatoire vers Lugano, d'où provenaient les produits de base servant à la fabrication des hormones dans le laboratoire de Kapellen a-t-elle encore un sens puisque les suspects libérés auront le loisir d'effacer toutes les traces, qui pourraient servir à établir leur culpabilité ?

2. Meent hij dat bepaalde treinverbindingen, die in het verleden in het kader van besparingen werden afgesloten, eventueel toch rendabel zouden kunnen zijn op dit moment ? Om welke lijnen gaat het hier ? Overweegt hij stappen te ondernemen om op deze eventuele gewijzigde omstandigheden in te spelen ?

Antwoord: De NMBS deelt mij in antwoord op de door het geachte lid gestelde vraag het volgende mede.

1. Krachtens de richtlijnen 91/440/EG, 95/18/EG en 95/19/EG heeft de NMBS niet langer het monopolie inzake de exploitatie van het Belgische spoorwegnet. De richtlijnen 95/18/EG en 95/19/EG dienen evenwel nog in de Belgische wetgeving te worden opgenomen.

Tot nu toe heeft nog geen enkele privé-onderneming haar voornehmen kenbaar gemaakt om een of meer treindiensten te exploiteren, noch een voorstel ingediend dat aansluit bij dat van Lovers Rail in Nederland.

2. De spoorverbindingen die in het verleden werden afschaft, vertoonden een bijzonder ongunstige kosten-batenverhouding.

Er heeft zich geen enkel nieuw element aangediend dat toelaat te denken dat deze toestand vandaag anders zou zijn en dat dergelijke verbindingen zouden kunnen worden geëxploiteerd met voldoende financiële rendabiliteit, om meer bepaald de interesse van privé-ondernemingen op te wekken.

Vraag nr. 65 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.) :

Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 18 aan de minister van Wetenschapsbeleid, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1563).

Antwoord: 1. Het afgelopen jaar, hebben twee medewerkers van niveau 1 het kabinet verlaten. Beiden waren van het mannelijk geslacht. Ze werden vervangen door een vrouw en een man.

2. De verhouding tussen mannelijke en vrouwelijke kabinets-medewerkers is voortaan de volgende :

Niveau 1 :

— 11 personen tewerkgesteld in 10 voltijdse betrekkingen;

— 10 mannen, waarvan twee halftijds, en één vrouw.

Niveau 2 :

— 38 personen tewerkgesteld in 30 voltijdse betrekkingen;

— 15 mannen, waarvan 7 deeltijds, en 23 vrouwen, waarvan 3 deeltijds.

Niveau 4 :

— 8 personen tewerkgesteld in 7,5 voltijdse betrekkingen;

— 5 mannen en 3 vrouwen, waarvan één halftijds.

Totaal :

30 mannen en 27 vrouwen.

Minister van Justitie

Vraagnr.64vandeheerPh.Charlier.d.21november1995(Fr.) :

Hormonen.

De kranten berichten dat de kamer van inbeschuldigingstelling van Antwerpen drie verdachten heeft vrijgelaten die werden aangehouden in verband met een hormonenzaak.

Heeft het dan nog zin een rogatoire commissie naar Lugano te sturen, waar de grondstoffen voor de aanmaak van de hormonen in het laboratorium van Kapellen vandaan kwamen ? De vrijgelaten verdachten zullen nu immers alle tijd van de wereld hebben om alle sporen uit te wissen, die hun schuld zouden kunnen bewijzen.

Réponse: Le dossier, auquel votre question fait référence, concerne une enquête à grande échelle sur divers canaux d'approvisionnement de produits hormonaux prohibés.

Concernant l'opportunité de l'exécution d'une commission rogatoire à Lugano après qu'un nombre de personnes détenues préventivement aient été remises en liberté, je peux vous communiquer qu'elle a été exécutée entre-temps et qu'elle a bien apporté des informations utiles pour l'instruction.

Question n° 167 de M. Anciaux du 17 juin 1996 (N.):

IEV.—Intimidations croissantes à l'égard des experts de l'IEV.

Malgré les progrès soudains que l'on a enregistrés dans l'enquête sur le meurtre de Karel Van Noppen, ses collègues de l'Institut d'expertise vétérinaire (IEV) se sentent plus menacés que jamais. L'intensification de la lutte contre la consommation d'hormones, depuis quelques semaines, entraîne une recrudescence des menaces et intimidations. L'on vit en permanence sous tension. Selon des sources en provenance de l'IEV, l'on dispose déjà de suffisamment d'éléments pour s'attaquer aux «barons de la maffia des hormones». La direction de l'IEV attend que la Justice intervienne. Les membres de la cellule des hormones ont refusé en début d'année, d'encore procéder à des constatations auprès de certaines familles d'engraisseurs, parce qu'«ils n'ont pas vraiment envie de continuer à risquer leur vie, si l'on ne donne quand même pas suite à leurs PV».

L'honorable ministre est-il au courant de l'aggravation des manœuvres d'intimidation dont sont victimes les experts de l'IEV ? Quelles mesures compte-t-il prendre pour faire face à la situation ? A-t-on l'intention d'armer les experts de l'IEV comme leurs collègues wallons ? Que va faire la Justice contre les cinq grands de la maffia des hormones, les cinq «barons» ?

Réponse: J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre que les autorités judiciaires et policières ne signalent pas une augmentation des intimidations contre des enquêteurs de l'Institut d'expertise vétérinaire (IEV).

Les mesures éventuelles qui pourront être adoptées en la matière dépendent exclusivement de la compétence de mon collègue de l'Intérieur.

Ceux qui se rendent coupables d'usage d'hormones sont poursuivis en justice, indépendamment du fait qu'ils font partie du «top cinq» ou non.

Question n° 199 de M. Anciaux du 6 septembre 1996 (N.):

Loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. — Liberté ou libération conditionnelles. — Contradictions.

En vertu de l'article 35 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, la liberté ou la mise en liberté d'un inculpé peut être ordonnée sous conditions par le juge. La liberté ou la mise en liberté conditionnelles d'un inculpé n'est possible que si les conditions légales permettant de délivrer un mandat d'arrêt sont réunies (art. 35, § 2, de la loi sur la détention préventive). En conséquence, dans le cadre de la liberté ou de la mise en liberté conditionnelles également, le juge devra constater que l'arrestation de l'inculpé est absolument nécessaire pour la sécurité publique (art. 16, § 1^{er}, alinéa premier, de la loi sur la détention préventive). Si le maximum de la peine applicable ne dépasse pas 15 ans de travaux forcés, il doit y avoir en outre risque de récidive, de fuite, de dissimulation de preuves ou de collusion (art. 16, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi sur la détention préventive).

Il résulte toutefois de ce qui précède que, d'une part, le juge constate que la détention préventive de l'inculpé est absolument nécessaire pour la sécurité publique et qu'il y a également danger de récidive, de fuite, de dissimulation de preuves ou de collusion, mais que, d'autre part, l'inculpé est malgré tout laissé ou mis en liberté. La liberté ou la mise en liberté est certes assortie de conditions, comme par exemple le paiement d'une caution, mais il n'en reste pas moins que le juge a constaté que l'arrestation de l'inculpé

Antwoord: Het dossier waarnaar uw vraag verwijst betreft een grootschalig onderzoek naar diverse internationale aanvoerlijnen van verboden hormonale produkten.

Betreffende de opportuniteit van het alsnog uitvoeren van een rogatoire commissie te Lugano nadat een aantal voorlopig gehechten in vrijheid werden gesteld, kan ik u mededelen dat deze opdracht inmiddels werd uitgevoerd en dat zij wel degelijk nuttige gegevens voor het onderzoek heeft opgeleverd.

Vraag nr. 167 van de heer Anciaux d.d. 17 juni 1996 (N.):

IVK. — Toenemende intimidaties tegen IVK-keurders.

Ondanks de plotselinge vooruitgang in het onderzoek naar de moord op Karel Van Noppen, voelen zijn collega's bij het Instituut voor veterinaire keuring (IVK) zich onveiliger dan ooit. Nu de strijd tegen het hormonengebruik de laatste weken weer oplaaft, nemen ook de bedreigingen en intimidaties weer toe. Men leeft onder voortdurende spanning. Volgens IVK-bronnen zijn er al ruim voldoende gegevens vorhanden om de hormonentop aan te pakken. De IVK-top wacht op justitiële actie. De leden van de hormonencel weigerden eerder dit jaar nog bijkomende vaststellingen te doen bij sommige vormestersfamilies omdat zij naar eigen zeggen «weinig zin hebben hun leven in de weegschaal te stellen als er verder toch geen gevolg wordt gegeven aan hun PV's».

Is de geachte minister op de hoogte van de toenemende intimidaties tegen IVK-keurders ? Welke maatregelen zal hij hieromtrent nemen ? Is het de bedoeling de IVK-keurders te bewapenen zoals de Waalse keurders ? Wat gaat Justitie doen tegen de groten van het hormonengebruik, de zogenaamde top-vijf ?

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid mee te delen dat de gerechtelijke en politieoverheden geen toename van bedreigingen tegen keurders van het Instituut voor veterinaire keuring (IVK) melden.

De eventuele maatregelen die hieromtrent zouden kunnen worden genomen, behoren uitsluitend tot de bevoegdheid van mijn collega van Binnenlandse Zaken.

Degenen die zich schuldig maken aan hormonengebruik worden gerechtelijk vervolgd, of zij nu behoren tot de «top vijf» of niet.

Vraag nr. 199 van de heer Anciaux d.d. 6 september 1996 (N.):

Wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis. — Voorwaardelijke vrijheid of invrijheidstelling. — Tegenstrijdigheden.

In toepassing van artikel 35 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, kan de vrijheid of invrijheidstelling van een verdachte onder voorwaarden door de rechter worden bevolen. De vrijheid of invrijheidstelling van een verdachte onder voorwaarden, is enkel mogelijk indien de wettelijke voorwaarden om een aanhoudingsbevel te kunnen uitvaardigen vervuld zijn (art. 35, § 2, van de wet op de voorlopige hechtenis). Bijgevolg zal ook in het kader van de vrijheid of invrijheidstelling onder voorwaarden door de rechter moeten worden vastgesteld dat de aanhouding van de verdachte volstrekt noodzakelijk is voor de openbare veiligheid (art. 16, § 1, lid 1, van de wet op de voorlopige hechtenis). Indien de feiten strafbaar zijn met een straf die niet hoger is dan 15 jaar dwangarbeid, dient er daarenboven sprake te zijn van recidivegevaar, vluchtgevaar, verduisteringsgevaar of collusiegevaar (art. 16, § 1, lid 3, van de wet op de voorlopige hechtenis).

Dit heeft echter tot gevolg dat enerzijds door de rechter wordt vastgesteld dat de voorlopige hechtenis van de verdachte volstrekt noodzakelijk is voor de openbare veiligheid en dat er eveneens sprake is van recidivegevaar, vluchtgevaar, verduisteringsgevaar of collusiegevaar, doch dat anderzijds de verdachte toch vrij wordt gelaten of in vrijheid wordt gesteld. Aan de vrijheid of invrijheidstelling van de verdachte worden weliswaar voorwaarden gekoppeld, zoals bijvoorbeeld het betalen van een borgsom, doch

était absolument nécessaire pour la sécurité publique et que le juge a également constaté qu'il y avait risque de récidive, de fuite, de dissimulation de preuves ou de collusion si le maximum de la peine applicable ne dépasse pas 15 ans de travaux forcés. La liberté ou la mise en liberté conditionnelles d'un inculpé est, en effet, soumise aux mêmes conditions légales que la délivrance d'un mandat d'arrêt. En d'autres termes, la liberté ou la mise en liberté conditionnelles d'un inculpé n'est possible que si sa détention préventive est, elle aussi, légalement possible.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. N'est-il pas paradoxalement contradictoire que, d'une part, le juge constate que la détention préventive de l'inculpé est absolument nécessaire pour la sécurité publique et qu'il y a en outre risque de récidive, de fuite, de dissimulation de preuves ou de collusion, mais que, par ailleurs, l'inculpé soit malgré tout laissé ou remis en liberté ?

2. Est-il socialement acceptable et défendable qu'un inculpé soit laissé libre ou remis en liberté alors que, pourtant, le juge a constaté que la détention préventive de l'inculpé était absolument nécessaire pour la sécurité publique et que le juge a également constaté qu'il y avait danger de récidive, de fuite, de dissimulation de preuves ou de collusion ?

3. De quelles conditions une liberté ou une mise en liberté d'un inculpé en application de l'article 35 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive est-elle habituellement assortie en pratique ?

4. L'honorable ministre estime-t-il que le paiement d'une caution comme condition constitue une garantie suffisante et contrebalance suffisamment la constatation faite par le juge que la détention préventive de l'inculpé est absolument nécessaire pour la sécurité publique et la constatation qu'il y a danger de récidive, de fuite, de dissimulation de preuves ou de collusion ?

5. L'honorable ministre n'estime-t-il pas nécessaire, ou à tout le moins souhaitable, de retirer au juge la possibilité de laisser ou de remettre en liberté un inculpé sous conditions, dès l'instant où il a constaté que la détention préventive de l'inculpé était absolument nécessaire pour la sécurité publique ? Dans l'affirmative, quelles initiatives l'honorable ministre envisage-t-il de prendre à cet égard ?

Réponse : 1, 2 et 4. Je crains que l'honorable membre n'interprète de manière erronée la loi relative à la détention préventive.

Le principe de base de cette loi était la liberté de toute personne n'ayant pas encore été condamnée définitivement. Il ne peut être procédé à une limitation de liberté préalable que s'il est satisfait à des conditions très strictes. L'article 16, § 1^{er}, pose deux conditions à cet égard. La première est d'ordre purement juridique : les faits dont l'intéressé est inculpé doivent être de nature à entraîner un emprisonnement d'au moins 1 an. La seconde concerne l'intérêt de la sécurité publique qui doit être pris en considération. Si le taux de la peine éventuelle ne dépasse pas 15 ans d'emprisonnement, cet intérêt peut uniquement être apprécié sur la base des 4 critères également mentionnés dans la question.

Il appartient aux autorités judiciaires d'évaluer le danger que représente l'inculpé eu égard à ces critères. Sur base de cette évaluation le juge peut alors déterminer quelle limitation de liberté s'impose : détention préventive ou « liberté sous conditions ».

Il peut éventuellement estimer qu'une caution financière apportée par l'inculpé est de nature à limiter le danger.

3. Ces conditions sont arrêtées par le juge et visent directement les faits commis et la personnalité des intéressés (art. 35, § 3).

5. Comme déjà dit plus haut, ce raisonnement est basé sur un point de départ erroné. J'estime à cet égard que la liberté sous conditions constitue un instrument très utile.

dit neemt niet weg dat door de rechter is vastgesteld dat de aanhouding van de verdachte volstrekt noodzakelijk is voor de openbare veiligheid, én dat door de rechter tevens is vastgesteld dat er sprake is van recidivegevaar, vluchtgevaar, verduisteringsgevaar of collusiegevaar indien de feiten strafbaar zijn met een straf die niet hoger is dan 15 jaar dwangarbeid. De vrijheid of invrijheidstelling van een verdachte onder voorwaarden is immers onderworpen aan dezelfde wettelijke voorwaarden als deze die gelden voor het uitvaardigen van een aanhoudingsbevel. Met andere woorden, de vrijheid of invrijheidstelling van een verdachte onder voorwaarden, is enkel mogelijk indien ook de voorlopige hechtenis van de verdachte wettelijk mogelijk is.

Kan de geachte minister antwoord geven op volgende vragen :

1. Is het niet paradoxaal en contradictorisch dat enerzijds door de rechter wordt vastgesteld dat de voorlopige hechtenis van de verdachte volstrekt noodzakelijk is voor de openbare veiligheid en dat er tevens sprake is van recidivegevaar, vluchtgevaar, verduisteringsgevaar of collusiegevaar doch dat anderzijds de verdachte toch vrij wordt gelaten of in vrijheid wordt gesteld ?

2. Is het sociaal aanvaardbaar en maatschappelijk verdedigbaar dat een verdachte vrij wordt gelaten of in vrijheid wordt gesteld, terwijl nochtans door de rechter werd vastgesteld dat de voorlopige hechtenis van de verdachte volstrekt noodzakelijk is voor de openbare veiligheid, en door de rechter tevens is vastgesteld dat er sprake is van recidivegevaar, vluchtgevaar, verduisteringsgevaar of collusiegevaar ?

3. Welke voorwaarden worden in de praktijk doorgaans gekoppeld aan een vrijheid of invrijheidstelling van een verdachte in toepassing van artikel 35 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis ?

4. Is de geachte minister van oordeel dat het betalen van een borgsom als voorwaarde een voldoende waarborg is en voldoende opweegt tegen de door de rechter gedane vaststelling dat de voorlopige hechtenis van de verdachte volstrekt noodzakelijk is voor de openbare veiligheid en tegen de vaststelling dat er sprake is van recidivegevaar, vluchtgevaar, verduisteringsgevaar of collusiegevaar ?

5. Acht de geachte minister het noodzakelijk of minstens wenselijk om aan de rechter de mogelijkheid te ontnemen om een verdachte onder voorwaarden vrij te laten of in vrijheid te stellen van zodra deze heeft vastgesteld dat de voorlopige hechtenis van de verdachte volstrekt noodzakelijk is voor de openbare veiligheid ? Zo ja, welke initiatieven overweegt de geachte minister in dit verband te zullen nemen ?

Antwoord : 1, 2 en 4. Ik vrees dat het geachte lid een verkeerde interpretatie geeft van de wet op de voorlopige hechtenis.

Basisbeginsel bij deze wet was de vrijheid van iedereen die niet definitief veroordeeld was. Elke voorafgaande vrijheidsbeperking kan slechts mits aan zeer strikte voorwaarden is voldaan. Artikel 16, § 1, stelt in dit verband twee voorwaarden. Vooreerst is er de zuiver juridische : de feiten waarvan de betrokkenen verdacht wordt, moeten een gevangenisstraf van minstens één jaar tot gevolg kunnen hebben. Daarnaast is er het belang van de openbare veiligheid dat moet in ogen schouw worden genomen. Indien de mogelijke strafmaat niet meer dan 15 jaar gevangenisstraf bedraagt, kan dit belang slechts getoetst worden aan de vier criteria die ook in de vraag genoemd worden.

Het komt toe aan de rechterlijke overheden het gevaar dat de verdachte op deze punten oplevert, te beoordelen. Op basis van deze beoordeling kan de rechter dan oordelen welke vrijheidsbeperking aangewezen is : voorlopige hechtenis of « vrijheid onder voorwaarden ».

Eventueel kan hij oordelen dat een financiële waarborg door de verdachte bijdraagt het gevaar te beperken.

3. Deze voorwaarden worden door de rechter bepaald en staan in rechtstreeks verband met de gepleegde feiten en de persoonlijkheid van de betrokkenen (art. 35, § 3).

5. Zoals boven reeds vermeld steunt deze redenering op een verkeerd uitgangspunt. Ik meen ter zake dat de vrijheid onder voorwaarden een zeer nuttig instrument is.

Ministre de la Fonction publique

Question n° 37 de M. Loones du 25 septembre 1996 (N.):

Boyau de la mort.

L'honorables ministre s'est récemment rendu au Boyau de la mort à Dixmude.

Il ressort des articles parus dans la presse à propos du discours ministériel, tenu exclusivement en français, qu'une décision concernant l'exploitation contestée du Boyau de la mort n'est pas encore en vue.

Entre-temps, le ministère de la Défense nationale continue d'exploiter le site, ce qui implique apparemment aussi des travaux de rénovation.

Depuis que le Boyau de la mort est un site protégé, l'on ne peut sous aucune condition y effectuer des travaux si ce n'est avec l'autorisation et sous la surveillance du département des Monuments et des Sites de la Communauté flamande.

J'aimerais poser les questions suivantes à l'honorables ministre :

1. Une solution est-elle en vue en ce qui concerne l'exploitation du Boyau de la mort ?

2. A-t-on, pour effectuer les travaux de rénovation, recueilli les avis nécessaires auprès du département des Monuments et des Sites de la Communauté flamande ?

3. Comment l'honorables ministre justifie-t-il son discours unilingue français, prononcé à Dixmude, et concernant l'exploitation d'un site situé en Flandre et protégé en outre par le Gouvernement flamand ?

Réponse: En réponse aux trois parties de sa question, j'ai l'honneur de fournir les renseignements suivants à l'honorables membre.

1. Le «Boyau de la mort» est actuellement géré par la Défense nationale et comme le précise mon collègue en réponse à votre question n° 56, il entre dans les intentions du ministère de la Défense nationale de confirmer le site comme domaine militaire et, à ce titre, d'en poursuivre durablement la gestion.

2. Le Boyau de la mort a été classé dans son ensemble comme monument par arrêté ministériel du 2 juin 1992. Il n'a cependant pas été classé comme site.

L'état-major du 11^e bataillon du génie du ministère de la Défense nationale a, en date du 14 avril 1995, demandé l'avis de la Commission royale des monuments et des sites au sujet des travaux d'entretien qu'il souhaitait effectuer.

Un avis favorable a été donné le 27 avril 1995.

La cellule de Flandre occidentale du ministère de la Communauté flamande, compétente pour les monuments et les sites, exerce un contrôle strict sur tous les travaux.

3. À cette occasion, je n'ai pas prononcé de discours officiel à Dixmude.

Ministre de la Défense nationale

Question n° 51 de M. Destexhe du 30 août 1996 (Fr.):

Participation belge à l'OTAN.

Des officiers supérieurs, belges et étrangers, ont attiré l'attention sur les conséquences d'une réduction du budget militaire dans les pays membres de l'OTAN.

1. Selon les dernières données disponibles, quelle est la partie des dépenses de la Défense nationale par rapport au PNB dans les pays de l'Alliance atlantique ?

2. Comment se détermine la contribution de chaque pays à l'effort de défense commune ?

3. Quelles sont les forces de l'armée belge qui sont mises à la disposition de l'OTAN ?

Minister van Ambtenarenzaken

Vraag nr. 37 van de heer Loones d.d. 25 september 1996 (N.):

Dodengang.

De geachte minister bracht onlangs een bezoek aan de Dodengang te Diksmuide.

Uit de persverslaggeving over de ministeriële toespraak, exclusief gehouden in het Frans, blijkt dat een beslissing over de betwiste exploitatie van de Dodengang nog niet in zicht is.

Intussen blijft het ministerie van Landsverdediging de site exploiteren; daarbij worden blijkbaar ook renovatiewerken uitgevoerd.

Nu de Dodengang een beschermd monument is, kunnen onder geen beding werken worden uitgevoerd, zonder toelating en zonder toezicht van de afdeling Monumenten en Landschappen van de Vlaamse Gemeenschap.

Graag kreeg ik een antwoord op volgende vragen:

1. Is er een oplossing in het zicht voor de exploitatie van de Dodengang ?

2. Werden voor het uitvoeren van de renovatiewerken noodzakelijke adviezen ingewonnen bij de afdeling Monumenten en Landschappen van de Vlaamse Gemeenschap ?

3. Hoe verantwoordt de geachte minister zijn éénmalig in het Frans gehouden toespraak in Diksmuide, betreffende de exploitatie van een site die in Vlaanderen gelegen is, en bovendien als monument beschermd door de Vlaamse regering ?

Antwoord: In antwoord op de drie onderdelen van zijn vraag heb ik de eer het geachte lid de volgende inlichtingen te verstrekken.

1. De «Dodengang» wordt momenteel beheerd door Landsverdediging en zoals mijn collega preciseert in antwoord op uw vraag nr. 56, ligt het in de bedoeling van de minister van Landsverdediging de plaats te bevestigen als militair domein en, in dat opzicht, het beheer ervan te blijven verzekeren.

2. De Dodengang werd in zijn geheel als monument beschermd bij ministerieel besluit van 2 juni 1992. Er is geen bescherming als landschap.

Op 14 april 1995 vroeg de staf van het 11^e genie-bataljon van het ministerie van Landsverdediging advies aan de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen in verband met onderhoudswerken die hij wenste uit te voeren.

Een gunstig advies werd op 27 april 1995 afgeleverd.

De Westvlaamse cel, bevoegd voor monumenten en landschappen, van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, volgt elke ingreep op de voet.

3. Bij deze gelegenheid heb ik geen officiële toespraak gehouden te Diksmuide.

Minister van Landsverdediging

Vraag nr. 51 van de heer Destexhe van 30 augustus 1996 (Fr.):

Belgische deelname aan de NAVO.

Verschillende hogere officieren, zowel Belgische als buitenlandse, hebben gewezen op de gevolgen van een vermindering van het militaire budget in de landen die zijn van de NAVO.

1. In welke verhouding staan, volgens de laatste beschikbare gegevens, de uitgaven voor Landsverdediging tot het bruto nationaal product in de landen van de Atlantische Alliantie ?

2. Hoe wordt de bijdrage van elk land in de uitgaven voor de gemeenschappelijke defensie vastgesteld ?

3. Welke krijgsmachtdelen stelt het Belgische leger ter beschikking van de NAVO ?

4. Compte tenu du budget des forces armées, de l'équipement et des troupes disponibles, sommes-nous encore en mesure de remplir totalement notre rôle dans le cadre de l'OTAN?

Réponse: L'honorable membre voudra bien trouver ci-après les réponses à ses questions.

1. Le tableau repris ci-dessous présente par pays le montant des dépenses de défense de l'OTAN exprimé en pourcentage du produit intérieur brut (PIB). Les données se réfèrent à l'année 1995, étant donné que tous les pays n'ont pas encore publié leurs dépenses de défense pour 1996.

Pays	P.c. du PIB
Belgique	1,70
Canada	1,59
Danemark	1,78
France	3,08
Allemagne	1,73
Grèce	4,53
Italie	1,84
Luxembourg	0,84
Pays-Bas	2,05
Norvège	2,54
Portugal	2,73
Espagne	1,52
Turquie	3,51
Royaume-Uni	3,11
États-Unis	3,98

Le produit intérieur brut constitue la somme, évaluée au prix du marché, de tous les produits finis et services qui sont produits par l'économie d'un pays au cours d'une année à l'intérieur du territoire. Les montants exprimés en pour cent du produit national brut ne sont pas disponibles.

Nous attirons votre attention sur le fait que les données concernent bien les dépenses de défense de l'OTAN et par conséquent toutes les dépenses effectuées pendant l'année au profit des forces armées, y inclus par exemple les dépenses relatives aux pensions militaires et à la justice militaire. Les montants ne comprennent donc pas uniquement les dépenses inscrites au budget de la Défense nationale.

2. La contribution financière du département de la Défense nationale à l'effort de défense commune est déterminée à partir de clés de partage de coûts relatifs aux différents budgets de l'OTAN.

Le département de la Défense nationale contribue au budget militaire et au budget pour les investissements dans le domaine de la sécurité.

Les plafonds de dépenses sont approuvés annuellement par le Conseil et déterminent la contribution de chaque pays en unités de compte internationales qui peuvent elles-mêmes être converties dans les différentes devises moyennant des parités revues régulièrement en fonction des taux de change du marché.

3. Dans le cadre de l'engagement belge à participer aux opérations OTAN de défense collective et de gestion de crises, le gouvernement fédéral peut décider de mettre à disposition de l'Alliance tout ou partie de l'ensemble des unités opérationnelles des forces armées.

Force terrestre:

- La division mécanisée;
- La brigade para-commando;
- Les troupes d'appui au combat.

Force aérienne:

- Les six escadrilles F-16;
- Les deux escadrilles de transport à l'exception des avions Falcon;
- L'escadrille d'hélicoptères de recherche et de sauvetage.

Marine:

L'ensemble de ses navires: frégates, chasseurs et dragueurs de mines, bâtiments de commandement et de soutien.

4. Zijn wij, rekening houdend met het budget voor de krijsmacht, de uitrusting en de beschikbare troepen, nog in staat onze rol in de NAVO naar behoren te vervullen?

Antwoord: Het geachte lid gelieve hierna het antwoord te willen vinden op de door hem gestelde vragen.

1. De tabel hieronder geeft per land de hoeveelheid weer van de NAVO-defensieuitgaven uitgedrukt in percent van het bruto binnenlands product (BBP). De cijfers hebben betrekking op het jaar 1995, gezien nog niet alle landen hun defensieuitgaven voor 1996 gepubliceerd hebben.

Land	Pct. van het BBP
België	1,70
Canada	1,59
Denemarken	1,78
Frankrijk	3,08
Duitsland	1,73
Griekenland	4,53
Italië	1,84
Luxemburg	0,84
Nederland	2,05
Noorwegen	2,54
Portugal	2,73
Spanje	1,52
Turkije	3,51
Groot-Brittannië	3,11
Verenigde Staten	3,98

Het bruto binnenlands product wordt beschouwd als de som van de marktwaarde van alle afgewerkte goederen en diensten die in de loop van een jaar door de economie van een land worden geproduceerd binnen het territorium. De cijfers uitgedrukt in percent van het bruto nationaal product zijn niet beschikbaar.

Uw aandacht wordt gevestigd op het feit dat de cijfers de NAVO-defensieuitgaven betreffen en bijgevolg al de tijdens het jaar gedane uitgaven ten behoeve van de strijdkrachten, inbegrepen bij wijze van voorbeeld de uitgaven voor de militaire pensioenen en voor het militair gerecht. De cijfers bevatten dus niet louter de uitgaven ingeschreven op de begroting van Landsverdediging.

2. De financiële bijdrage van het departement van Landsverdediging tot de gemeenschappelijke defensie-inspanning wordt bepaald op basis van kostenverdeelsleutels met betrekking tot de verschillende begrotingen van de NAVO.

Het departement van Landsverdediging draagt bij in het militaire budget en eveneens in het budget van de investeringen in het domein van de veiligheid.

De uitgavenplafonds worden jaarlijks goedgekeurd door de Raad en bepalen de bijdrage van elk land in internationale rekenenheden, die op hun beurt kunnen worden omgezet in de verschillende deviezen door middel van pariteiten die regelmatig worden herzien op basis van de vigerende wisselkoersen.

3. In het kader van de Belgische verbintenis om deel te nemen aan de operaties inzake collectieve defensie en crisisbeheer van de NAVO, kan de federale regering beslissen om een deel of het geheel van de operationele eenheden van de strijdkrachten ter beschikking te stellen van de Alliantie.

Landmacht:

- De gemanageerde divisie;
- De brigade para-commando;
- De gevechtssteuntroepen;

Luchtmacht:

- De zes smaldele F-16;
- De twee transportsmaldele met uitzondering van de vliegtuigen Falcon;
- Het smaldeel helikopters voor opsporing en redding.

Marine:

Het geheel van zijn vaartuigen, mijnenjagers en -vegers, commando- en steunschepen.

Commandement Territorial Interforces (ITC):

Les unités assurant l'appui et la protection des lignes de communication alliées sur le territoire national.

À cet effet, les forces armées belges participent aux :

- Forces de réaction immédiate (IRF);
- Forces de réaction rapide (RRF);
- Forces de défense principale (MDF);
- Forces d'appoint (AUF).

4. La Belgique a fondé sa politique de sécurité et de défense sur la solidarité, qui s'exprime à travers des organismes internationaux : ONU, OSCE, UE, OTAN et UEO. Pour ce qui est de l'OTAN, c'est au niveau du Conseil que sont élaborées les directives générales de planification permettant de trouver un équilibre entre les missions — aussi bien de défense collective que de gestion de crises — et les moyens. Un des objectifs majeurs poursuivis est en outre la recherche d'une juste répartition tant au sein des différentes nations qu'entre Européens et Nord-Américains.

Grâce à un système complexe de cycles de planification, l'OTAN dispose d'un outil conçu pour déterminer le niveau de contribution de chaque allié, pour assurer la cohérence des dépenses nationales de défense, en obtenir un rendement optimum, pour assurer la transparence de ces dépenses de défense et pour tenir compte des priorités et des déficiences.

Quant à sa contribution en forces militaires pouvant être mises à disposition de l'Alliance, la Belgique satisfait globalement à ses obligations. Néanmoins, certaines déficiences font l'objet de remarques répétées de la part de l'OTAN. Parmi celles-ci, on retiendra :

- Le vieillissement structurel du personnel des unités de combat, dû à un niveau de recrutement insuffisant;
- Le manque de certains types d'unités d'appui au combat;
- L'obsolescence d'une partie croissante des équipements et matériels;
- Le rythme trop lent de modernisation des matériels militaires.

Sur le plan des dépenses d'équipement et de rééquipement militaires, notre situation est plus critique tant pour notre participation au financement des projets communs de l'OTAN que pour les investissements nationaux découlant des besoins exprimés par l'OTAN à la Belgique.

Ainsi, en 1995, le pourcentage affecté aux dépenses d'équipement représentait 6,5 p.c. des dépenses belges de défense de l'OTAN, alors que la moyenne pour l'ensemble des alliés était de 18 p.c. Nous nous plaçons ainsi en avant-dernière position.

Ce pourcentage peu élevé est la conséquence directe du montant du budget alloué aux dépenses en personnel qui représentaient, en 1995, 69,7 p.c. de nos dépenses de défense de l'OTAN pour une moyenne OTAN de 57,12 p.c.

De l'appréciation actuelle élaborée par l'OTAN, il ressort que la Belgique continue à fournir une contribution non négligeable à la défense collective de l'Alliance. Notre contribution aux opérations de maintien de la paix, aux missions humanitaires ainsi que notre participation au programme du Partenariat pour la Paix (PfP) sont unanimement appréciées. Notre pays est donc en mesure de remplir son rôle dans le cadre de l'OTAN. Néanmoins, à défaut de trouver rapidement les moyens nécessaires à la modernisation de nos forces armées, le problème risque de devenir insurmontable et de remettre en question non seulement l'efficacité de nos forces armées mais aussi la sécurité de nos troupes et — plus encore — la crédibilité de la Belgique.

Question n° 56 de M. Loones du 25 septembre 1996 (N.):***Boyau de la mort.***

M. Flahaut, ministre compétent pour la Régie des Bâtiments, s'est récemment rendu au Boyau de la mort à Dixmude.

Il ressort de ses propos qu'une décision concernant l'exploitation contestée au Boyau de la mort n'est pas encore en vue.

Intermachten Territoriaal Commando (ITC):

De eenheden verantwoordelijk voor de steun en bescherming van de geallieerde communicatielijnen op het nationaal grondgebied.

Hiertoe nemen de Belgische strijdkrachten deel aan :

- De onmiddellijke reactiestrijdkrachten (IRF);
- De snelle reactiestrijdkrachten (RRF);
- De hoofdverdedigingsstrijdkrachten (MDF);
- De aanvullingsstrijdkrachten (AUF).

4. België heeft zijn veiligheids- en defensiepolitiek gebaseerd op solidariteit, die zich vertaalt doorheen internationale organisaties : UNO, OVSE, EU, NAVO en WEU. Wat de NAVO betreft, worden de algemene planningsrichtlijnen uitgewerkt op het niveau van de Raad. Deze richtlijnen laten toe een evenwicht te vinden tussen opdrachten — zowel inzake collectieve verdediging als crisisbeheer — en middelen. Een van de belangrijkste objectieven bestaat er bovendien in een juiste verdeling na te streven zowel tussen de verschillende naties als tussen Europeanen en Noord-Amerikanen.

Dank zij een complex systeem van planningscycli beschikt de NAVO over een instrument om het niveau van de bijdrage van alle geallieerden te bepalen, de coherentie van de nationale defensie-uitgaven te verzekeren, er een optimaal rendement van te bekomen, de transparantie van deze defensie-uitgaven te verzekeren en rekening te houden met prioriteiten en onvolkomenheden.

Wat de bijdrage van België betreft in strijdkrachten die ter beschikking van de Alliantie kunnen worden gesteld, voldoet ons land globaal aan zijn verplichtingen. Nochtans maken sommige onvolkomenheden het voorwerp uit van herhaalde opmerkingen vanwege de NAVO. Enkele hiervan zijn :

- De structurele veroudering van het personeel in de gevechts eenheden te wijten aan een te laag recruteringspeil;
- Het ontbreken van bepaalde types gevechtssteuneenheden;
- De veroudering van een stijgend deel van de uitrusting en van het materieel;
- Het te trage modernisering ritme van het militair materieel.

Inzake uitgaven van militaire uitrusting en wederuitrusting is onze situatie kritischer en dit zowel wat onze bijdrage tot de financiering van gemeenschappelijke NAVO-programma's betreft als wat de nationale investeringen aangaat die voortvloeien uit de behoeften die de NAVO heeft bepaald.

Zo bedroeg het percentage dat in 1995 aan uitrustingsuitgaven werd besteed slechts 6,5 pct. van de Belgische NAVO-defensieuutgaven terwijl onze NAVO-partners er gemiddeld 18 pct. aan besteedden. Hiermee nestelen wij ons op de voorlaatste positie.

Dit laag percentage is het rechtstreeks gevolg van het bedrag besteed aan personeelsuitgaven. Het percentage bedroeg hier in 1995 69,7 pct. van onze NAVO-defensieuutgaven tegen een NAVO-gemiddelde van 57,12 pct.

Uit de huidige appreciatie, verspreid door de NAVO, blijkt dat België een niet te verwaarlozen bijdrage blijft leveren aan de gemeenschappelijke verdediging van de Alliantie. Onze bijdrage tot de humanitaire operaties en tot de handhaving van de vrede evenals onze deelname in het Partnerschap voor de Vrede (PfP) wordt unaniem gewaardeerd. Ons land is dus in staat zijn rol te vervullen in het kader van de NAVO. Nochtans indien we niet snel de nodige middelen vinden voor de modernisering van onze strijdkrachten riskeert het probleem onoverkomelijk te worden. Niet enkel de doeltreffendheid van onze strijdkrachten maar ook de veiligheid van onze troepen en — a fortiori — de geloofwaardigheid van België dreigt terug in vraag te worden gesteld.

Vraag nr. 56 van de heer Loones d.d. 25 september 1996 (N.):***Dodengang.***

De heer minister Flahaut, bevoegd voor de Regie der Gebouwen, bracht onlangs een bezoek aan de Dodengang te Diksmuide.

Uit zijn uitleggen blijkt dat er geen oplossing in het verschiet is over de betwiste exploitatie van de Dodengang.

Entre-temps, le ministère de la Défense nationale continue toutefois d'exploiter le site, ce qui implique apparemment aussi des travaux de rénovation.

Depuis que le Boyau de la mort est un site protégé, l'on ne peut sous aucune condition y effectuer des travaux si ce n'est avec l'autorisation et sous la surveillance du département des Monuments et des Sites de la Communauté flamande.

J'aimerais poser les questions suivantes à l'honorable ministre :

1. Une solution est-elle en vue en ce qui concerne l'exploitation du Boyau de la mort ?

2. A-t-on, pour effectuer les travaux de rénovation, recueilli les avis nécessaires auprès du département des Monuments et des Sites de la Communauté flamande ?

Réponse: L'honorable membre est prié de trouver ci-après la réponse à ses questions.

1. Le «Boyau de la mort» est actuellement géré par la Défense nationale. Il entre dans mes intentions de confirmer le site comme domaine militaire et à ce titre d'en poursuivre durablement la gestion.

2. Les avis nécessaires ont été demandés auprès du département Monuments et Sites de la Communauté flamande avant l'exécution des travaux de restauration. Ce département a émis un avis favorable le 27 avril 1995.

Question n° 61 de Mme de Bethune du 8 novembre 1996 (N.)

Emploi de handicapés dans les administrations de l'État.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 34 adressée au Premier ministre, et publiée plus haut (p. 1572).

Réponse: L'honorable membre est prié de trouver ci-après la réponse à ses questions.

1.1. Nombre de moins-valides occupés au département de la Défense nationale sur la base des dispositions de l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi de handicapés dans les administrations de l'État: 107.

Pourcentage par rapport au nombre total d'agents statutaires occupés au département: 5 p.c.

1.2. Parmi ces 107 agents, on compte 68 hommes et 39 femmes, soit respectivement 63,5 p.c. et 36,5 p.c.

Au sein de l'ensemble du personnel statutaire, la répartition hommes-femmes est la suivante: hommes: 63 p.c.; femmes: 37 p.c.

Ondertussen blijft het ministerie van Landsverdediging de site wel verder exploiteren, waarbij blijkbaar ook renovatiewerken worden uitgevoerd.

Nu de Dodengang een beschermd monument is, kunnen onder geen beding werken worden uitgevoerd, zonder toelating en zonder toezicht van de afdeling Monumenten en Landschappen van de Vlaamse Gemeenschap.

Graag kreeg ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen:

1. Is er een oplossing in het zicht voor de exploitatie van de Dodengang ?

2. Werden voor het uitvoeren van de renovatiewerken noodzakelijke adviezen ingewonnen bij de afdeling Monumenten en Landschappen van de Vlaamse Gemeenschap ?

Antwoord: Het geachte lid gelieve hierna het antwoord te willen vinden op de door hem gestelde vraag.

1. De «Dodengang» wordt momenteel door Landsverdediging beheerd. Ik ben van plan om het statuut van dit terrein als militair domein te bevestigen en om die reden het beheer ervan langdurig verder te zetten.

2. Vóór het uitvoeren van de renovatiewerken werden de noodzakelijke adviezen ingewonnen bij de afdeling Monumenten en Landschappen van de Vlaamse Gemeenschap. Deze afdeling heeft een gunstig advies uitgebracht op 27 april 1995.

Vraagnr.61vanmevrouwdeBethuned.d.8november1996(N.):

Tewerkstelling van de mindervaliden bij de rijksdiensten.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 34 aan de Eerste minister, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1572).

Antwoord: Het geachte lid gelieve hierna het antwoord te willen vinden op de door haar gestelde vragen.

1.1. Aantal gehandicapten tewerkgesteld bij het departement van Landsverdediging op grond van de bepalingen van het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van mindervaliden in de rijksbesturen: 107.

Percentage in verhouding tot het totale aantal bij het departement tewerkgestelde statutaire personeelsleden: 5 pct.

1.2. Van deze 107 personeelsleden zijn er 68 mannen en 39 vrouwen of respectievelijk 63,5 pct. en 36,5 pct.

Bij het statutaire personeel in zijn geheel is de verhouding man-vrouw de volgende: mannen: 63 pct.; vrouwen: 37 pct.

	Niveau — Niveau	N		F		Total — Totaal		Total général — Algemeen totaal
		Homme — Man	Femme — Vrouw	Homme — Man	Femme — Vrouw	Homme — Man	Femme — Vrouw	
Personnel administratif: — <i>Administratief personeel:</i>								
	1	3	—	—	—	3	—	3
	2+	1	—	—	—	1	—	1
	2	3	2	2	—	5	2	7
	3	11	11	8	4	19	15	34
	4	5	10	4	6	9	16	25
Total. — Totaal . . .		23	23	14	10	37	33	70
Personnel ouvrier: — <i>Arbeiderspersoneel:</i>								
	3	11	—	7	—	18	—	18
	4	7	2	6	4	13	6	19
Total. — Totaal . . .		18	2	13	4	31	6	37
Total général. — <i>Algemeen totaal . . .</i>		41	25	27	14	68	39	107

1.4. Aucun agent moins valide n'est actuellement affecté au cabinet du ministre de la Défense nationale.

2.1. Le département de la Défense nationale n'a pas, durant les deux dernières années, recruté de moins-valides, en raison du blocage complet des recrutements statutaires à la Défense nationale qui est d'application depuis le 1^{er} janvier 1995.

1.4. Op dit ogenblik werkt er geen enkele mindervalide ambteeraar op het kabinet van de minister van Landsverdediging.

2.1. Het departement van Landsverdediging heeft over de laatste twee jaar geen mindervaliden aangeworven wegens de volledige wervingsstop voor statutair personeel bij Landsverdediging die sinds 1 januari 1995 geldt.

2.1.1^o Le blocage des recrutements, conjugué au contexte de restructuration que connaît depuis plusieurs mois le département, justifie le non-recrutement de personnel statutaire lors de ces deux dernières années. Les moins-valides n'ont bien évidemment pas échappé à cette règle.

2.1.2^o Cette situation sera bien sûr revue au fur et à mesure de l'évolution du plan de restructuration et à la faveur du déblocage des recrutements de personnel statutaire à la Défense nationale. Aucune évolution positive ne peut cependant être attendue pour 1997.

2.3. Il existe, entre la Commission de placement des moins-valides et les services du personnel de la Défense nationale, une collaboration active, aussi bien en ce qui concerne la détermination d'un poste de travail adapté au candidat moins valide au sein de l'administration, qu'en ce qui concerne l'adaptation des postes de travail au handicap du moins valide. Le département s'est, dans certains cas, doté de matériel spécifique permettant au moins valide d'exercer sa fonction dans des conditions optimales.

2.4 Le département n'a pas, durant les deux dernières années, fait usage de l'article 7 de l'arrêté royal susmentionné, étant donné le blocage complet des recrutements à la Défense nationale.

2.5. Le suivi de l'exécution des dispositions contenues dans l'arrêté royal susmentionné est assuré par le chef de la direction du personnel civil.

3. Le nombre de candidatures adressées au département durant les deux dernières années et émanant de moins-valides peut être estimé à 20, soit une dizaine par an.

4. Durant les deux dernières années, 8 agents appartenant au contingent des moins-valides ont fait l'objet d'une promotion au sein du département, soit 7 en 1995 et 1 en 1996.

5.1. Aucun moins valide n'a, durant les deux dernières années, quitté le service pendant le stage.

5.2. Nombre de moins-valides statutaires ayant quitté le service durant les deux dernières années :

- 1^o Total: 5;
- 2^o Pension: 5, dont 4 pensions prématuées définitives;
- 3^o Décès: —;
- 4^o Maladies: —;
- 5^o Licenciement: —.

Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre

Question n° 41 de M. Anciaux du 19 septembre 1996 (N.):

Équateur. — Développement agricole. — Projet Tractebel.

Il me revient que l'AGCD réalise actuellement à Playas (Équateur), par l'intermédiaire de Tractebel, une étude concernant les possibilités de «développement agricole de l'endroit». Le contrat ainsi conclu serait considéré par les spécialistes de l'Équateur comme tout à fait inutile. Ce contrat attribué par vous en mai 1996 à la firme Tractebel, le «champion de la coopération belge au développement», représenterait un montant de 11,5 millions de francs belges. Le fait que, cette fois encore, les fonds ont été affectés à une étude peut être considéré comme très surprenant quand on sait qu'en avril 1996, le gouvernement équatorien s'était plaint «de ces études les plus diverses et de tous ces coûteux experts étrangers que l'on impose à notre pays et qui ne nous apportent rien». En dépit de cette déclaration sans ambages du gouvernement équatorien, vous avez donné, quelques semaines plus tard, votre fiat à ce projet. Mais là où le dossier devient carrément risible (ou faut-il dire navrant?), c'est quand on sait que le projet de Tractebel est parfaitement douteux, et ce parce qu'il s'agit de réaliser une étude sur les possibilités de développement agricole de

2.1.1^o De wervingsstop, met daarbij het geheel van herstructurering, die sedert verscheidene maanden binnen het departement aan de gang is, rechtvaardigt de niet-werving van statutair personeel tijdens deze laatste twee jaar. Het spreekt vanzelf dat deze regel evenzeer voor de mindervaliden geldt.

2.1.2^o Deze toestand zal natuurlijk opnieuw worden bekeken naarmate het herstructureringsplan vordert en onder begünstiging van de deblokering van de werving van statutair personeel bij Landsverdediging. Vóór 1997 mag men zich echter aan geen enkele gunstige kentering verwachten.

2.3. Er wordt actief samengewerkt tussen de Commissie voor de plaatsing van mindervaliden en de personeelsdiensten van Landsverdediging, zowel wat het zoeken betreft van een betrekking bij het bestuur die voor de kandidaat-mindervalide past, als met betrekking tot de aanpassing van de arbeidsposten aan de handicap van de mindervaliden. Het departement heeft in bepaalde gevallen speciale apparatuur aangeschaft om de mindervalide in staat te stellen zijn functie in optimale omstandigheden uit te oefenen.

2.4. Het departement heeft gedurende de laatste twee jaar van artikel 7 van het voornoemde koninklijk besluit geen gebruik gemaakt gezien de totale wervingsstop bij Landsverdediging.

2.5. De chef van de directie burgerpersoneel zorgt voor de opvolging van de uitvoering van de bepalingen die in het voornoemde koninklijk besluit zijn opgenomen.

3. Het aantal kandidaturen afkomstig van mindervaliden, dat over de laatste twee jaar aan het departement werd gericht kan op 20 worden geraamd, zijnde een tiental per jaar.

4. Gedurende de laatste twee jaar zijn bij het departement 8 personeelsleden die van het contingent van de mindervaliden deel uitmaken bevorderd, namelijk 7 in 1995 en 1 in 1996.

5.1. Gedurende de laatste twee jaar heeft geen enkele mindervalide tijdens zijn stage de dienst verlaten.

5.2. Aantal statutaire mindervaliden die over de laatste twee jaar de dienst hebben verlaten :

- 1^o Totaal: 5;
- 2^o Pensioen: 5, waarvan 4 definitief met vervroegd pensioen;
- 3^o Overlijden: —;
- 4^o Ziekte: —;
- 5^o Afdanking: —.

Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister

Vraag nr. 41 van de heer Anciaux d.d. 19 september 1996 (N.):

Ecuador. — Landbouwontwikkeling. — Tractebel-project.

Naar ik verneem zou het ABOS, via Tractebel, momenteel in Playas (Ecuador) een studie uitvoeren in verband met de mogelijkheden inzake «landbouwontwikkeling». Dit toegezwezen contract zou door Ecuador-kenners als compleet nutteloos worden beschouwd. Met het door u in mei 1996 aan de firma Tractebel, de zogenaarde kampioen van de Belgische ontwikkelingshulp, toegezwezen contract zou een bedrag van 11,5 miljoen Belgische frank zijn gemoeid. Het gegeven dat ook dit keer het geld weer aangewend wordt voor studiewerk, kan als zeer bevredigend worden beschouwd aangezien in april 1996 de Ecuadoraanse regering haar beklag deed over «allerlei studies en dure buitenlandse experts die ons land opgedrongen worden en waar we niets aan hebben». Ondanks deze krasse Ecuadoraanse regeringsuitspraak gaf u enkele weken later uw goedkeuring aan het project. Dit dossier wordt echter pas helemaal lachwekkend (of is het schrijnend?) wanneer ik verneem dat het Tractebel-project hoogst twijfelachtig is en dit omdat men studie verricht naar de mogelijkheden van landbouwontwikkeling in de stad

la ville de Playas. Or Playas s'avère être la ville balnéaire la plus mondaine de l'Équateur. C'est, pour ainsi dire, l'un des rares endroits dans tous le pays où il n'y a aucune nécessité immédiate de stimuler les activités rurales. Toutes les activités économiques y sont centrées sur le tourisme. En revanche, d'autres parties de l'Équateur auraient bien besoin d'une aide au développement agricole.

L'honorable secrétaire d'État pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. Comment justifie-t-il sa décision de faire procéder, avec des fonds de la coopération, à une étude sur des possibilités agricoles à un endroit où ce besoin est comparativement moindre que dans d'autres régions équatoriennes ?

2. Pourquoi fait-il financer une fois de plus un projet d'étude, ce type de projet n'étant bien souvent qu'une perte de temps et un gouffre à millions, alors que le gouvernement équatorien a déjà marqué sa désapprobation à ce sujet ?

3. Y a-t-il (eu) suffisamment de contacts avec le gouvernement équatorien ? Ce dernier soutenait-il ce projet ?

4. L'honorable secrétaire d'État est-il personnellement convaincu de l'utilité de l'étude à réaliser par Tractebel ? Comment réagit-il aux critiques émises sur ce projet, notamment, par l'ONG gantoise Esmeraldas (*cf. De Morgen* du 31 août 1996) ?

Réponse : 1. La coopération belge en Équateur se concentre sur deux régions : la zone côtière «Guayas - Los Ríos» et le haut plateau andin situé dans la région «Sierra Norte». Avec les interventions en matière de santé publique, les projets de développement agricole revêtent une importance privilégiée dans la coopération entre l'Équateur et la Belgique. L'étude à laquelle il est fait référence consiste en une analyse des possibilités de développement agricole dans la région côtière autour de la petite ville de Playas, qui a une superficie cultivable de 10 000 ha dont 8 849 ha sont actuellement exploités.

Il s'impose d'effectuer une étude préalable quant aux possibilités de développement de la région concernée, en vue de proposer un projet de développement intégré au lieu d'une approche fragmentaire qui s'attaque à un problème spécifique mais dont l'impact ne peut être mesuré. L'étude est d'autant plus justifiée que la région sera prochainement raccordée au réseau du projet d'irrigation Daule-Peripa pour lequel l'État équatorien a déjà réalisé de très importants investissements.

De plus, l'étude se situe dans le prolongement des initiatives que la coopération belge entreprend actuellement dans la plaine côtière et qui concernent les soins de santé de base, la production de crevettes et la culture des bananes. Après le pétrole, les bananes et les crevettes sont les principaux produits d'exportation de l'Équateur. Ils sont surtout produits par les petits paysans. 80 p.c. de la production bananière proviennent de petites fermes inférieures à 20 ha. Il en va de même pour la région de Playas : 575 des 780 propriétaires, soit 73,7 p.c. sont des petits paysans (entre 0,1 et 5 ha). 88 p.c. des propriétaires de la région possèdent moins de 10 ha.

Le choix s'est donc dévolu sur les petits paysans qui pour la plupart ont migré de la région andine vers la plaine côtière. Cette région offre clairement des possibilités de croissance qui résident notamment dans la terre légèrement plus fertile de la «costa» et dans le potentiel d'irrigation du barrage construit très récemment.

La Belgique soutient également des initiatives sur le haut plateau andin, dans la Sierra Norte. Elles concernent la transformation de produits laitiers et la mise en place d'un système de crédit accessible aux petits paysans.

De même, sur le plan des soins de santé de base, la coopération belge est présente sur le haut plateau. Le projet de lutte contre le goitre endémique — typique de cette région — a été étendu par l'Unicef à l'ensemble de tous les pays andins.

2 et 3. Financièrement, l'étude menée à Playas est prise en charge par le fonds d'études belgo-équatorien. L'autorité locale formule les demandes, règle la procédure d'adjudication et signe

Playas. Playas blijkt de mondainste badplaats te zijn van Ecuador. Het is zowat één van de weinige plaatsen in het gehele land waar er geen directe nood bestaat aan het stimuleren van plattelandssactiviteiten. Alle economische activiteiten draaien er immers rond het toerisme. Andere delen van Ecuador daarentegen zouden wel via landbouwontwikkeling kunnen geholpen worden.

Van de geachte staatssecretaris zou ik graag op de volgende vragen een antwoord verkrijgen :

1. Hoe verantwoordt hij zijn beslissing om met ontwikkelingsgeld een studie naar landbouwmogelijkheden te laten uitvoeren en dit op een plaats waar er in vergelijking met andere Ecuadoraanse plaatsen minder nood aan is ?

2. Waarom laat hij maar weer eens een in vele gevallen tijds- en geldverslindend studieproject financieren, terwijl de Ecuadoraanse regering haar afkeuren hierover reeds heeft laten blijken ?

3. Zijn er voldoende contacten (geweest) met de Ecuadoraanse regering ? Stond de Ecuadoraanse regering achter dit project ?

4. Is de geachte staatssecretaris zelf overtuigd van het nut van het door Tractebel uit te voeren studiewerk ? Hoe reageert hij op de kritiek die onder andere de Gentse NGO Esmeraldas (*zie De Morgen* van 31 augustus 1996) op dit project heeft geuit ?

Antwoord: 1. De Belgische samenwerking met Ecuador concentreert zich op twee regio's : het kustgebied «Guayas-Los Ríos» en de Andijnse hoogvlakte in de regio «Sierra Norte». Naast interventies in de volksgezondheid zijn de projecten inzake landbouwontwikkeling prioriteren in de samenwerking tussen Ecuador en België. De studie waarnaar verwiesen wordt, betreft een onderzoek naar de mogelijkheden voor de landbouwontwikkeling in de kustregio rond het stadje Playas met een bebouwbare oppervlakte van 10 000 ha waarvan 8 849 ha vandaag bewerkt worden.

Het is nodig voorafgaand een studie te maken over de ontwikkelingsmogelijkheden van de betrokken streek om een geïntegreerd ontwikkelingsproject voor te stellen in plaats van een fragmentarische aanpak, die een bepaald probleem bestrijdt, maar waarvan de impact niet kan ingeschat worden. De studie verantwoordt zich nog meer door het feit dat de regio binnenkort aangesloten zal worden op het net van het irrigatieproject Daule-Peripa, waar de Ecuadoraanse Staat reeds heel belangrijke investeringen gedaan heeft.

De studie sluit tevens aan bij de lopende initiatieven van de Belgische ontwikkelingssamenwerking in de kustvlakte rond basisgezondheidszorg, garnalen- en bananenkweek. Garnalen en bananen zijn na petroleum de belangrijkste exportproducten. Ze worden hoofdzakelijk geproduceerd door kleine boeren. 80 pct. van de bananenproductie is afkomstig van boerenbedrijven kleiner dan 20 ha. Dit geldt ook voor de regio Playas : 575 van de 780 eigenaars — 73,7 pct. — zijn kleine boeren (0,1 tot 5 ha). 88 pct. van de eigenaars in de regio bezit minder dan 10 ha.

Er werd dus gekozen voor de kleine boeren, die voor het merendeel gemigreerd zijn van de Andes-regio naar de kustvlakte. Deze regio biedt duidelijk groeimogelijkheden, die onder andere gelezen zijn in de iets vruchtbardere grond van de «costa» en in het irrigatiepotentieel van de pas gebouwde dam.

België ondersteunt ook initiatieven in de Andijnse hoogvlakte, nl. de Sierra Norte. Daar wordt gewerkt rond de verwerking van melkproducten en toegankelijke kredietverlening voor kleine boeren.

Ook inzake basisgezondheidszorg wordt aandacht besteed aan de hoogvlakte. Het project ter bestrijding van het kropgezwel — typisch voor de hoogvlakte — werd door Unicef overgenomen voor alle Andijnse landen.

2 en 3. De studie in Playas wordt gefinancierd vanuit het Belgisch-Ecuadoraans studiefonds, waarbij de lokale overheid de aanvragen formuleert, de offerteprocedure afhandelt en het

le contrat. La coopération belge, pour sa part, exerce une fonction de contrôle lors des différentes étapes (termes de référence, appel d'offres, attribution du marché, contrat).

La demande d'une étude concernant le développement agricole dans la région de Playas émane du Centro Agricola de Playas, le syndicat agricole régional. Elle a été transmise au bureau de la coopération par le truchement du ministère de l'Agriculture et du ministère du Plan. Après analyse et mise au point technique de la demande, le dossier m'a été transmis pour approbation le 25 juillet 1995. Le 23 août 1995, j'ai marqué mon accord sur le projet. Ensuite, l'autorité équatorienne a lancé la procédure d'adjudication avec un appel d'offres limité. La demande a été adressée à 8 bureaux d'études belges. Deux d'entre eux ont réagi. Techniquement, l'accord de collaboration Tractebel/Caminos y Canales — le partenaire local — fut équivalent à l'offre du concurrent, mais la sienne fut 25 p.c. moins chère. Le 8 mai 1996, j'ai approuvé le contrat entre Tractebel/Caminos y Canales et l'autorité équatorienne. La procédure, pour laquelle l'initiative émane de l'Équateur et bénéficie du soutien de l'autorité équatorienne, a été suivie correctement. Qui plus est, l'accord de collaboration assure un transfert de connaissances entre les partenaires belge et équatoriens. Si le partenaire local est chargé d'une grande partie de la réalisation pratique et de l'étude du terrain, le bureau d'études belge assume la responsabilité finale de l'étude.

L'ASBL «Esmeraldas» attire l'attention sur l'interprétation abusive, par le journaliste, de la déclaration du ministre équatorien à propos des études imposées et des experts coûteux. Le journaliste fait comme si cette remarque visait la Belgique. En réalité, ainsi qu'exposé dans l'article de l'ASBL, il s'agissait d'un règlement de compte entre le ministre actuel de la Santé publique et son prédécesseur, à propos de la «Unidad Coordinadora», chargée de la réforme de la santé publique. Il est clair que le ministre, dans sa critique, visait un projet de la Banque mondiale (FASBASE) sans établir aucun rapport avec d'autres projets.

4. La critique formulée par l'ASBL «Esmeraldas» diverge beaucoup de l'article qui fait l'objet de votre question. Le numéro de juillet de l'ASBL «Esmeraldas» formule des critiques constructives que j'apprécie sans pour autant y souscrire. Dans une lettre adressée à mon administration, l'ASBL se distancie nettement de l'article paru dans le journal. Selon l'association, certaines observations critiques étaient complètement isolées de leur contexte.

Il est faux également de dire que le fondateur de l'ASBL aurait quitté l'administration, mécontenté par la politique tout à fait inefficace menée en Amérique latine par l'AGCD.

Les remarques critiques de l'ASBL reposent sur un nombre de suppositions erronées et sont d'ailleurs relativisées par son propre commentaire disant qu'elle ignore l'objet précis de l'étude.

Le prix de l'étude — plan de développement détaillé concernant une région d'une superficie de 10 000 ha avec deux zones écologiques, infrastructures sociales et transports, commercialisation, évaluation de l'impact sur l'environnement, etc. — se chiffre à 2 820 francs par bénéficiaire direct. Ainsi que mentionné plus haut, les petits paysans pauvres de cette région à potentiel de croissance, sont les grands bénéficiaires de cette étude. Toujours comme exposé dans ce qui précède, la Belgique prête également attention au développement rural sur le haut plateau andin dans la Sierra Norte, où les paysans travaillent et vivent dans des circonstances plus difficiles.

Secrétaire d'État à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, et Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à l'Environnement, adjoint au ministre de la Santé publique

Question n° 46 de Mme de Bethune du 8 novembre 1996 (N.) :

Emploi de handicapés dans les administrations de l'État.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 34 adressée au Premier ministre, et publiée plus haut (p. 1572).

contract tekent. De Belgische ontwikkelingssamenwerking heeft een controlefunctie in de verschillende etappes (referentietermen, aanbesteding, toekenning, contract).

De studie voor de landbouwontwikkeling in de regio Playas werd aangevaard door het Centro Agricola van Playas, het boerensyndicaat van de streek. Deze aanvraag werd via het ministerie van Landbouw en het ministerie van het Plan aan het samenwerkingsbureau voorgelegd. Na analyse en het technisch op punt stellen van de aanvraag werd het dossier mij op 25 juli 1995 ter goedkeuring voorgelegd. Na goedkeuring op 23 augustus 1995 startte de Ecuadoraanse overheid de aanbestedingsprocedure met een beperkte offerteaanvraag. Acht Belgische studiebureaus werden aangeschreven. Twee studiebureaus reageerden. Het samenwerkingsverband Tractebel/Caminos y Canales — de lokale partner — was technisch evenwaardig aan de tweede mededinger, maar 25 pct. goedkoper. Het contract tussen Tractebel/Caminos y Canales en de Ecuadoraanse overheid werd door mij op 8 mei 1996 goedgekeurd. De procedure, waarbij het initiatief uitgaat van Ecuador en door de Ecuadoraanse overheid ondersteund wordt, werd correct gevuld. Bovendien zorgt het samenwerkingsverband voor een kennisoverdracht tussen de Belgische en Ecuadoraanse partner. Een groot deel van de praktische uitvoering en de terreinstudie wordt gemaakt door de lokale partner, maar het Belgisch studiebureau draagt de eindverantwoordelijkheid van de studie.

De VZW «Esmeraldas» wijst op de verkeerde interpretatie door de journaliste van de uitspraak door de Ecuadoraanse minister inzake opgedrongen studies en dure experts. De journaliste doet alsof deze opmerking zich tot België richt. Zoals in het artikel van de VZW aangegeven, ging het om een afrekening tussen de huidige minister van Volksgezondheid en zijn voorganger met betrekking tot de «Unidad Coordinadora» verantwoordelijk voor de hervorming van de volksgezondheid. De kritiek van de minister sloeg duidelijk op een project van de Wereldbank (FASBASE) en de link naar andere projecten werd niet gemaakt.

4. De kritiek geuit door de VZW «Esmeraldas» verschilt wezenlijk van het artikel, waarnaar in uw vraag verwijzen wordt. In het juli-nummer van de VZW «Esmeraldas» staat opbouwende kritiek, die ik waardeer zonder het er daarom mee eens te zijn. De VZW «Esmeraldas» heeft zich in een schrijven aan mijn administratie gedistantieerd van het artikel in de krant. Volgens de vereniging werden «bepaalde kritische opmerkingen volledig uit de context gerukt».

Zo is het ook onjuist dat de oprichter van de VZW «uit onvrede met de volstrekt ondoeltreffende politiek die het ABOS in Zuid-Amerika leidt de administratie zou verlaten hebben».

De kritische bemerkingen van de VZW zijn gebaseerd op een aantal onjuiste veronderstellingen en worden door haarzelf gereciteerd met de bemerking dat zij de juiste studieopdracht niet kent.

De kostprijs van de studie — gedetailleerd ontwikkelingsplan voor een streek van 10 000 ha met twee ecologische zones, transport- en sociale infrastructuur, commercialisatie, milieueffectenrapport, enz. — bedraagt 2 820 ha per direct begunstigde. Zoals hoger vermeld zijn de kleine, armere boeren in deze streek met groeipotential de grote begunstigden van deze studie. Ook zoals hoger vermeld besteedt België eveneens aandacht aan de landbouwontwikkeling op de Andijnse hoogvlakte in de Sierra Norte, waar de boeren in moeilijker omstandigheden werken en leven.

Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, en Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid

Vraagnr. 46 van mevrouw de Bethune d.d. 8 november 1996 (N.) :

Tewerkstelling van de mindervaliden bij de rijksdiensten.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 34 aan de Eerste minister, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1572).

Réponse: J'ai l'honneur de référer l'honorable membre aux réponses qui seront données par le ministre de l'Intérieur, le ministre des Communications et de l'Infrastructure, le ministre des Affaires sociales et le ministre de la Santé publique en ce qui concerne leur département et lesquelles incorporeront les services qui ressortent de ma compétence.

Intégration sociale

Question n° 47 de M. Vautmans du 8 novembre 1996 (F.):

Données médicales relatives aux candidats réfugiés politiques.

L'aide médicale aux candidats réfugiés politiques mérite une attention particulière. Dans les milieux s'occupant des réfugiés, on entend dire de plus en plus souvent que le Petit-Château devient l'infirmerie des centres d'accueil. Il ressort des données de 1994 que 40 p.c. des dépenses du Petit-Château ont été affectées aux soins médicaux, soit 50 des 125 millions de francs.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. À combien s'est élevé le budget du Petit-Château en 1995 ? Quel a été le pourcentage de ce budget consacré aux soins médicaux ?

2. Quels soins a-t-on dispensés avec ces moyens financiers ? Quel est le pourcentage des dépenses médicales consacré aux examens ? Quels sont les examens pratiqués ? Les demandeurs d'asile sont-ils systématiquement soumis à certains examens, comme le dépistage de la tuberculose, du sida, ... ?

3. Quel est le sort réservé aux données médicales recueillies ? Sont-elles tenues à jour, centralisées ? Dans l'affirmative à quel endroit ? Qui a accès à ces données ? Ces données sont-elles consignées sur une sorte de fiche médicale, qui serait automatiquement remise au candidat réfugié politique quand il passe à un centre d'accueil local ? Dans la négative, pourquoi pas ?

Réponse: J'ai l'honneur de faire savoir à l'honorable membre que :

1. Le budget des centres fédéraux d'accueil pour réfugiés (Petit-Château et Florennes) s'élevait à 132,8 millions de francs pour les frais de fonctionnement, les dépenses s'élevant au total à 91,5 millions de francs dont 41,2 millions de francs, soit 45 p.c. pour soins médicaux.

2. L'enveloppe de 41,2 millions couvre les soins suivants :

- Hospitalisation : 29,9 millions de francs;
- Consultations : 4,3 millions de francs;
- Analyses de laboratoires : 1,8 million de francs;
- Médicaments : 3,4 millions de francs;
- Kiné, diététique, prothèses : 1,8 million de francs.

Les analyses de laboratoires prennent 4,3 p.c. des dépenses médicales.

Les examens systématiques se limitent aux rx du thorax en étroite collaboration avec la FARES (Fondation pour les affections respiratoires et l'éducation à la santé) et la VRGT (Vlaamse Vereniging voor respiratoire gezondheidszorg en tuberculosebestrijding).

3. Les données médicales recueillies par le médecin du Petit-Château sont rassemblées dans un dossier médical.

Ces dossiers médicaux sont archivés au Petit-Château. Quand un demandeur d'asile quitte le Petit-Château pour un centre de la Croix-Rouge, le dossier est confié au médecin responsable pour ce centre.

En cas de problèmes particuliers, le médecin du Petit-Château prend directement contact avec le nouveau médecin traitant.

Les médecins de la périphérie qui le demandent peuvent aussi recevoir les données médicales qu'ils désirent.

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid te verwijzen naar de antwoorden die zullen verstrekt worden door de minister van Binnenlandse Zaken, de minister van Verkeer en Infrastructuur, de minister van Sociale Zaken en de minister van Volksgezondheid voor wat hun departement betreft en waaronder eveneens de diensten die onder mijn bevoegdheid rassorteren zullen opgenomen worden.

Maatschappelijke Integratie

Vraag nr. 47 van de heer Vautmans d.d. 8 november 1996 (N.):

Medische gegevens van kandidaat-politieke vluchtelingen.

De medische hulpverlening aan kandidaat-politiek vluchtelingen verdient bijzondere aandacht. In kringen van vluchtelingenwerkers hoor je steeds vaker dat het Klein-Kasteeltje de ziekenboog wordt onder de opvangcentra. Uit gegevens van 1994 blijkt dat 40 pct. van de uitgaven van het Klein-Kasteeltje naar medische verzorging is gegaan of 50 van de 125 miljoen frank.

Gratuit had ik van de geachte staatssecretaris een antwoord op volgende vragen gekregen :

1. Hoeveel bedroeg de begroting van het Klein-Kasteeltje in 1995 ? Hoeveel percent hiervan is besteed aan medische verzorging ?

2. Welke zorgen werden er verstrekt met dit geld ? Hoeveel percent van de medische uitgaven gaat er naar onderzoeken ? Welke onderzoeken worden er uitgevoerd ? Worden de asielzoekers systematisch onderworpen aan een aantal onderzoeken, bijvoorbeeld naar tuberculose, naar hiv, ... ?

3. Wat gebeurt er met de verzamelde medische gegevens ? Worden deze bijgehouden, gecentraliseerd ? Zo ja, waar gebeurt dit ? Wie heeft toegang tot deze gegevens ? Worden de gegevens op een soort medische fiche bijgehouden en automatisch meegegeven wanneer de kandidaat-politiek vluchteling naar een lokaal opvangcentrum gaat ? Zo neen, waarom niet ?

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid mee te delen dat :

1. De begroting van de federale onthaalcentra voor vluchtelingen (Klein-Kasteeltje en Florennes) in 1995 bedroeg : 132,8 miljoen frank voor werkingskosten. Daarvan is besteed : 95,1 miljoen frank waarvan 41,2 miljoen frank of 45 pct. aan medische zorgen.

2. Met dit geld (41,2 miljoen frank) zijn volgende zorgen betaald :

- Hospitalisaties : 29,9 miljoen frank;
- Consultaties : 4,3 miljoen frank;
- Labo-onderzoek : 1,8 miljoen frank;
- Geneesmiddelen : 3,4 miljoen frank;
- Kine, dieet, prothesen : 1,8 miljoen frank.

Er gaat naar labo-onderzoek 4,3 pct. van de medische kosten.

Systematische onderzoeken zijn beperkt tot röntgenfoto's van de thorax in nauwe samenwerking met VRGT (Vlaamse Vereniging voor respiratoire gezondheidszorg en tuberculosebestrijding) en FARES (Fondation pour les affections respiratoires et l'éducation à la santé).

3. De verzamelde medische gegevens worden door de geneesheren van het Klein-Kasteeltje bijgehouden in een medisch dossier.

Deze medische dossiers worden gearchiveerd in het Klein-Kasteeltje. Wanneer een asielzoeker uit het Klein-Kasteeltje vertrekt naar een centrum van het Rode Kruis, worden de gegevens bezorgd aan de geneesheer verantwoordelijk voor het centrum waarnaar de asielzoeker vertrekt.

In geval van bijzondere problemen wordt persoonlijk contact opgenomen door de geneesheer van het Klein-Kasteeltje.

Op verzoek van geneesheren uit de periferie worden ook aan hen medische gegevens doorgegeven.

SOMMAIRE PAR OBJET — ZAAKREGISTER

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
	* Question sans réponse			* Vraag zonder antwoord
	** Réponse provisoire			** Voorlopig antwoord

Premier ministre Eerste minister

25. 9.1996	28	Anciaux	Services secrets américains. — Pénétration dans le système informatique de l'UE. Amerikaanse geheime diensten. — Inbraak in EU-computers.	1571
8.11.1996	34	Mme/Mevr. de Bethune	Emploi de handicapés dans les administrations de l'État. Tewerkstelling van de mindervaliden bij de rijksdiensten.	1572

Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie

25. 9.1996	83	Loones	Belgacom. — Notes de service en anglais. Belgacom. — Engelstalige dienstnota's.	1577
4.10.1996	87	Mme/Mevr. de Bethune	La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1574
11.10.1996	88	Anciaux	* La Poste. — Politique immobilière. De Post. — Vastgoedbeleid.	1562
11.10.1996	90	Mme/Mevr. Dardenne	* Déetecteur de fumées. — Présence de substances radioactives. Rookdetectoren. — Aanwezigheid van radioactieve stoffen.	1561
18.10.1996	95	Mme/Mevr. de Bethune	Nouvelle procédure en matière de dépôt de la correspondance affranchie par une machine. De nieuwe procedure inzake de afgifte van briefwisseling gefrankeerd met een frankeermachine.	1578
18.10.1996	96	Mme/Mevr. de Bethune	Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1576

Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken

4.10.1996	182	Mme/Mevr. de Bethune	* La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1562
18.10.1996	183	Foret	Suppression du service d'aumônerie de la gendarmerie. Afschaffing van de aalmoezeniersdienst van de rijkswacht.	1579

Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel

19. 9.1996	119	Anciaux	Cotisation sur les commissions secrètes. — Dispositions légales versus commentaire administratif. Aanslag geheime commissielonen. — Wetsbepalingen versus administratieve commentaar.	1582
------------	-----	---------	--	------

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
20. 9.1996	121	Mme/Mevr. Nelis-Van Liedekerke	Douanes et accises. — Bureau d'Alost. — Transfert à Termonde. Douane en accijnzen. — Kantoor van Aalst. — Overbrenging naar Dendermonde.	1583
4.10.1996	124	Mme/Mevr. de Bethune	La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1579
11.10.1996	125	Anciaux	Communes et CPAS. — Dette fiscale. Gemeenten en OCMW's. — Belastingschuld.	1584
11.10.1996	126	Hatry	* Délais laissés aux contribuables durant les mois d'été pour répondre aux questions de l'administration. Termijnen waarover de belastingplichtigen tijdens de zomermaanden beschikken om te antwoorden op vragen van de belastingdiensten.	1563
18.10.1996	129	Mme/Mevr. de Bethune	Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1582
25.10.1996	130	Anciaux	Taxe de circulation. De verkeersbelasting.	1585
4.11.1996	133	Hatry	Dépôt obligatoire des comptes et des bilans à la Banque nationale de Belgique. Verplichte neerlegging van de balansen en jaarrekeningen bij de Nationale Bank van België.	1585
4.11.1996	135	Anciaux	La journée d'étude «Fraude fiscale et secret bancaire» organisée par l'ASBL Skyroom Events. De door de VZW Skyroom Events georganiseerde studiedag «Fraude fiscale et secret bancaire».	1586

Vice-Premier ministre et ministre du Budget
Vice-Eerste minister en minister van Begroting

8.11.1996	19	Mme/Mevr. de Bethune	Emploi de handicapés dans les administrations de l'État. Tewerkstelling van de mindervaliden bij de rijkserven.	1588
-----------	----	----------------------	--	------

Ministre de la Politique scientifique
Minister van Wetenschapsbeleid

6.10.1996	18	Mme/Mevr. de Bethune	* Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1563
4.10.1996	19	Mme/Mevr. de Bethune	* La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1564

Ministre de la Santé publique et des Pensions
Minister van Volksgezondheid en Pensioenen

4.10.1996	66	Mme/Mevr. de Bethune	* La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1564
8.11.1996	70	Destexhe	Indemnisation des militaires blessés en mission. Vergoeding van militairen die gewond werden tijdens een opdracht.	1588

Ministre des Affaires étrangères
Minister van Buitenlandse Zaken

4.10.1996	83	Mme/Mevr. de Bethune	La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1589
11.10.1996	85	Anciaux	* Assassinat non élucidé du père Fons Stessel. Onopgeloste moord op pater Fons Stessel.	1564

Date	Question n°	Auteur	Objet	Page
Datum	Vraag nr.		Voorwerp	Bladzijde
11.10.1996	86	Anciaux	* Débordements du régime israélien. Wangedrag van het Israëlische regime.	1565

Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes
Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen

28. 6.1996	47	Mme/Mevr. Nelis-Van Liedekerke	Plan d'accompagnement des chômeurs. Begeleidingsplan voor werklozen.	1590
6.10.1996	56	Mme/Mevr. de Bethune	* Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1566
4.10.1996	57	Mme/Mevr. de Bethune	* La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1566

Ministre des Affaires sociales Minister van Sociale Zaken

6.10.1996	73	Mme/Mevr. de Bethune	Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1592
4.10.1996	74	Mme/Mevr. de Bethune	La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1592
18.10.1996	75	Mme/Mevr. de Bethune	Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1593

Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

4.10.1996	55	Mme/Mevr. de Bethune	* La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1566
11.10.1996	56	Mme/Mevr. Dua	Pesticides. — Contrôles de la qualité des légumes. — Abus. Pesticiden. — Kwaliteitscontroles van groenten. — Misbruiken.	1594
18.10.1996	58	Happart	Protection des animaux. — Loi du 4 mai 1995. — Arrêtés d'exécution. Dierenbescherming. — Wet van 4 mei 1995. — Uitvoeringsbesluiten.	1595
8.11.1996	63	Anciaux	Fraude sur la viande et autres fraudes. Vlees- en andere fraude.	1596

Ministre des Transports Minister van Vervoer

29. 8.1996	62	Hazette	Répartition de places fumeurs et non fumeurs à bord des trains. Verdeling van de rokers- en niet-rokersplaatsen in de trein.	1598
25. 9.1996	64	Anciaux	SNCB. — Monopole. NMBS. — Monopolie.	1599
6.10.1996	65	Mme/Mevr. de Bethune	Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1600
4.10.1996	66	Mme/Mevr. de Bethune	* La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1566

Ministre de la Justice

Minister van Justitie

21.11.1995 64 Ph. Charlier Hormones.
Hormonen. 1600

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
17. 6.1996	167	Anciaux	IEV. — Intimidations croissantes à l'égard des experts de l'IEV. IVK. — Toenemende intimidaties tegen IVK-keurders.	1601
6. 9.1996	199	Anciaux	Loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. — Liberté ou libération conditionnelles. — Contradictions. Wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechting. — Voorwaardelijke vrijheid of invrijheidstelling. — Tegenstrijdigheden.	1601
6.10.1996	210	Mme/Mevr. de Bethune	* Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1566
4.10.1996	211	Mme/Mevr. de Bethune	* La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1566
11.10.1996	212	Verreycken	* Responsabilités politiques dans le drame de la pédophilie. Politieke verantwoordelijkheden in het pedofiledrama.	1566
11.10.1996	213	Boutmans	* Ressort d'Anvers. — Interdiction, pour les magistrats du parquet de première instance, d'entrer directement en contact avec des membres du parquet général. Rechtsgebied Antwerpen. — Verbod voor de parketmagistraten van eerste aanleg om rechtstreeks contact op te nemen met leden van het parket-generaal.	1567

Ministre de la Fonction publique
Minister van Ambtenarenzaken

25. 9.1996	37	Loones	Boyau de la mort. Dodengang.	1603
11.10.1996	43	Olivier	* Engagement de contractuels aux fins de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel en 1997. Indienstneming van contractuelen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften in 1997.	1567

Ministre de la Défense nationale
Minister van Landsverdediging

30. 8.1996	51	Destexhe	Participation belge à l'OTAN. Belgische deelname aan de NAVO.	1603
25. 9.1996	56	Loones	Boyau de la mort. Dodengang.	1605
11.10.1996	59	Anciaux	* Armes nucléaires. Kernwapens.	1568
8.11.1996	61	Mme/Mevr. de Bethune	Emploi de handicapés dans les administrations de l'État. Tewerkstelling van de mindervaliden bij de rijksposten.	1606

Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre
Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister

19. 9.1996	41	Anciaux	Équateur. — Développement agricole. — Projet Tractebel. Ecuador. — Landbouwontwikkeling. — Tractebel-project.	1607
4.10.1996	44	Mme/Mevr. de Bethune	* La dimension familiale de la politique du secrétaire d'État. De gezinsdimensie van het beleid van de staatssecretaris.	1569

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
--------------------	-------------------------------	--------	------------------------	------------------------

**Secrétaire d'État à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, et
Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à l'Environnement,
adjoint au ministre de la Santé publique**

**Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, en
Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,
toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid**

8.11.1996	46	Mme/Mevr. de Bethune	Emploi de handicapés dans les administrations de l'État. Tewerkstelling van de mindervaliden bij de rijksdiensten.	1609
8.11.1996	47	Vautmans	Données médicales relatives aux candidats réfugiés politiques. Medische gegevens van kandidaat-politieke vluchtelingen.	1610